

**OUED R'HIOU : COLLISION ENTRE DEUX BUS
DE VOYAGEURS, 10 BLESSÉS GRAVES** P. 4

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Révélations du ministre du Tourisme **65 HA DE «DOUNIA PARC» ONT ÉTÉ DÉTOURNÉS** P. 3



HAMMA BOUZIANE : FERMETURE DU MARCHÉ DES VÉHICULES D'OCCASION P. 7

Prévenant des attaques
contre le secteur
à des fins électoralistes

BENGHEBRIT PASSE À L'OFFENSIVE



P. 2

SAMEDI 27 AOÛT 2016 - 24 DHOU AL QÎDA 1437 - N° 6619 - PRIX ALGÉRIE : 20 DA - ISSN 1111-2166

**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
PROJECT
SYNDICATE
P. 11 à 14

Une OPEP pour les
travailleurs migrants ?

PAR SAMI
MAHROUM

Directeur du programme d'innovation
et de politique à l'INSEAD

Le manque de données
sur la vie des adolescents

PAR ALI
H. MOKDAD

Directeur des Initiatives
du Proche-Orient

Les dangers induits
des données de masse

PAR CARLO RATTI*
ET DIRK HELBING**

*Dirige le SENSEable City Laboratory
du Massachusetts Institute
of Technology, aux États-Unis

**Professeur en sciences sociales
informatiques à l'Institut fédéral de
technologie (ETH) de Zurich, en Suisse

La question des réfugiés
soulèvée à York

PAR RICHARD
N. HAASS

Président du Conseil
des relations étrangères

La politique des taux
d'intérêt négatifs

PAR YANIS
VAROUFAKIS

Ancien ministre grec des Finances

Réforme ou rupture
de la zone euro

PAR JOSEPH
E. STIGLITZ

Prix Nobel d'économie

Brecht et le Brexit

PAR HOWARD
DAVIES

Président de la Banque royale d'Ecosse

Inflation

Hausse quasi
générale des
produits de large
consommation P. 4

**Nouvelle grève
à Aigle Azur**

P. 4

Prévenant des attaques contre le secteur à des fins électoralistes **Benghebrit passe à l'offensive**

Abdelkrim Zerzouri

Passant à l'offensive à la veille de l'entame de la saison scolaire 2016/2017, la ministre de l'Education nationale, Mme Nouria Benghebrit, qui a affirmé jeudi 26 août qu'aucune matière ne serait exclue des épreuves du baccalauréat et que les propositions examinées avec les partenaires sociaux seraient soumises prochainement au Conseil des ministres, a prévenu que son département « s'attend à d'autres rumeurs remettant en cause le travail accompli par le ministère d'autant plus que l'année 2017 sera marquée par des échéances politiques où certains tentent d'instrumentaliser l'école à leurs propres fins ». Ajoutant dans ce contexte, à l'intention des partis qui seraient tentés d'exploiter ce terrain pour des besoins électoralistes, que « l'école doit être au-dessus de toute considération », car il s'agit, a-t-elle martelé, « d'un pari sociétal où notre seule référence étant la Constitution et le programme du président de la République ».

Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre avec les directeurs de l'Education nationale, tenue le jeudi dernier, dans le cadre des préparatifs en prévision de la rentrée scolaire (2016/2017), annoncée pour le 4 septembre, Mme Benghebrit a soutenu que les rumeurs faisant état de l'annulation de la matière « Education islamique » de l'examen du baccalauréat étaient « infondées », ajoutant que « cette question n'a jamais été évoquée niveau du ministère ». Précisant à ce propos qu'il s'agit de simples propositions de partenaires sociaux et que les points examinés avec ces derniers concernant l'examen du baccalauréat portaient notamment sur « la non annulation d'aucune matière, le mode d'évaluation continue, la réduction des jours d'examen et l'application progressive des propositions ». Ces propositions « seront réexaminées tout en tenant compte des observations soulevées lors du Conseil de gouvernement concernant cette question avant de les soumettre au Conseil des ministres », a-t-elle souligné.

Concernant la deuxième génération des programmes scolaires à adopter à partir de la prochaine rentrée scolaire, la ministre a démenti tout retard dans le contenu qui a été révisé en 2009 et dont les objectifs avaient été présentés lors d'un symposium tenu en juillet 2015. « Les améliorations apportées aux programmes n'opéreront aucune modification profonde dans le secteur de l'Education », a encore insisté la ministre, qui devrait tenir une réunion avec les partenaires sociaux,

mardi prochain, pour passer en revue certains dossiers chauds, dont celui de la retraite.

Pour rappel, plusieurs syndicats ont promis de monter au créneau dès la rentrée scolaire pour revendiquer le maintien de la retraite anticipée.

La ministre a rappelé que 148.000 enseignants sur 700.000 candidats avaient réussi au concours de recrutement d'enseignants, organisé en avril dernier, soulignant que les résultats du concours serviront de plateforme pour procéder au recrutement selon les besoins nationaux.

Lors de sa réunion avec les directeurs de l'Education, la ministre a appelé à « réunir les conditions favorisant le travail » et à « gérer le secteur au niveau local dans la transparence » en vue d'« opérer le saut qualitatif escompté et de bâtir une école stable et de qualité dans un contexte de mondialisation et de mutations effrénées dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ». Quant aux chiffres marquant cette prochaine rentrée scolaire, très impressionnantes, on annonce que plus de 8.600.000 élèves rejoindront, le 4 septembre, les bancs de classes à travers le territoire national, encadrés par 495.000 enseignants, dont 28.000 nouveaux.

L'Etat a également dégagé un budget de 15,5 milliards de dinars au titre de la poursuite de la politique de solidarité avec les élèves nécessiteux, dont 9 milliards de dinars consacrés à la prime de scolarité et 6,5 milliards de dinars pour assurer la gratuité du livre scolaire, sachant que 3 millions d'élèves scolarisés bénéficient de la prime et du livre à titre gracieux.

Par ailleurs, une exposition du livre scolaire sera organisée par l'Office national des publications scolaires (ONPS) du 1 au 3 septembre. On comptera également cette année 26.488 établissements scolaires, dont 146 nouveaux, outre 14.427 cantines scolaires.

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre des nouveaux programmes, les inspecteurs, les enseignants et les directeurs d'établissements bénéficieront de formations et des sessions de formation seront également dispensées aux nouveaux enseignants lauréats du dernier concours de recrutement.

Aussi, on tient à relever que le ministère poursuivra son processus de numérisation et la mise en œuvre de la charte d'éthique du secteur de l'Education.

Ne reste plus qu'à se mettre dans le bain de cette année scolaire 2016/2017 qui consacre son cour inaugural à « la dimension humaine de certains héros de la glorieuse guerre de libération ».



ANALYSE

Mahdi Boukhalfa

La réunion d'Alger (déjà) sabordée ?

son côté, fait monter les enchères en réclamant le recouvrement de sa production d'avant les sanctions internationales, c'est-à-dire les quelques 8 MB/J d'avant 2012. La porte d'une autre déconvenue, d'une autre guerre intra muros au sein de l'Opep est en train de faire fondre comme peau de chagrin les espoirs que les marchés fondent sur un accord, même aux forceps, pour au moins un gel de la production des pays producteurs à la réunion d'Alger. Les « déclarations » de l'Iran et de l'Arabie saoudite n'arrangent bien sûr pas la situation. Bien au contraire, ces tiraillements ne font que porter préjudice à l'Opep, si tant est qu'elle reste une organisation unie, avec des objectifs clairs à défendre. Les positions de certains pays membres, ajoutées aux anciennes et nouvelles rivalités politiques, ne sont pas pour jeter des ponts solides ouvrant la voie vers une sorte de "gentlemen agreement" qui consoliderait le poids de l'Organisation sur le marché pétrolier mondial. L'Iran a dit "coopérer" avec l'OPEP pour améliorer les prix du pétrole et la situation sur le marché. Riyad a dit le contraire, c'est-à-dire qu'il ne fera rien pour aider à un gel de la production et que, de toute façon, cela ne servira à rien. Il y a sur le marché une offre abondante que le ralentissement de l'économie mondiale ne peut épouser. Faut-il dès lors envisager, en septembre prochain à Alger, le début d'une autre guerre au sein de l'Opep, ou tout simplement son lent et inexorable éclatement ? Si la réunion de septembre se conclut sans accord de gel de production, non seulement la crédibilité du cartel va prendre un coup, mais aussi les prix du pétrole se retrouveraient à la merci de lourdes pertes », prédisent les analystes de marché. A moins que certains pays ne veulent saborder la réunion d'Alger.

L'organisation des pays producteurs de pétrole, l'OPEP, joue pratiquement sa crédibilité, sinon son pouvoir de stabilisation des forces du marché pétrolier, à la réunion (informelle) prévue fin septembre à Alger, en marge du 15^{ème} forum international de l'énergie. Experts et courtiers digèrent actuellement les déclarations, parfois contradictoires, sur les intentions de certains pays membres de l'Organisation et, surtout, leur plan de bataille qu'ils comptent défendre à la réunion d'Alger. Les choses se sont considérablement compliquées et l'objectif d'un gel, sinon d'une réduction de la production OPEP durant cette rencontre, est rendu encore plus difficile par les déclarations de certains ministres du pétrole, à contresens des attentes du marché et des pays producteurs. Il y a d'abord cette déclaration ambiguë du ministre saoudien du pétrole qui a douché les marchés et certains pays Opep, dont l'économie est aux abois, qui voudraient bien un peu de répit dans cette lente chute des prix. Riyad est, comme qui dirait, devenu un vrai caméléon : après avoir déclaré au début du mois d'août que la réunion d'Alger est capable d'arriver à un accord sur le gel des prix, son ministre du pétrole refroidit les espoirs en estimant qu'il ne croit plus « qu'une intervention importante soit nécessaire. Je ne préconise certainement pas une baisse » de production, même s'il a souligné que « nous écouterons nos collègues ; ce qu'ils ont à proposer ». A moins d'un mois de cette tant attendue rencontre d'Alger, les premières salves du conflit politique entre Riyad et Téhéran sont tirées et le marché se recroqueville sur lui-même, prêt à repartir à la baisse. Car si Riyad lance à qui veut l'entendre qu'il ne fera rien pour favoriser un gel de la production, Téhéran, de

Un Salon national du manuel scolaire dans toutes les wilayas

Le Salon national du manuel scolaire sera organisé dans toutes les wilayas du pays à partir du 31 août au 3 septembre, proposant tous les manuels, y compris ceux de deuxième génération, à des prix abordables, a-t-on appris auprès de l'Office national des publications scolaires. Le Salon proposera les manuels scolaires à des prix étudiés prenant en compte le pouvoir d'achat des ménages algériens, a précisé le directeur général de l'ONPS, Brahim Atoui. L'organisation de ce salon est venue sur instruction de la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit. Selon M. Atoui, les quatre jours du salon sont « suffisants » pour satisfaire la demande. Il assure néanmoins que les manuels scolaires seront disponi-

bles aux établissements scolaires en quantités suffisantes pour couvrir la demande des élèves, y compris les nécessiteux. Le responsable souligné que le salon sera réédité eu égard à l'accroissement de la demande et que l'édition 2017 sera plus importante dans la mesure où des librairies privées seront mises à contribution dans la vente des manuels scolaires. L'objectif pour l'année prochaine est d'atteindre 1.541 librairies agréées pour la vente des manuels scolaires, soit au moins deux librairies par commune, a-t-il ajouté.

Parmi les lieux devant accueillir le salon, le responsable a notamment cité la place de la grande poste et l'esplanade de Riadh El-Feth à Alger, la cathédrale d'Oran, la maison de jeunes de Ghardaïa et de Tamanrasset, la chambre de l'artisanat de Tindouf. Quant aux prix des nouveaux manuels, la liste établie pour l'année scolaire 2016-2017 et dont l'APS a obtenu une copie montre que le livre de langue arabe de première et deuxième année primaire est proposé à 250 DA et celui de mathématiques à 230 DA. Les livres de première année moyenne (onze en tout) sont proposés entre 235 DA et 255 DA. Les responsables chargés du manuel scolaire ont affirmé que les prix étaient unifiés à travers tout le territoire national que ce soit dans les librairies ou dans les autres espaces de vente. La liste des prix peut être consultée en toute transparence sur le site web du ministère de l'Education nationale (www.education.gov.dz).

Révélations du ministre du Tourisme

65 ha de «Dounia Parc» ont été détournés

Moncef Wafi

65 ha sur un total de 1.059 ha du «Parc des Grands Vents» d'Alger, destinés à constituer un parc citadin de villégiature pour les habitants de la capitale, ont été distribués de manière «illégalement», a affirmé, ce jeudi, le ministre de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdellouahab Nouri. Ce dernier n'en revenait toujours pas, faisant part à la presse de sa stupeur, au terme d'une visite de travail, dans la wilaya de Tipaza. Il s'est dit «abasourdi» après avoir pris connaissance du dossier 'Dounia Parc', qualifiant la situation de «très grave». Le ministre a expliqué que des lots de terrains avaient été distribués «dans un irrespect total de la législation» en absence de «toute transparence» pour implanter des «projets imaginaires». Comme premières mesures, il a annoncé que ses services ont résilié des contrats relatifs à 96 projets, dont une quarantaine de fast-food. Le ministre a également appelé à prendre des «mesures urgentes et rigoureuses». M. Nouri s'est exprimé sur l'impossibilité de relancer le tourisme national, en encourageant la culture du fast-food et le «déni de la loi», précisant que la distribution de ces terrains s'est faite, également, en absence de plans d'aménagement territoriaux, «d'où la gravité de la situation», s'est-il désolé. Quant aux bénéficiaires de ces projets, il a signalé qu'ils seront indemnisés et que les terrains seront récupérés. Pourtant, il ne donnera aucune autre précision sur l'éventuelle ouverture d'une enquête judiciaire ou administrative ou des poursuites des responsables politiques responsables de ce dossier, pour cerner ces dépassements. Depuis son lancement, le projet 'Dounia Parc' a toujours fait les choux gras de la presse nationale. Ouvert, seulement, en partie en mai 2013, le 'Parc des

Grands Vents' se retrouve au cœur d'un énorme détournement de foncier. Il était une des promesses d'investissement s'élevant à cinq milliards de dollars du fonds émirati «International Investment Company» (EICC). Depuis, Amara Benyounès annonçait que seuls 170 ha sur 1059 ha prévus seront consacrés au projet initial. Plus tard, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdellamjid Tebboune, affirmait, à propos des travaux de «Dounia Parc», qu'«aucun permis de construire n'a été délivré. On n'a jamais été saisi». Quelques jours plus tôt, EICC annonçait que la construction avait commencé. Sur 800 ha, «Dounia Parc» propose villas et appartements de standing entourés d'espaces verts. Divers équipements de loisirs parmi lesquels un golf, des «académies de tennis et de football, des centres commerciaux et des restaurants ainsi qu'une structure hospitalière privée. Bloom Properties a terminé les essais initiaux et l'enquête topographique, commencent, à présent, les premiers travaux d'aménagement paysager», avait annoncé la filiale émiratie. Par ailleurs, le ministre du Tourisme a évoqué le dossier «sensible» des Zones d'expansion touristique (ZET), signalant des préparatifs en cours pour évaluer leur situation.

«Le foncier touristique est un sujet sensible qu'il faut traiter avec toute l'attention nécessaire et dans le respect des Plans d'aménagement territoriaux, pour éviter l'anarchie». Rappelons que M. Nouri a annoncé, depuis Jijel, l'envoi, prochainement, d'une commission qui se rendra dans les 14 wilayas côtières du pays, pour examiner la situation des ZET, dont la plupart ont été détournées de leur vocation initiale, causant un grand préjudice au secteur touristique et aux investissements prévus, dans le cadre de la relance du Tourisme dans le pays.

El-Oued

Perturbation dans l'approvisionnement en lait en sachet

D e nombreux espaces commerciaux de la wilaya d'El-Oued font face depuis plus d'une quinzaine de jours à une perturbation dans l'approvisionnement en lait pasteurisé en sachet, a-t-on constaté. Les commerces de gros de ce produit alimentaire accusent un manque d'approvisionnement en la matière se répercutant même sur les commerces détaillants activant à travers les différentes régions de la wilaya, selon des déclarations recueillies par l'APS auprès des commerçants de détail.

«Les commerçants de gros du lait pasteurisé ont opté, depuis quelques jours, à la réduction des quotas qui leur sont réservés et, parfois, affichent pénurie du produit, provoquant, ainsi, un large

mécontentement des consommateurs», a-t-on fait savoir.

Des grossistes ont, de leur côté, déclaré à l'APS que «le manque ou la pénurie de ce produit alimentaire n'est pas de leur ressort», arguant que ceci est dû à la perturbation dans l'approvisionnement au niveau des laiteries établies dans d'autres wilayas du pays à lesquelles sont liés par des contrats.

A ce titre, le directeur par intérim du commerce de la wilaya d'El-Oued, Kamel Baci a imputé cette perturbation aux laiteries. Le même responsable, a fait part de l'entrée en production de la laiterie privée réalisée dans la wilaya d'El-Oued qui devra mettre un terme, très prochainement, à cette situation.



Raïna Raïkoum

Kamal Guerroua

C e serait une tâche inutile et doublement ennuieuse que de prétendre éviter sans grands efforts l'affaiblissement de la nation dans l'anomie et sa chute vertigineuse dans l'illusion si l'on suivait encore d'en haut à ce rythme d'escargot ces «pseudo-réformes» de notre système de gouvernance. Et que la société corsetée dans sa rigidité hésite à traverser le nuage par manque d'injections d'audace. Conjurer la sinistre algérienne implique une appréhension non désolée de nos maux et aussi une forte dose d'espérance. Ne dit-on pas, comme toute, que la fin de l'espoir est le commencement de la mort? Reprendre confiance en soi est la plus crédible des raisons d'espérer pour la société algérienne, bien qu'il soit incontestablement bien établi par les faits que c'est la compétence managériale qui joue un rôle de premier ordre dans la résolution des crises. Certes, le courage de réformer est nécessaire mais n'en reste pas moins insuffisant, car il nous faudra surtout mettre en œuvre «cette ingénierie sociale et économique» de l'intelligentsia. Autrement dit, mobiliser les cabinets d'études, les instituts de sondages, les centres de statistiques, les laboratoires de recherches, etc., pour que l'on puisse s'approprier une vision exhaustive et exacte sur la société. Cela est d'autant plus important que l'exigence d'une stabilité économique au long cours est devenue si vive. Et que celle-ci est à même d'amener, au moindre dérèglement du marché économique mondial ou si elle n'est pas tout simplement satisfaite, de graves conséquences sur

Il faut penser à l'avenir de la nation

la cohésion sociale. Or, livrées aux flux brutaux, intempestifs et contrariés de la langue de bois, nos masses sont aujourd'hui prisonnières de choix élitistes quasiment suicidaires faits sans leur

consentement, lesquels impactent directement leur vie quotidienne. Faire un simple tour d'une ville de l'Algérie profonde nous renseigne sur ces déséquilibres qui poussent au marasme : négligence du patrimoine historique, non-respect des plans urbains et par les autorités et par les citoyens, effacement des repères architecturaux, marchés mal-entretenus, quartiers populaires défigurés par la surpopulation, anarchie dans les constructions récentes, laideur des espaces verts, plages polluées, terres cultivables laissées en friche, cités-dortoirs insalubres côtoyant des centres commerciaux luxueux, etc. Bref, une série de symptômes particulièrement décevants qui propulsent les problèmes du pays dans une tout autre dimension : l'instabilité avec ses corollaires : la délinquance juvénile ; le banditisme ; les kidnappings ; l'insécurité, etc. La nomenclatura qui renâcle jusque-là à l'idée du changement semble ignorer que tout en société est lié et qu'il aurait fallu dès le départ épargner au maximum aux citoyens les assauts grotesques de son enthousiasme hypocrite pour les jeux d'acrobatie démagogique! Affronter la réalité avec lucidité est le premier devoir d'un responsable, quel que soit son rang. Cette incurie dans la gestion ne mènera le bateau algérien que vers la noyade. Plions-nous alors de manière clairvoyante à cet exercice rigoureux de l'éthique pour s'en sortir.

Université

L'UNEA demande une conférence nationale sur les services universitaires

L'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) a fait part jeudi de sa «disponibilité permanente» au dialogue au sein de l'université pour le règlement de toutes les questions et à se constituer comme force de proposition afin de promouvoir l'université algérienne en tant que centre de rayonnement national, ajoute le communiqué.

L'UNEA qui est disponible à engager un dialogue permanent au sein de l'université pour le règlement de toutes les questions appelle à l'application de la charte universitaire comme +principale revendication+ mais aussi à relancer le conseil d'éthique et de déontologie universitaire eu égard à son rôle majeur», a indiqué le communiqué final de

l'université d'été de cette organisation tenue à Boumerdès du 16 au 22 août 2016.

L'UNEA réitère, en outre, sa disponibilité à se constituer comme force de proposition représentative des étudiants afin de promouvoir l'université algérienne en tant que centre de rayonnement national,

vrait constituer la principale préoccupation des responsables du secteur mais aussi afin que la formation soit en adéquation avec le développement technologique.

L'union a appelé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique à honorer son engagement concernant la tenue d'une conférence nationale sur les services universitaires avec la participation de toutes les parties.

Les participants ont, d'autre part, estimé qu'il était temps pour l'Algérie d'oeuvrer à la construction d'une société fondée sur les principes de liberté, de solidarité et de justice dans le cadre de la sérenité, de la concorde et de la réconciliation nationale.

Inflation

Hausse quasi générale des produits de large consommation



Yazid Alilat

Le coût de la vie a encore progressé au mois de juillet 2016 par rapport au mois précédent. Les clignotants sont au rouge, avec une hausse quasi généralisée des prix des produits de grande consommation, dont les produits agricoles et de la pêche, y compris les viandes. Selon les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), l'inflation s'est établie à 5,5% en juillet 2016, contre 5,2% au mois de juin. Une hausse qui inquiète, puisque la variation annuelle des prix à la consommation entre juillet 2016 et juillet 2015 a bondi à 8,1%, contre 8% un mois auparavant. L'évolution mensuelle, qui est l'indice brut des prix à la consommation en juillet 2016 par rapport à juillet 2016, est cependant en baisse de 0,5%, proche de celle observée en juillet 2015 par rapport à juillet 2015 (-0,7%). Ce recul au mois de juillet 2016 des prix à la consommation est le résultat, selon l'ONS, de la baisse de 1,4% des prix des produits alimentaires, dont une inflexion de 2,9% pour les produits agricoles frais et une petite hausse de 0,2% pour les produits agroalimentaires. Une légère détente des prix après le mois de ramadhan marqué par une hausse moyenne de 5% de l'ensemble des prix des produits agricoles frais et agroalimentaires. La plupart des produits frais ont enregistré une baisse des prix en juillet dernier par rapport à juillet, à l'exception du poulet (+23,51%), des œufs (+12,13%) et des légumes frais (+1,45%). Par contre, note l'Office, le recul a caractérisé les prix des fruits frais (-32,36%), des poissons frais (-7,27%), des viandes ovines (-0,62%) et bovines (-0,49%). Pour autant, les

prix de la pomme de terre sont cependant restés stables en juillet par rapport à juin, avec une moyenne de prix allant de 35 à 50 DA/kg. Quant aux produits manufacturés, leurs prix étaient en hausse de 0,46% durant la même période, alors que les prix des services sont restés inchangés. Sur l'année, l'ONS relève une hausse quasi générale des prix entre les sept premiers mois de 2016 et les sept premiers mois de 2015, à l'exception de la pomme de terre (-36,34%), la volaille et les œufs (-8,04%). La plus forte hausse enregistrée en variation annuelle a été particulièrement constatée pour les fruits (+36,55%), les poissons frais (+14,46%), les boissons non alcoolisées (+8,99%), les pains et céréales (+6,70%) ainsi que les légumes (5,84%). Les signes précurseurs d'une inflation galopante sont bien réels, et les "freins" que devaient mettre en place les pouvoirs publics ont soit sauté, soit inefficaces. Au point que les hausses de prix des produits agricoles notamment restent encore sous contrôle des réseaux commerciaux parallèles, et non des services de l'état. Dès lors, l'Office note pour le mois de juillet 2016 que la tendance est au rouge, à quelques points d'une inflation à deux chiffres, alors que la loi de finances 2016 la fixe à 4%, contre 4,8% enregistré en 2015. A ce rythme, le coût de la vie va encore baisser et le taux d'inflation ira jusqu'à 9-10 % à la fin de l'année si les mécanismes d'un atterrissage en douceur des prix à la consommation ne sont pas mis en place. Et, surtout, un rééquilibrage du dinar face aux principales devises, la baisse de la monnaie nationale étant une des raisons du renchérissement des prix, dont ceux des produits importés.

En-Nahdha prêt à s'allier avec d'autres formations

Le secrétaire général du mouvement En-Nahdha, Mohamed Douibi a affirmé, vendredi, à Alger, que son parti était « prêt à s'allier » avec d'autres formations politiques, en prévision des prochaines échéances. Intervenant, à l'occasion de la 2^e session ordinaire du Conseil de la Choura (consultatif), tenue à Zeralda (Alger), M. Douibi a déclaré que « le mouvement En-Nahdha qui est prêt à former des alliances avec d'autres formations politiques, reste ouvert à toutes les initiatives pratiques et objectives devant servir l'intérêt du pays ». Il a précisé que son parti était en faveur de « toute initiative à même de consolider l'action politique, la souveraineté nationale et la volonté du

peuple et renforcer l'économie du pays ». M. Douibi a exprimé son rejet des réformes du système éducatif « au nom de la deuxième génération et de la réforme de l'examen du baccalauréat ». Il a appelé, par ailleurs, à la levée du gel de la loi de généralisation de la langue arabe, soulignant la nécessité d'arabiser tous les cycles d'enseignement, y compris l'Université, tout en s'ouvrant sur les langues de la technologie pour être au diapason du progrès que connaît le monde d'aujourd'hui. Au plan international, le mouvement En-Nahdha a réitéré sa condamnation des agressions systématiques de l'occupation israélienne contre les Lieux saints, en Palestine, face au mutisme de la Communauté internationale.

Nouvelle grève à Aigle Azur

R. N.

La section Aigle Azur du SNPL (Syndicat National des Pilotes de Ligne) France ALPA a déposé un préavis de grève pour la période du 27 août, soit aujourd'hui au 3 septembre, indique la compagnie dans un communiqué. Pour le week-end du 27/28 août, le programme de vols est maintenu intégralement, avec quelques légères modifications d'horaires pour 5 vols au total.

La compagnie explique que deux vols entre Paris et l'aéroport d'Alger-Houari Boumediene, qui seront opérés par HiFly, ont été modifiés. Ainsi, le vol ZI257 Orly Sud-Alger décollera une heure plus tôt que prévu à 16h05 (arrivée à 17h10 - départ 17h05 - arrivée 18h10, et dans l'autre sens le vol ZI224 Alger > Orly Sud (départ 15h45, arrivée 18h55) est remplacé par le ZI258 qui quittera l'Algérie à 18h10 pour se poser à 22h30 à Paris-Charles de Gaulle. Aigle Azur ajoute dans son communiqué que des réunions de médiation « sont toujours en cours, en vue d'une sortie de conflit ».

Le SNPL réclame un dialogue social « constructif » visant à négocier des conditions de travail « compatibles avec un niveau acceptable de fatigue » de ses pilotes, et de fait « le respect de la réglementation en termes d'organisation du travail, de contrat de travail et d'environnement de travail juste et équitable ».



Selon le syndicat, Aigle Azur a dénoncé en mars 2013 tous ses accords encadrant le temps de travail des pilotes et impose depuis un rythme de travail « éreintant » : les pilotes volent 18 à 20 jours par mois et parfois jusqu'à sept jours d'affilée, sans suivi de leur niveau de fatigue.

Pour sa part la direction a indiqué être « en parfaite conformité avec la réglementation sur l'organisation du travail » et que les revendications du SNPL sur des aménagements de planning ont déjà reçu une réponse favorable pour une mise en place dès septembre 2016.

Pour ce qui est des revendications salariales, la direction de la compagnie avait souligné qu'« au regard de l'environnement concurrentiel », la situation ne lui permettrait pas de répondre favorablement à cette revendication.

Rappelons que lors de la précédente grève de ses pilotes du 28 juillet au 4 août, Aigle Azur avait affrété plusieurs avions, le nombre d'annulations de vol particulièrement à l'aéroport de Paris-Orly ne dépassant pas la douzaine par jour.

La compagnie expliquait alors que le mouvement était suivi par 28% des pilotes (« soit 3% des employés »), mais les 150 vols qui ont subi des annulations ou des modifications d'horaires ou d'appareils avaient affecté près de 24.000 passagers et coûté 3,5 millions d'euros à la compagnie.

Direction générale des Forêts Une moyenne de 50 incendies par jour enregistrés

Un total de 1.238 hectares (ha) ont été envahis par les feux dans 348 foyers d'incendies enregistrés entre le 18 et le 24 août à travers le pays, soit une moyenne de 50 foyers par jour, selon le dernier bilan de la Direction générale des Forêts (DGF).

Sur cette superficie totale, les incendies ont parcouru 687 ha de forêts, 234 ha de maquis et 317 ha de broussaille, précise le bilan.

Ainsi, la superficie totale parcourue par 1.834 foyers d'incendies depuis le 1er juin atteint 9.793 ha, à raison de 22 foyers par jours et de 5ha par foyer.

Ces incendies ont parcouru, depuis le 1er juin, 3.906 ha de forêts, 2.660 ha de maquis et 3.227 ha de broussaille, précise le bilan.

En 2015, il avait été enregistré, durant la même période de comparaison, 1.742 foyers d'incendies ayant parcouru une superficie totale de 12.016 ha dont 5.141 ha en forêts. La wilaya de Bejaia a été la plus touchée par les feux depuis le 1er juin (1.909 ha ravagés), suivie de Sidi Bel Abbès (1.396 ha), Jijel (685 ha), Boumerdès (633 ha), Souk Ahras (560 ha), Tlemcen (486 ha), Tizi Ouzou (470 ha), El Tarf (425 ha), Mé-

déa (377 ha) et Blida (373 ha).

Par région, l'Est du pays vient en tête avec 4.743 ha touchés, suivi du Centre (2.771 ha) et de l'Ouest (2.279 ha). Le dispositif de prévention et de lutte contre les incendies, mis en place depuis le 1er juin 2016, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre prochain.

La DGF appelle enfin les citoyens, notamment les populations riveraines, à observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan de l'alerte et de prévention, eu égard aux risques persistants durant cette période.

Le terroriste neutralisé mardi à Batna identifié

Le terroriste neutralisé le 23 août 2016 par un détachement de l'Armée nationale populaire, au sud de la wilaya de Batna / 5^e RM, a permis de reconnaître: N. Erabia, dit 'Aboud', qui avait rallié les groupes terroristes, en 2006», est-il précisé. «D'autre part, des détachements de l'Armée nationale populaire ont détruit deux (02) bombes et un canon de confection artisanale, à Boumerdès / 1^{re} RM et Constantine / 5^e RM », ajoute la même source.

Par ailleurs, et « dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a intercepté, à Bordj Badji Mokhtar / 6^e RM, deux (02) contrebandiers et un camion chargé de (18,75) tonnes de denrées alimentaires et 800 litres de carburant destinés à la contrebande ». « A Souk Ahras, Tébessa et El-Tarf / 5^e RM, des unités des gardes-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de (35.094) litres de carburant », conclut le MDN.

Oued R'hiou

Collision entre deux bus de voyageurs, 10 blessés graves

Dix (10) personnes ont été grièvement blessées dans un accident de circulation survenu vendredi dans la daïra de Oued R'hiou, située à 50 km à l'est de Relizane, a-t-on appris vendredi auprès des services de la protection civile. «L'accident s'est produit dans la matinée (8h) au niveau de la RN4 dans la zone dite «douar benziane»,

à la sortie Est de Oued R'hiou, à la suite d'une collision entre deux bus de voyageurs, l'un assurant le transport urbain, l'autre, le transport rural a indiqué à l'APS, l'officier Ali Abdel M'rāim. Cet accident a causé dix (10) blessés graves, âgés entre 9 et 71 ans, parmi les personnes qui étaient à bord de ces bus, selon la même source.

Les éléments de la protection civile sont intervenus pour prodiguer les premiers soins aux victimes avant qu'elles ne soient évacuées à l'établissement public hospitalier Ahmed Francis de Oued R'hiou.

Les services de sécurité concernés ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident.

Afghanistan

Seize morts dans une attaque contre l'Université américaine



Par Mushtaq Mojaddidi
de l'AFP

Seize personnes ont été tuées lors d'un assaut contre l'Université américaine d'Afghanistan à Kaboul qui a duré plus de dix heures dans la nuit de mercredi à jeudi, pendant lesquelles des étudiants ont lancé de poignants appels à l'aide. L'attaque contre cet établissement d'élite qui accueille 1.700 étudiants n'a pas été revendiquée. Deux de ses professeurs, un Australien et un Américain, avaient déjà été enlevés au début du mois, sans que leur rapt ne soit revendiqué non plus.

L'assaut intervient alors que les insurgés talibans sont à l'offensive contre le gouvernement soutenu par les Occidentaux, et la présidence a affirmé qu'il avait été «orchestré» depuis le Pakistan, voisin ennemi accusé d'abriter des talibans afghans. «Seize personnes dont huit étudiants, ont été tuées, et 53 autres blessées», a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de la Santé, Waheed Majroh, ajoutant que certains étaient grièvement atteints. Le ministère de l'Intérieur a précisé que parmi les morts figuraient un policier, un gardien de l'université et un gardien d'une école voisine pour les malvoyants. Le nombre d'assaillants n'est pas clair, mais la police de Kaboul a dit avoir tué deux d'entre eux lors de son opération de sécurisation du campus à l'aube. L'armée afghane, assistée par des conseillers militaires de la coalition internationale dirigée par les Américains, a rapidement

encerclé le campus. Des centaines d'étudiants ont été évacués pendant la nuit. Une poignée d'étudiantes, certaines terrifiées et en pleurs, ont été escortées hors du campus par des policiers à la fin de l'assaut. «Les étudiants se poussaient les uns les autres par la fenêtre de la classe», raconte Farzana, une jeune étudiante qui est parvenue à s'échapper. «Je ne voulais pas sauter mais un autre étudiant m'a poussée et je suis tombée. Je ne me souviens plus de la suite». Explosions et fusillade avaient retenti à l'université en début de soirée mercredi, à l'heure où de nombreux étudiants assistaient à des cours du soir, une pratique fréquente en Afghanistan où nombre d'étudiants sont également salariés.

OFFENSIVES DES TALIBANS

Dès les débuts de l'attaque, nombre d'étudiants avaient émis des messages de détresse sur Twitter. «IAUAF attaquée. Des amis et moi nous sommes échappés, plusieurs autres amis et des enseignants sont coincés dedans», a ainsi tweeté le journaliste Ahmad Mukhtar. «Notre classe est remplie de fumée et de poussière», avait raconté un étudiant joint par téléphone par l'AFP. «Nous sommes coincés à l'intérieur et nous avons très peur». Cette attaque, la première de cette ampleur contre une université en Afghanistan, jette une ombre sur tout le secteur de l'éducation, considéré comme une rare source d'espoir pour les jeunes Afghans grandissant au

milieu d'une insécurité croissante. L'augmentation du nombre d'étudiants et surtout d'étudiantes est saluée comme une réussite depuis la chute en 2001 du régime taliban qui avait interdit l'éducation des femmes. L'université américaine d'Afghanistan, qui entretient des partenariats avec de prestigieuses universités américaines comme Georgetown ou Stanford, est considérée comme une cible en partie en raison de la présence d'enseignants occidentaux. On ignore le sort des deux professeurs enlevés le 7 août par des hommes armés qui ont brisé les fenêtres de leur véhicule à proximité de l'établissement, mais les enlèvements crapuleux d'étrangers sont relativement fréquents à Kaboul. L'attaque a été «orchestrée» depuis le Pakistan, a affirmé la présidence afghane, ajoutant que le président Asraf Ghani a parlé au puissant chef d'état-major pakistanais Raheel Sharif, afin de «réclamer des mesures séries contre les terroristes».

Cette nouvelle attaque en plein Kaboul intervient alors que les rebelles talibans multiplient offensives et attaques. Les forces afghanes soutenues par l'armée américaine tentent de repousser les insurgés islamistes qui s'approchent de Lashkar Gah, capitale de la province du Helmand (sud), haut lieu du pavot.

Les talibans se rapprochent d'une autre capitale provinciale, Kunduz, noeud stratégique dans le nord du pays qu'ils avaient brièvement conquis il y a un an, leur principale victoire depuis 2001.

Turquie Huit policiers tués dans une attaque



Par Stuart Williams
de l'AFP

Au moins huit policiers ont été tués vendredi dans un attentat à la voiture piégée à Cizre (sud-est) attribué aux rebelles kurdes, au moment où, de l'autre côté de la frontière, la Turquie mène une offensive militaire pour faire reculer les Kurdes de Syrie. Soixante-dix personnes ont également été blessées, a annoncé le ministre de la Santé Recep Akdag, dans cette ville de 100.000 habitants située à 2 km de la frontière avec la Syrie. Selon l'agence de presse pro-gouvernementale Anadolu, l'attaque a été perpétrée par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'explosion a dévasté le quartier général des forces anti-émérites et une longue colonne de fumée noire s'élevait dans le ciel, selon des images diffusées par la télévision turque.

Douze ambulances et deux hélicoptères ont été envoyés sur place, a annoncé le ministère de la Santé cité par la télévision turque. La violente explosion a eu lieu à 50 mètres du bâtiment, au niveau d'un poste de contrôle, a précisé Anadolu, ajoutant que la route principale reliant Cizre à la capitale de la province Sirnak, plus au nord, avait été fermée par les forces de sécurité. Les immeubles voisins ont également été endommagés par la déflagration et certains étaient encore en flammes, selon des images diffusées par la télévision.

La Turquie a toujours démenti avec véhémence les allégations sur tout accord passé ou présent avec les jihadistes. Jeudi, l'artillerie turque a bombardé des

combattants kurdes dans le nord de la Syrie, après que les services de renseignement ont remarqué qu'ils progressaient sur le terrain en dépit d'une promesse des Etats-Unis selon laquelle ils allaient reculer.

Plus tôt, la Turquie avait envoyé un nouveau convoi de blindés en territoire syrien, au lendemain d'un offensif éclair des rebelles syriens qu'elle a soutenu et qui a permis de reprendre à l'EI la localité de Jarablos, près de la frontière. La Turquie, en conflit avec les Kurdes sur son propre territoire, est farouchement hostile à l'idée que les Kurdes syriens forment une ceinture continue le long de sa frontière. Ankara considère le PYD et son aile militaire, les YPG, tous deux issus du PKK, comme des organisations «terroristes», au même titre que le Parti des travailleurs du Kurdistan. L'armée turque a conduit à plusieurs reprises des opérations militaires dans le sud-est, y compris à Cizre où le PKK est particulièrement implanté.

Plus de 40.000 personnes ont été tuées depuis le début du conflit en 1984, mais le PKK a récemment déplacé sa guérilla des campagnes vers les centres urbains, provoquant un nombre encore plus élevé de victimes et de nouveaux exodes de populations. Le PKK, mouvement armé actif depuis 1984 sur le sol turc, est considéré comme un groupe terroriste non seulement par la Turquie, mais aussi par l'Union européenne et les Etats-Unis.

Bolivie: un vice-ministre séquestré et assassiné par des mineurs

Le vice-ministre bolivien de l'Intérieur Rodolfo Illanes, séquestré par des mineurs qui bloquaient une route depuis plusieurs jours, a été assassiné par ses ravisseurs, a annoncé jeudi soir le ministre de l'Intérieur Carlos Romero.

La victime se rendait sur les lieux de la manifestation, à Panduro, un village de haute altitude situé à une centaine de kilomètres à l'ouest de La Paz, pour entamer un dialogue avec les mineurs qui exigeaient une réforme du droit du travail. Selon les autorités, il a été intercepté par les mi-

neurs qui l'ont séquestré puis tué. Le président Evo Morales, qui a été averti, s'est dit «profondément ému», a-t-il rapporté. «Cet acte ne restera pas impuni, il y aura des sanctions pénales», a enfin averti le ministre de la Défense.

Le ministre de l'Intérieur Carlos Romero a évoqué un «acte criminel sans précédent» et appelé la justice à faire toute la lumière sur cette affaire. Rodolfo Illanes, un avocat pénaliste de 56 ans avait pris son poste de vice-ministre en mars et devait jouer un rôle de médiateur avec les mi-

neurs. Ces derniers bloquent depuis plusieurs jours un axe routier important pour exiger le droit de se réunir en syndicats. Selon le ministre de l'Intérieur, ils cherchent en réalité à recevoir l'autorisation de louer leurs concessions minières à des entreprises privées et étrangères, ce qui est interdit par la Constitution. Des échauffourées opposant les forces de l'ordre et les manifestants ont eu lieu ces trois derniers jours. Une vingtaine de policiers ont été blessés et plusieurs mineurs tués.

TÉBESSA

C'est déjà la rentrée des classes

Ali Chabana

Les premiers signes avant-coureurs de l'imminence de la prochaine rentrée scolaire 2016-2017 sont déjà là. La preuve en est, tous ces articles vestimentaires et autres sacs d'écoliers étaillés à chaque coin de rue, par une multitude de revendeurs à la sauvette qui, à l'occasion, manifestent leur présence par cette volonté d'occuper la place publique dans une anarchie presque parfaite. S'agissant des prix affichés, la tendance est plutôt à la hausse, une augmentation justifiée et par la cherterie de la marchandise achetée en

deuxième main et par la chute de la valeur de la monnaie nationale. Les pères de famille se feront comme en pareille occasion des soucis, car la facture sera encore corsée. Il faut compter 1.200 DA et plus pour pouvoir acquérir un sac d'écolier, le moins cher sur le marché, c'est-à-dire une hausse de 20% à 30% est donc attendue. Aussi, des marchandises de qualité douteuse, parfois confectionnées dans des ateliers, bon marché, telles ces blouses d'écoliers jetées à même le sol, ciblant une clientèle affaiblie par un pouvoir d'achat fortement ébranlé, de ceux ou celles qui sont dans l'obligation de débourser, peu im-

porte la qualité du produit acquis. Mis devant le fait accompli, les chefs de famille font des dépenses salées. Ainsi donc et au fur et à mesure de l'approche de l'événement, les gens s'activent en se rendant dans les commerces, on vient aussi des autres localités de la wilaya, pour faire ses emplettes, les enfants accompagnés de leurs parents font leur choix et les adultes marchandent comme ils peuvent, car la liste des enfants scolarisés ne se limite pas à un seul. De toute façon, après la rentrée scolaire, les chefs de famille ont déjà un œil braqué sur un autre événement, l'Aïd El-Adha et ce sera une autre paire de manches !

MILA

Campagne d'assainissement à l'entrée de la ville

B. Bousselah

Une opération d'assainissement, qui vise à débarrasser la RN 77 des objets encombrants qui ternissent l'entrée de la ville, sera lancée ce début de semaine, a annoncé le maire de la ville, Abdelhafid Torch. Cette action cible, dans une 1^{re} phase, la double voie Tarassat-Ferdjoua sur huit kilomètres qui connaît un trafic routier important, précise la même source. Outre l'enlèvement des ordures et des broussailles qui se trouvent sur les bords de cet axe, par les ouvriers communaux, les deux kiosques métalliques érigés illicitement au carrefour de la localité Tarassat vont être démolis. Non loin, le cimetière de véhicules qui présente un as-

pect hideux à l'entrée de l'unité de l'ONA sera également rasé. Cette opération, à toutefois souligné le P/APC, ne touchera pas l'exercice des jobs d'été (gril de maïs, brochettes, etc.) tout le long de la place du jet d'eau, à la sortie de la ville. Ces derniers continuent d'exercer durant la tranche horaire de 17h jusqu'à minuit, a précisé le maire. Interrogé sur le sort réservé aux deux exploitants de kiosques à démolir, le maire a rassuré que ces derniers vont bénéficier de deux chalets en bois avant la fin de ce mois. D'ailleurs, 20 chalets ont été réalisés sur ce même axe, a ajouté le maire. A noter que l'exécution de cet arrêté communal vera la mobilisation des services de police et de la gendarmerie.

Un mort dans un accident de la route

La route a encore tué et gâché à la fois la fête de mariage, jeudi dernier à Ferdjoua, au lotissement 306 lots. Un véhicule de marque Peugeot 607, avec à son bord le conducteur âgé de 31 ans, s'est renversé sur la RN 79 au carrefour de Timridjine, distant de six kilomètres de Ferdjoua. Sous le choc, la personne à bord, qui se rendait à Mila pour les préparatifs du mariage de son oncle maternel, a succombé à ses blessures dès son admission à l'hôpital de la ville vers 15h, selon l'unité centrale de la Protection civile de Mila. A noter que la victime est arrivée la veille, avec son épouse et ses trois enfants en bas âge, de France où elle réside pour assister à la fête de mariage. B. B.

JIJEL

Deux nouvelles unités de produits pharmaceutiques

Deux (2) nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques sont en réalisation dans la zone industrielle d'Ouled Salah (Taher), à quelques encablures de Jijel, dans le cadre du programme d'investissement, a-t-on constaté jeudi. Ces deux entités économiques, en réalisation par des promoteurs privés, présentent un intérêt certain dans la mesure où elles viendront renforcer la couverture des besoins en produits pharmaceutiques —avec l'objectif de réduire l'importation— et serviront aussi de tremplin pour l'exportation sur des marchés extérieurs, a-t-on affirmé.

Lors d'une visite de cette zone industrielle, le wali, Larbi Merzoug, s'est félicité de la dynamique prise par certains projets lancés dans ce site de 84 hectares où activent, à ce jour, 44 opérateurs privés et 8 pu-

blics. Le chef de l'exécutif local a manifesté son mécontentement quant aux projets en souffrance depuis plusieurs années et non lancés en réalisation, soulignant qu'en cas du non-lancement des projets validés, les services de la wilaya procéderont à la récupération des terrains d'assiette octroyés à certains investisseurs réticents. «Nous saluons toute initiative d'investissement dans tous les secteurs d'activités (agriculture, tourisme, industrie) pour renforcer le développement économique aussi bien local que national», a déclaré à l'APS le wali, en marge de cette visite de terrain. Parmi les unités visitées, celle destinée à la production de trois grandes gammes de médicaments (pansement gastrique, comprimés antalgiques, sérum glucosé) sera en production d'ici 2 à 3 mois, a affirmé son promoteur, Nabil Bensouhali. Cette

usine au standing moderne emploiera une cinquantaine de travailleurs, actuellement en formation, en prévision de son démarrage. Un accord de principe a été accordé par le wali à cette unité en vue de son extension dans la zone industrielle de Bellara, a-t-on appris lors de cette visite in situ. La seconde unité, versée dans le même créneau, est celle relative à la production de seringues à insuline, de différents calibres (de 3 centimètres cubes à 22 cc), avec des capacités de production allant de 4 millions à 48 millions de seringues, selon son promoteur, prévoyant d'employer 135 personnes dont 84 techniciens.

Cette unité modèle, la 1^{re} en Algérie et la 3^e en Afrique, a encore affirmé l'investisseur de ce projet estimé à plus de 442 millions de dinars qui devra assurer une autosuffisance en matière de seringues à insuline. Plusieurs autres unités de production et transformation de verre, matériaux de construction, liège, produits chimiques (peinture et résine), agroalimentaire (laiterie), ont également reçu la visite des autorités de la wilaya. La zone industrielle de Taher, qui a bénéficié en 2004 et 2009 d'opérations de viabilisation et de réhabilitation, abrite des activités de production industrielle (40%), de stockage (33%) et bâtiment et travaux publics (BTP, 27%).

Une jeune fille retrouvée pendue à un arbre

Une jeune fille a été retrouvée pendue à un arbre à la mechta Atroui, dans la commune d'Ouled Askeur à Taher, dans la wilaya de Jijel, a appris l'APS, jeudi, auprès de la Protection civile. La découverte macabre du corps suspendu à un olivier a été faite le mercredi, près du domicile de la victime N.B., âgée de 14 ans, élève de 1^{re} an-

née moyenne, a indiqué la chargée de communication de la Protection civile, le lieutenant Ahlem Boumala. Le cadavre de la victime a été évacué à l'hôpital de la ville de Taher par les moyens de la Protection civile, alors que les services compétents ont ouvert une enquête pour élucider les circonstances de ce drame qui a endeuillé cette localité.

OUM EL-BOUAGHI

2 morts et 7 blessés dans une collision

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et sept (7) autres ont été blessées dans un accident de la route dans la commune de Rahia, daïra de Meskiana (Oum El-Bouaghi), a-t-on appris jeudi auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit au niveau du carrefour de la commune de Rahia, lorsque deux véhicules de tourisme sont entrés en collision, suite à un dépassement

dangereux d'un des véhicules, a précisé la même source, soulignant que les victimes, âgées de 43 et 50 ans, sont mortes sur place. Les sept autres blessés, à différents degrés de gravité, ont été évacués à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Meskiana, a-t-on ajouté. Une enquête a été aussitôt déclenchée par les services compétents en vue d'établir les circonstances exactes de cet accident, a-t-on fait savoir.

BLIDA

La foire du miel

Tahar Mansour

La 14^e édition de la Foire du miel qui se tient à Chréa, du 23 au 29 août courant, attire un nombre important de visiteurs venus pour profiter de la fraîcheur de la montagne et tenter de trouver du miel à bon marché car, cette année, son prix a pratiquement doublé, selon des citoyens rencontrés sur place. «La production de miel a chuté de près de 80% cette année», affirment la plupart des apiculteurs exposant leurs produits pour expliquer cette hausse.

Quant aux causes de cette chute de la production de miel, elles reviendraient, selon des apiculteurs, à l'emploi des pesticides et insecticides par les agriculteurs, surtout ceux spécialisés dans l'agrumiculture et «nous savons tous que les abeilles butinent beaucoup les fleurs des agrumes», précisent-ils.

Ils rappellent que ces produits toxiques tuent les abeilles alors que ces dernières jouent un rôle prépondérant dans le maintien de l'espèce et dans la pollinisation, condition essentielle pour la production des fruits. L'abeille a un rôle essentiel dans le maintien de notre biodiversité alimentaire car 35% de nos ressources alimentaires et 65% de leur diversité dépendent de la pollinisation. Sans la pollinisation par les abeilles, les fruits, s'ils apparaissent, deviennent dangereux pour le consommateur», indiquent les apiculteurs.

Les autres raisons invoquées sont l'absence d'une pluviométrie suffisante durant l'année écoulée ainsi que les vols des ruches, les incendies et les prix exorbitants qu'ils doivent payer pour transporter leurs ruches de la Mitidja vers les Hauts-Plateaux durant des périodes déterminées. Le miel est très bénéfique pour la santé et sa qualité n'est plus à démontrer, les autorités concernées devraient se pencher sur cette question afin de développer cette filière qui pourrait constituer un élément-clé dans la nouvelle politique de diversification des exportations,

mais il faudra viser en premier lieu la satisfaction des besoins nationaux et éviter les exportations de produits souvent non conformes.

SKIKDA

Arrestation de 6 traquants de kif

Six (6) individus impliqués dans deux affaires de commercialisation de kif traité ont été appréhendés à Skikda, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Sûreté de wilaya. Les investigations des services de la police ont permis l'arrestation de malfrats âgés entre 23 et 52 ans, et la saisie de quantités de drogue et de comprimés psychotropes ainsi que des armes blanches et des sommes considérables d'argent des revenus du trafic, a précisé la même source.

La première opération a été déclenchée suite à des informations faisant état de commercialisation de kif par un individu dans la ville, et les enquêtes menées ont permis d'identifier le suspect, a-t-on noté,

détaillant que cette personne a été arrêtée avec son associé dans ce trafic à l'avenue Salah Balkoura à bord d'un véhicule touristique dans lequel ils dissimulaient trois plaques

BOUIRA

155 foyers raccordés au gaz de ville

Le gaz naturel est devenu une réalité dans les foyers des habitants du village El-Mardja qui relève de la commune de Dechmia, se trouvant à une soixantaine de kilomètres à l'extrême sud de Bouira. De la sorte, en cette fin de semaine, 155 habitations d'El Mardja ont bénéficié de cette commodité, grâce à une opération de raccordement nécessitant un effort financier qui a coûté une somme de 9.551.740 DA, et dont les travaux ont été réalisés par une entreprise privée qui a été engagée par les services de la direction de l'énergie et des mines.

Des trousseaux pour plus de 34.000 écoliers nécessiteux

Selon un rapport établi par les services de la direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya de Bouira, et en prévision de la prochaine rentrée scolaire, il a été décidé, suite à un recensement, de la distribution de pas moins de 34.021 trousseaux scolaires au profit des écoliers issus de familles démunies. Le rapport de la DAS fait référence également à l'achat de kits vestimentaires au profit de 900 écoliers âgés entre 06 et 16 ans, à la faveur d'une action de solidarité initiée par la DAS. De même que l'attribution prochaine de 65.000 primes scolaires évaluées à 3.000 DA chacune, dans la wilaya de Bouira, qui a nécessité un montant financier de 195 millions de dinars, selon les précisions données par les services de la direction de l'éducation et de la DAS.

Attribution de 40 logements sociaux

40 logements viennent d'être attribués aux bénéficiaires dans la commune de Souk Lekhmis qui se situe à une quarantaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de Bouira. La cérémonie de remise des clefs aux familles concernées s'est déroulée en présence des autorités locales.

Farid Haddouche

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 dhou el qida 1437				
El Fedjr 04h44	Dohr 12h50	Assar 16h32	Maghreb 19h26	Icha 20h49

Hamma Bouziane

Fermeture du marché des véhicules d'occasion

L'Etat manifeste sa franche volonté visant à prendre le contrôle des marchés destinés à la vente de véhicules d'occasion. Hier, le marché hebdomadaire dédié à la vente de véhicules d'occasion au niveau de la localité de Hamma Bouziane a été tenu « clos » par les éléments de la Gendarmerie nationale.

Abdelkrim Zerzouri

Ces derniers se sont déployés sur les lieux dès jeudi en fin d'après-midi, interdisant l'accès aux véhicules destinés à la vente, et dont les propriétaires se présentent la veille de l'ouverture du marché pour prendre les meilleures places. Surpris par une telle mesure, les vendeurs ont campé sur les lieux, espérant une ouverture du marché dans la matinée du vendredi (hier), mais ils ont déchanté en voyant le maintien de la fermeture du marché. Les vendeurs de fruits et légumes ont été autorisés à accéder à l'intérieur du marché hebdomadaire, mais pas les vendeurs de véhicules d'occasion, affirment des sources sur place, dont des membres de l'Ugcaa. En l'absence des autorités communales et du gérant du marché hebdomadaire, ces derniers nous ont indiqué que la mesure de la fermeture du marché hebdomadaire de vente des véhicules d'occasion a été décidée par la wilaya et que cette dernière a

agi suite à une instruction ministérielle émanant, de toute évidence, du département du Commerce. Aucune explication officielle n'a été fournie aux vendeurs, qui sont rentrés bredouilles chez eux.

On apprend dans ce contexte, selon des témoignages de citoyens, que d'autres marchés destinés à la vente de véhicules d'occasion ont été fermés, à l'enseigne des marchés d'Aïn Beida, de Sétif et d'El Harrach.

Clairement, cela découle d'une volonté affichée depuis longtemps par les pouvoirs publics quant à l'«officialisation» de ces marchés de vente de véhicules d'occasion, livrés à l'anarchie et aux smasias de tout acabit. L'on se rappelle que dès l'entame des actions introduites dans le cadre de la réglementation de la vente de véhicules neufs, notamment l'imposition de taxe entre 10 et 15 millions pour tout véhicule vendu, les autorités ont laissé entendre que le tour du marché des véhicules usagers viendra, et il semble que le temps est arrivé de mettre un peu d'or-

dre dans ce créneau. Aussi, surtout, et l'on ne s'en cache pas, l'Etat veut renflouer ses caisses par de nouvelles taxes.

Certaines parties du contenu de l'avant-projet de la loi de finances (LF) 2017, distillées par des sources qui ont eu accès à l'avant-projet en question, contiennent cette disposition qui instaurerait une nouvelle taxe (TVA) à appliquer sur la marge du coût du véhicule d'occasion, dans le but de contribuer à l'organisation du marché de l'occasion d'une façon générale, et assurer à l'Etat des recettes supplémentaires tout en protégeant le consommateur. On nous apprendra également, sur ce registre, que la vente de tout véhicule d'occasion devrait se conclure devant un notaire. Rien ne le confirme officiellement, mais il est évident qu'on attendrait la mise en place de ces nouvelles dispositions réglementaires pour autoriser la reprise des activités dans ce créneau, en l'occurrence la vente de véhicules d'occasion.

Vaccination des bébés

La DSP appelle au respect des rendez-vous

A. El Abci

D de nombreux parents ont, ces derniers jours, tiré la sonnette d'alarme à propos de l'absence du vaccin pour bébés de deux mois à travers les établissements publics de santé de proximité dans la wilaya, surtout au niveau des communes du nord. En effet, ces derniers ont peur de possibles complications pour leurs enfants et ont été surpris en se présentant aux dits établissements, de ne pas trouver le vaccin qu'il faut, ont-ils affirmé. Questionné sur ce sujet, le secrétaire général de la direction de la santé, M. Daas, a démenti catégoriquement une quelconque pénurie de vaccins et ce, aussi bien pour ce qui a trait aux nouveaux vaccins, destinés aux enfants nés à partir du 24 avril 2016, que pour les vaccins de l'ancien agenda. Affirmant que tous les établissements de santé de

proximité disposent des quantités suffisantes dans les deux vaccins, mais seulement tout ce qu'il y a, expliquera-t-il, c'est que sur le plan de l'organisation et à l'effet de faciliter les choses aux parents, « nous avons mis en place des journées fixes pour éviter tout chevauchement éventuel entre les deux agendas ».

Et que « des programmes, ajoute-t-il, sont affichés au niveau des établissements en question, précisant les jours d'accueil pour les vaccinations des uns et des autres. Et ce sont en quelque sorte ces changements, touchant le vaccin mais aussi les rendez-vous et les jours d'accueil des bébés et des parents pour l'opération de vaccination qui ont perturbé un peu les choses et donné cette impression de pénurie. Aussi, je profite de l'occasion pour déclarer encore une fois et rassurer tout le monde, que le vaccin est disponible en

quantité suffisante dans ses deux variantes, l'ancienne et la nouvelle ». Et notre interlocuteur, d'informer les parents à « respecter scrupuleusement les rendez-vous » affichés dans les établissements de leurs quartiers, de même qu'ils sont invités, dira-t-il, à ne pas hésiter non plus à signaler à la tutelle toute carence constatée pour interventions nécessaires. Programmation indispensable, s'il en est, du fait qu'il s'agit de « produits contenus dans un flacon de 10 ou de 20 doses et pour éviter tout gaspillage ». Dans ces conditions et en application du principe « prévenir vaut mieux que guérir », « nous préférons orienter le citoyen pour venir au moment qu'il faut et pas avant, ni après. Toutefois, dans le cas de l'apparition d'un problème, la direction de la santé est à l'écoute et ses portes sont grandes ouvertes », conclura-t-il.

Solidarité

Trois milliards pour les élèves nécessiteux

A. E. A.

À l'occasion de la rentrée scolaire prochaine, une enveloppe de trois milliards de centimes représentant l'aide réservée à Constantine pour cette année scolaire, 2016/2017, a été octroyée par le ministère de la Solidarité et ce, à l'effet de venir en soutien et assistance à plus de 40.000 familles démunies de la wilaya, en matière de fournitures scolaires, selon la chargée de communication de la direction de l'Action sociale, Mme Benhamlaoui.

Cette aide, en sus de la participation de la wilaya, d'un montant quasi équivalent, et de chacune des 12 APC, a été dispatchée aux

12 communes, dira-t-elle. Et de signaler qu'une partie de cette aide a profité, également, aux enfants pensionnaires des établissements de l'Action sociale (DAS), qui totalisent quelque 800 enfants. Ainsi, ce sont plus de 40.000 familles, qui bénéficieront pour cet exercice 2016/2017 de fournitures scolaires, selon l'administration de la DAS, avec pour obligation d'en étamer leur distribution, dès la semaine prochaine. Et notre interlocutrice d'expliquer que les élèves issus de familles nécessiteuses (gar-

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 dhou el qida 1437				
El Fedjr 04h32	Dohr 12h36	Assar 16h18	Maghreb 19h12	Icha 20h34



Réhabilitation du chemin des touristes

Une occasion exceptionnelle pour relancer le tourisme

Véritable «curiosité» de la ville, majestueusement adapté au relief exceptionnel et unique de Constantine, la réhabilitation du chemin des touristes constitue une occasion exceptionnelle pour relancer le tourisme dans la ville des ponts, affirment les spécialistes du secteur. Misant sur sa contribution économique certaine pour la ville, les autorités locales s'emploient à mobiliser l'investissement nécessaire pour la réhabilitation d'un site au potentiel avéré, fermé depuis la fin des années 1950, suite à des inondations qui avaient frappé à l'époque Constantine.

Certains parties du contenu de l'avant-projet de la loi de finances (LF) 2017, distillées par des sources qui ont eu accès à l'avant-projet en question, contiennent cette disposition qui instaurerait une nouvelle taxe (TVA) à appliquer sur la marge du coût du véhicule d'occasion, dans le but de contribuer à l'organisation du marché de l'occasion d'une façon générale, et assurer à l'Etat des recettes supplémentaires tout en protégeant le consommateur. On nous apprendra également, sur ce registre, que la vente de tout véhicule d'occasion devrait se conclure devant un notaire. Rien ne le confirme officiellement, mais il est évident qu'on attendrait la mise en place de ces nouvelles dispositions réglementaires pour autoriser la reprise des activités dans ce créneau, en l'occurrence la vente de véhicules d'occasion.

Dans ce contexte, il a été convenu de solutionner la contrainte des rejets des eaux usées affectant ce chemin surplombant l'Oued Rhumel

réhabilitation «structurées». Les travaux de réhabilitation cibleront entre autres les passages défectueux tout le long de l'itinéraire, l'aménagement du jardin qui agrémentera le parcours, la restauration de l'ancien pont situé au-dessous du pont de Bab El Kantara, et la réhabilitation de l'ascenseur de Sidi M'cid, avec un projet de réaliser un nouvel ascenseur.

Une perspective d'accueil de deux millions de visiteurs par an.

Accroché à flanc de rocher, en contrebas des gorges du Rhumel, le chemin des touristes, réalisé entre 1848 et 1895 sur un parcours de 2,5 km de longueur par l'ingénieur-conseiller français Frédéric Remes, propose au visiteur, amateur de sensations fortes, une promenade qui permet de suivre le fond des gorges du Rhumel sur toute sa longueur, offrant un panorama inédit d'un site unique dans son genre. Avec une perspective d'accueil, après sa réhabilitation, de pas moins de deux (02) millions de visiteurs par an, et pas moins de 1,5 milliard de dinars de recettes annuellement, les autorités locales de Constantine misent beaucoup sur le chemin des touristes pour contribuer énergiquement au sort économique de cette ville millénaire qui s'applique sans cesse à retrouver son aura attractive d'antan. Une fois opérationnel, le chemin des touristes, jusqu'à abîmé par la patine du temps, favorisera la création d'une multitude d'investissements et d'activités commerciales qui seront en mesure de booster le marché de l'emploi et des affaires locales, affirment encore les autorités locales.

Assainissement

Vaste opération de nettoyage annoncée à Djebel El Ouahche

Vaste opération de nettoyage et d'assainissement annoncée pour ce samedi 27 août dans la région de Djebel El Ouahche. L'opération en question, de portée nationale, explique un communiqué de l'APC de Constantine, s'inscrit dans le cadre de la protection de l'environnement. Les travaux d'assainissement débuteront à partir de 6 heures au niveau du parc de Djebel El Ouahche, qui sera passé au peigne fin, pour s'étendre ensuite à toute la région environnante, souligne le communiqué.

Ajoutant que dans ce cadre, afin de mener à bien cette mission, le P/APC a instruit tous les présidents des délégués urbaines pour participer à cette opération, et fournir dans ce

sens tous les moyens, camions et autres matériels d'assainissement, ainsi que la mobilisation d'au moins 10 agents de chaque délégation urbaine pour exécuter cette action d'assainissement, qui se veut exemplaire. Certes, l'opération en question est salutaire, mais pour avoir un environnement sain et propre, le mieux serait d'entretenir les espaces d'une manière continue, ne pas attendre que les choses se dégradent complètement pour lancer des opérations d'envergure, qui plus est, peuvent être sans lendemain. « Seul l'assiduité peut assainir l'environnement dans nos quartiers et villes », estiment des citoyens qui se déclarent prêts à donner un coup de main à cette opération.

A. Z.

Hamma Bouziane

Trois cambrioleurs mis hors d'état de nuire

La sûreté urbaine extra-muros de Békira a neutralisé trois cambrioleurs, âgés entre 16 et 18 ans, qui sévissaient ces derniers temps dans la région de Hamma Bouziane. Le cambrioleur en âge mineur, 16 ans, a été le premier à tomber entre les mains de l'une des victimes de nombreux vols signalés à travers la commune de Hamma Bouziane.

Lors de ce dernier forfait, la victime qui est tombée nez à nez avec les cambrioleurs, a poursuivi les trois voleurs qui se sont introduits dans sa demeure, réussissant à rattraper l'un d'entre eux, celui en âge mineur, alors que deux autres ont pu échapper à leur poursuivant, en abandonnant dans leur course les objets volés.

Il s'avérera, lors de la poursuite de l'enquête, que les trois mis en cause sont impliqués dans 7 autres affaires de cambriolage, suivant le même procédé, indique le communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. A l'issue des procédures pénales, les trois présumés coupables, répondant aux charges « d'association de malfaiteurs, vol en flagrant délit et destruction de bien d'autrui », ont été présentés devant le parquet local.

A. Z.

50 agents de contrôle mobilisés par la direction du Commerce

Hausse sensible des prix des fournitures scolaires

J. Boukraa

La rentrée scolaire constitue une période difficile pour la plupart des parents d'élèves, avec les dépenses occasionnées notamment par l'achat des fournitures scolaires. Les prix de ces dernières ont d'ailleurs connu une hausse considérable cette année. Selon le coordinateur de wilaya de l'UGCAA, M. Abed Mouad, «les prix des articles scolaires ont connu cette rentrée une hausse de 15 à 30%». «Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse, comme la dévalorisation du dinar, la faible production nationale, qui ne présente que 30% du marché des articles scolaires, la hausse de la demande...», a-t-il signalé.

En effet, à une semaine de la rentrée scolaire, c'est déjà la ruée sur les fournitures scolaires. Les principaux points de vente en détail et en gros sont pris d'assaut dès les premières heures de la matinée. Les articles scolaires variés qui font leur apparition dans les magasins du centre-ville, de l'incontournable marché de Medina Djedida ou au niveau de la boutique du quartier, aiguisent l'appétit des élèves et font craindre le pire aux parents. «Les prix des cahiers et stylos ainsi que bon nombre d'accessoires ont augmenté depuis les grossistes. Nous avons dû en faire de même pour ne pas vendre à perte. A l'exemple des cahiers», fait part Réda, un marchand implanté à Medina Djedida. L'augmentation de prix concerne également les crayons de couleur dont le prix varie de 70 à 600 dinars selon la taille et la qualité, les feutres ou encore les articles pour la peinture. «Pour nous, le budget destiné pour l'achat de fournitures s'élève à plus de 6.000 DA par enfant, sans compter les livres. Mais cela va certainement être révisé avec la hausse du prix des fournitures que je viens de constater», lance une mère de deux enfants.



«A ce rythme-là, les couches démunies ne pourront jamais faire face à ces dépenses», nous lance un père de famille inquiet vis-à-vis de cette hausse des prix. Selon les grossistes, la demande est plus importante pour les produits asiatiques, dont les prix restent difficiles à concurrencer, même par une timide production locale, mais de meilleure qualité.

D'autre part, le marché des fournitures scolaires n'est pas épargné par la contrefaçon. De nombreux produits, à l'exemple de ceux contenant des solvants, des conservateurs ou des produits chimiques pouvant entraîner certaines complications, sont mis sur le marché, au grand désarroi des parents d'élèves. Certains produits comme les pâtes à modeler, la colle, les protège-cahiers, les stylos à feutre, les effaceuses et les crayons noirs peuvent être fabri-

qués à base de produits toxiques, ont alerté maintes fois les médecins. Cédés à des prix défiant toute concurrence, ces produits nocifs importés d'Asie sont vendus au su et au vu de tout le monde. Ainsi et pour lutter contre le phénomène, des brigades vont opérer au niveau de plusieurs commerces afin de mettre un terme à la vente des lots de produits toxiques. 50 agents répartis en brigades d'inspection destinées au contrôle des fournitures scolaires viennent d'être mobilisés dans la wilaya d'Oran, en prévision de la rentrée scolaire. La direction du Commerce a annoncé que la campagne de contrôle sera lancée cette semaine. Le contrôle vise à garantir le respect des normes de la qualité et de la conformité de ces produits et aussi certaines pratiques, comme la facturation et le registre de commerce.

2e édition du programme «Idmaj» pour l'employabilité Des sessions de formation pour 120 jeunes issus des wilayas de l'Ouest

De nouvelles sessions de formation ont été lancées dans le cadre de la 2e édition du programme d'insertion des jeunes «Idmaj», a-t-on appris jeudi à Oran auprès de l'association Santé Sidi-El-Houari (SDH), porteuse de cette initiative. Cette nouvelle édition s'étend jusqu'au 30 septembre au profit de 120 jeunes de 16 à 35 ans de trois wilayas de la région Ouest du pays (Oran, Tlemcen et Sidi Bel-Abbès), a précisé la chargée de communication de SDH, Assia Brahimi, dans une déclaration à l'APS en marge d'une manifestation portes ouvertes sur l'école-chantier de son association. La formation «Id-

maj» offre aux apprenants «une série de compétences favorisant leur intégration sociale et leur réussite au plan professionnel», a-t-elle expliqué. Organisé sous le slogan «Passeport pour la réussite» (PPR), le programme aide les jeunes dans les compétences fondamentales comme le développement personnel, la gestion des conflits, le travail en équipe, et la communication efficace. Le cursus comprend également d'autres notions importantes en rapport avec l'objectif «succès au travail», notamment en matière de choix de carrière, d'entretien d'embauche, de gestion de projets, et de code de conduite en milieu

professionnel. La première édition de ce programme, clôturée en avril dernier, avait bénéficié à d'autres jeunes des trois wilayas citées ainsi que celles d'Alger, Timimoun, Biskra et Mascara, a-t-on rappelé. Initié avec le soutien de la Fondation internationale pour la jeunesse, «Idmaj» a été réalisée avec l'appui de nombreux partenaires. Les candidats ont le choix entre plusieurs spécialités, dont la maçonnerie traditionnelle, la forge et ferrierie d'art, la menuiserie, charpente et plancher de bois, la couture et habillage d'intérieur, la taille de pierre, l'enduit et peinture, l'électricité de bâtiment, et la plomberie.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Le commencement



Le premier bébé est attendu comme la septième merveille du monde. C'est Nietzsche qui disait que ce qui rend fou, ce n'est pas les incertitudes mais les certitudes. Bien écrire n'est pas forcément écrire bien. Tout le monde devrait le savoir. Le premier jour de sa naissance, à peine le visage défrisé et les traits reposés d'un si long voyage. La frimousse est évaluée par des experts en physiognomie. Leur tête penchée sur le berceau. Tels des mages, on essaye de deviner les traits évocateurs, presque évidents pour les uns. Pour certains, ils sont trop éloignés. Pour les parents, ils sont mystérieux et pourtant, ils ont le sentiment de l'avoir reconnu immédiatement. Par contre, tout le monde est d'accord pour reconnaître l'éclatante intelligence. Les proches en ont la certitude. Les autres sont animés par des règles de bienséance. «C'est son père craché», comme si on pouvait cracher un père. «Ghil djeddou, sabhane Allah!» «Ya jedkoum, laissez-moi tranquille», doit se dire le bébé qui se remet doucement des dernières contrariétés. Contraint derrière les dernières con-

Depuis son berceau, la messe est donnée. Des ombres que sont les visages des proches. Leurs rires et même leurs sourires le terrifient au début. «Qu'est-ce qu'ils ont à grimacer de la sorte ?»

Il leur répond par une mimique qui ressemble à un sourire mais qui n'est générée que par la mise en place de la tuyauterie interne. Détendu. Ils sont heureux de le voir s'animer. Alors que pour l'enfant, c'est une petite souffrance physique. Il serre ses poings comme pour se défendre. Pour l'instant, il ne reconnaît que l'odeur de sa mère. Immédiatement son allié. Entre les odeurs de cuisine et les odeurs de zite zitoune... «diroulou el henna el maazouzi dialna ...». Heureusement, comme expliquent les médecins, il n'est pas capable de distinguer ou d'entendre correctement ce qui se passe autour de lui. C'est pourquoi, mettez vous à sa place. Si vous deviez atterrir dans un autre monde et que vos sens soient immédiatement perturbés. La peur vous envirera dans la seconde. Dors bébé, tout ira bien. C'est comme ça qu'ils aiment sur terre. Serre bien tes poings, la lutte vient de commencer.

Hassi Bounif

Plus de 5 milliards pour une nouvelle station d'épuration

D. B.

La commune de Hassi Bounif

vient de bénéficier de l'inscription d'une nouvelle station d'épuration, dont les travaux seront lancés l'année prochaine au niveau de la localité de Hassi Ameur. Selon des sources proches de la wilaya d'Oran, d'énormes investissements ont été consacrés pour réaliser des projets à travers la wilaya d'Oran, afin de résoudre les problèmes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ainsi que la protection des centres urbains contre les inondations. Cet état de fait est dû essentiellement aux extensions du tissu urbain et au rejet des eaux usées brutes dans les milieux naturels. Nos sources indiquent à ce titre que la réalisation de cette station d'épuration était devenue une urgence pour la préservation de l'environnement dans les communes limitrophes à Hassi Bounif. Pour cela, une enveloppe de plus de 5 milliards de centimes a été débloquée pour concrétiser ce projet qui permettra de collecter les eaux usées de plusieurs sites et notamment les eaux usées de la zone industrielle.

Un été meurtrier

17 morts et 890 blessés suite à 810 accidents de la route

Au total, 17 personnes sont mortes et 890 ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus dans la wilaya d'Oran durant la période allant du 1er juin au 20 août en cours, a-t-on appris mercredi auprès des services de la direction locale de la Protection civile. Selon ce bilan établi par les services de la Protection civile, le mois de juillet a été le plus meurtrier enregistrant sept décès et 372 blessées, a-t-

Saison estivale

Plus de 4.500 personnes sauvées de noyade au niveau des plages



Pas moins de 4.528 baigneurs ont été sauvés d'une mort certaine au niveau des plages de la wilaya d'Oran durant la saison estivale 2016, a-t-on appris mercredi de la direction de wilaya de la Protection civile. Le bilan provisoire des interventions effectuées sur les plages de la wilaya, durant la période allant de juin au 21 août en cours, fait état de 4.528 personnes sauvées d'une noyade certaine, dont 1.932 pour le seul mois de juillet et 2.521 pour le mois en cours, a-t-on in-

diqué de même source. Par ailleurs, les mêmes services ont pris en charge 7 blessés percutés par des jet-skis dont 5 pour le seul mois de juillet dernier. Seuls deux cas de décès par noyade ont été recensés au niveau des seules plages surveillées, ajoute-t-on de même source. Pour la seule journée de mardi, quelque 107 personnes ont été secourues au niveau des plages. Ces dernières ont drainé près de 484.000 estivants, en raison de la forte canicule sévissant dans la région.

ILS NOUS ONT QUITTÉS HIER

Bouchnafa Laïd, 71 ans, Planteurs
Benchohra Mohamed, 80 ans, Point du Jour
Khanous Abdelkader, 66 ans, bd Maata
Soudani Aïcha, 67 ans, Larbi Ben M'hidi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

	24 dhou el qida 1437			
	El Fedjr 05h03	Dohr 13h05	Assar 16h47	Maghreb 19h40
Icha				21h02



L'inscription préliminaire uniquement sur présentation de la CIN **Allégement des dossiers des demandeurs d'emploi par l'ANEM**

J. Boukraa

Plusieurs mesures ont été prises dans le cadre du rapprochement de l'Administration du citoyen et de la lutte contre la bureaucratie. A l'instar des autres administrations publiques, la direction de l'Agence nationale de l'Emploi a allégé le dossier des inscriptions. Selon M. Kahloul directeur de l'Agence nationale de l'Emploi de la wilaya d'Oran, les inscriptions préliminaires se font, désormais, uniquement sur présentation de la carte d'identité nationale. «Cette mesure a été prise, pour alléger les dossiers des inscriptions préliminaires. Aussi les agences de l'ANEM ont un accès direct au logiciel de l'état civil. En cas de besoin on peut consulter directement, l'état civil des demandeurs d'emploi «a-t-il ajouté». Selon M. Kahloul «l'ANEM offre la possibilité de figurer dans un fichier national, en s'inscrivant dans n'importe quelle agence locale». Le directeur de l'ANEM a, aussi, souligné que le nouveau système d'information 'Wassit', est entré en service dans toutes les agences ANEM, à Oran. 'Wassit' est un système d'information destiné à moderniser les services de l'ANEM. Il vise à assurer un meilleur traitement des demandes et offres d'emploi. Ce nouveau système



ambitionne d'améliorer la prise en charge des jeunes demandeurs d'emploi et de répondre au mieux aux besoins des employeurs en matière de main-d'œuvre qualifiée. 'Wassit' devra instaurer la 'transparence dans le traitement des offres d'emploi et assurer l'efficacité et la rapidité ainsi que les meilleures prestations de services, en faveur des demandeurs d'emploi et les employeurs. Ce système est destiné à faciliter la médiation entre l'offre d'emploi exprimée par les employeurs et la demande, selon des techniques de rapprochement, à travers l'intégrité des données par des référentiels, en particulier la Nomenclature algérienne des métiers et emplois (NAME). Cette nomenclature a été élaborée par l'ANEM, en partenariat avec le service public de l'Emploi français

(Pôle-Emploi). Elle vise notamment l'instauration d'un langage commun, à même de faciliter le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi, de permettre d'identifier les besoins en formation pour mieux répondre aux attentes du marché de travail et d'élargir les filières professionnelles accessibles aux personnes confrontées à la mobilité professionnelle. L'ANEM d'Oran est composée des agences locales, implantées à travers les 26 communes. Des actions de placement et d'insertion sont au programme de 2016, en plus de la sensibilisation et de l'accompagnement de jeunes demandeurs d'emploi, dans leur parcours, selon une nouvelle vision de l'Agence qui repose sur l'encouragement des jeunes à la formation pour décrocher un emploi.

Aïn El Turck

Les locaux commerciaux et le marché de proximité toujours inoccupés

Rachid Boutlélis

Un peu plus de cinq mois après leur distribution, les 370 locaux inscrits dans le cadre des dispositifs Cnac, Ansej et Angem, n'ont toujours pas été occupés par leurs bénéficiaires et ce, au même titre que le marché de proximité de Hai Nakhil, dans la commune d'Aïn El Turck, qui est constitué de 100 stands. Notons que la confection des listes de bénéficiaires, ayant été, à chaque fois, vivement contestée par les postulants, qui n'ont pas hésité à manifester et même à assiéger le siège de l'APC et celui de la daïra d'Aïn El Turck, n'a pas été de tout repos et a nécessité beaucoup de persévérance et autant de tact. Cependant, les bénéficiaires refusent toujours d'occuper leur nouveau lieu de travail et ce, en invoquant notamment la détérioration de ces

locaux, l'absence d'électricité et d'eau courante ainsi que leur éloignement, voire leur isolement, en ce qui concerne ceux installés dans le quartier d'El Bahia, situé à mi-chemin du village côtier de Cap Falcon. Du coup la décision de la délocalisation de l'actuel marché de fruits et légumes de ladite commune, est renvoyée aux calendes grecques et ce, au grand dam des habitants domiciliés à l'intérieur et les abords immédiats, qui ne cessent pas de dénoncer les moult contraintes et autres désagréments causés sur leur cadre de vie. Toujours est-il qu'un autre son de cloche se fait aussi entendre chez d'autres postulants, des ex-propriétaires de kiosques ayant été démolis pour les besoins de projets d'utilité publique, qui s'estiment avoir été marginalisés dans cette distribution en dépit d'une attestation

Institut technologique de la Pêche (ITPA) Ouverture de deux nouvelles classes d'aquaculture

Deux nouvelles classes dédiées à l'aquaculture seront ouvertes à l'Institut de technologie de la Pêche et de l'Aquaculture (ITPA) d'Oran, pour la rentrée prochaine 2016-2017, a-t-on appris, jeudi, de la direction de cet établissement. Ces nouvelles classes destinées à la formation de techniciens supérieurs en aquaculture, viendront renforcer une autre classe spécialisée

en la matière, ouverte en octobre 2.000, au même institut, a indiqué à l'APS, Houari Kouicem, directeur chargé de la gestion de l'ITPA. L'institut assure la formation de lieutenants de pêche, de lieutenants mécaniciens, de patrons côtiers à la pêche, de techniciens supérieurs en pêche, rappelle-t-on. Le même responsable a annoncé que la rentrée prochaine, prévue le 6 septem-

bre, verra l'ouverture de trois classes de formation «spéciale marins», capitaine de pêche et mécanicien (motoriste). Il est à noter que cet établissement de formation dispose de trois bassins et d'une ferme aquacole, de quatre simulateurs pêche-marine, de pneumatique-hydraulique, d'un laboratoire de biologie aquacole ainsi que de plusieurs ateliers spécialisés.

Tribunal d'Aïn El Turck

Six mois de prison ferme pour détention de stupéfiants

Reconnus coupables, jeudi, au terme des délibérations du principal chef d'accusation de détention et commercialisation de stupéfiants, deux accusés ont été condamnés, chacun, à une peine de six mois de prison ferme, par le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck. Selon les résultats de l'enquête de police, ces deux prévenus, B. Z. âgé de 23 ans et H.A., 22 ans, ont été interceptés, dans la nuit du mardi au mercredi, par les éléments de la PJ de la Sûreté de daïra, alors qu'ils se trouvaient à bord d'un véhicule en stationnement, dans une ruelle

R. B.

St Eugène : découverte d'un cadavre en décomposition

Le corps sans vie d'une femme, âgée de 62 ans, été découvert dans une maison à Hai El Makari (Ex St Eugène). Selon la protection civile, le cadavre était dans un état de décomposition très avancé. Il a été déposé à la morgue de l'hôpital d'Oran. Une enquête a été ouverte. J. B.

El Kerma : un homme retrouvé mort sur la chaussée

Un jeune homme de 35 ans répondant aux initiales M. B a été découvert mort sur la chaussée, dans la commune d'El Kerma. Selon la protection civile, le cadavre ne présentait aucune trace de violence ou de décomposition. Il a été déposé à la morgue de l'hôpital d'Oran. Une enquête a été ouverte. J. B.

Theâtre

Sirat Boumediene revient

Mohamed Belaroui



C'est dans cette cérémonie qui vient d'être organisée à la Maison de jeunes 'Ahmed Zabana', ex petit théâtre 'Chanzy', à Oran, à l'issue d'une formation artistique sur le théâtre, initiée par Spacecom, sous la direction de Mohamed Ben dedouche et dont le principal animateur est également un homme du théâtre, en l'occurrence, Zemmouri Samir, que l'hommage a été rendu au défunt artiste Sirat Boumediène, à l'occasion du 21^{ème} anniversaire de sa mort. Cette manifestation a été animée par l'historien et écrivain, Tchiko Bouhassoun, et tonifiée par plusieurs interventions dont celles du grand comédien, Abdelkader Belkaroui ou Houria Zaouch, Fatima Mimoun, Nasreddine Toula, Kader Saioualdih, Nekrouf Nacéra, Fati, et d'autres... La fête a été ponctuée par la distribution d'attestations de participation aux jeunes bénéficiaires de cette formation de théâtre amateur et une collation. Ces jeunes stagiaires, postulants au théâtre professionnel, ont, à l'unanimité, marqué leur souhait de poursuivre d'autres sessions de formation, en vu d'une carrière sur les planches, mais la question sur les débouchés ou perspectives, quant à cette aspiration, reste posée pour les structures ou tutelle concernées. Quant au cinéphile Abdelhamid Kanouni, il axera son intervention sur les carences liées au cinéma, avec la nostalgie de l'ancienne cinémathèque, ses activités et ses débats.

Pour revenir au défunt Sirat Boumediène, il fut un comédien hors pair, véritable monument culturel dont la renommée a dépassé nos frontières, corroborée par une multitude de prix, mais qui semble malheureusement être mis aux oubliettes par les structures et/ou autorités concernées, comme bien d'autres artistes. Cet enfant d'Oran, avait incorporé le

théâtre, à la fin des années 1960. Très jeune, il fut découvert par Ould Abderrahmane Kaki. Il foulera les planches aux côtés d'une foule de grands artistes dont Hadjouti Boualem, dans des pièces (Litham, Li Kla Ikhalle, Boulout), avec Abdelkader Aloula (El Algue, El Khobza, Hammam Rabbi, Le djouad, Toufah, El Meida....), et aussi avec Mohamed Ben Guettaf, Azzedine Medjoubi, Belkaroui Abdelkader, et bien d'autres, la liste étant très longue... Sirat Boumediène a aussi, à son actif des participations dans des séries télévisées liées à des fléaux sociaux, sous forme de comédies. Il a, également, incarné des rôles dans des films cinématographiques. Parmi ces films, nous citerons, 'Sous les cendres' de Abdelkrim Baba Aissa, 'Hassan Niya' de Ghaouti Bendeddouche.

A noter, enfin, que Sirat Boumediène a obtenu en, 1986, le prix de la meilleure interprétation au Festival de Carthage en Tunisie, ou encore le 3 janvier 1995, il fut primé lors du premier Festival Maghrébin du Théâtre, qui s'est déroulé à Oran. Diden est décédé le 20 août 1995, à l'âge de 48 ans, suite à une maladie, pendant un festival du théâtre à Mostaganem.

AÏN-TEMOUCHENT

16 millions de dinars pour réhabiliter la signalisation routière

Mohamed Bensafi

L'anarchie dans la signalisation verticale routière est un autre souci sur lequel les pouvoirs publics vont se pencher. Des travaux de mise à niveau de la signalisation routière viennent d'être lancés dans la wilaya d'Aïn-Temouchent afin de réguler et de sécuriser la circulation et améliorer le confort des automobilistes, a-t-on appris de bonne source. Ce programme, initié par la DTP (direction des travaux publics), a pour objectif de mettre un terme à la désorganisation signalée dans le trafic routier. L'opération, inscrite dans le cadre d'un programme de l'exercice en cours portant sur l'entretien et la modernisation du réseau routier, donnera lieu à la mise en

place d'une nouvelle signalisation verticale sur un linéaire important de routes nationales et de wilaya, a-t-on fait savoir aussi. Tout cela nécessite, selon notre source, une enveloppe de 16 millions de dinars. La signalisation verticale permanente, comme l'on sait, correspond à l'ensemble des signaux conventionnels implantés verticalement sur le domaine routier et destinés à assurer la sécurité des usagers de la route.

Elle regroupe ainsi tous les panneaux de signalisation constamment présents sur les réseaux routiers, les panneaux de police et la signalisation directionnelle.

Celle-ci a pour but de guider les conducteurs sur la route en délivrant un message intelligible par tous pour

assurer le confort et la sécurité des usagers. C'est aussi un moyen de faire connaître le patrimoine local et de faciliter le tourisme. Il restera encore des efforts à fournir dans l'autre signalisation horizontale encore plus adaptée pour fluidifier la circulation qui a connu un accroissement important suite aux facilités bancaires pour l'acquisition des voitures.

Ainsi, un nombre important de plaques de signalisation verticale à rattraper, soit dans les endroits qui en manquent soit quand la signalisation n'est pas adéquate. Et comme a bien fait de nous le rappeler un chauffeur de taxi, tous ces amarres de bateaux qui défigurent nos artères, histoire de «jouer» la fonction de ralentisseurs, doivent nécessairement disparaître.

MOSTAGANEM

Ouverture du Festival national du théâtre amateur



Le coup d'envoi de la 49^e édition du Festival national du théâtre amateur a été donné, jeudi soir, à partir de la place jouxtant l'hôtel de ville de Mostaganem, où s'est déroulé un défilé des troupes participantes et de groupes folkloriques, dans une ambiance festive. Le centre-ville de Mostaganem, la maison de la culture «Ould Abderrahmane Kaki», avec sa fameuse salle bleue ou encore le tout nouveau théâtre régional, inauguré en mars dernier, se sont parés de leurs plus beaux atours pour cet événement culturel bien ancré dans le paysage local. Troupes folkloriques exécutant des pas de danses au rythme des zornas, guellal et tambourins, formations théâtrales participantes et fanfare de la Protection civile ont défilé devant les autorités locales, figures artistiques et culturelles et nombreux invités, qui ont pris place sur une tribune érigée à cet effet.

La place de l'hôtel de ville a été envahie par les badauds et les habitants ravis de renouer avec cette tradition festive. C'est au nouveau

théâtre régional «Si Djilali Abdelhafid», inauguré en mars dernier, que s'est déroulée la traditionnelle cérémonie d'ouverture officielle avec l'allocution du commissaire du festival, Mohamed Nouari, qui a souligné l'importance de cette manifestation pour la ville de Mostaganem et sa place dans le paysage culturel national. Cette manifestation s'apprête à souffler l'année prochaine son cinquantième anniversaire. Une occasion que les organisateurs, les autorités locales et pouvoirs publics veulent marquer avec faste, à la hauteur de l'événement.

A cette occasion, le commissariat du festival a décerné une distinction d'honneur au président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, pour tout l'intérêt qu'il porte au secteur culturel et aux artistes. L'assistance a été conviée à suivre une pièce du théâtre national algérien, «Tarchika», produite en 2016. Pour cette édition, 10 troupes de différentes régions du pays réparties en deux niveaux (A et B) prennent part à la compétition. Totalisant quelque 180 participants, ces troupes repré-

sentent Tizi Ouzou, Tipaza, Adrar, Sidi Bel-Abbès, Mila, Médéa, Laâyoune, Bordj Ménaïel et Alger. Ces troupes ont été retenues lors de trois sélections régionales. Quatre autres troupes se produiront hors sélection devant le public mostaganémois. Elles représentent les wilayas de Tlemcen, Tamanrasset et Adrar. Le commissariat du FNTA a prévu trois stages de formation dédiés à l'interprétation, à la scénographie et à la mise en scène au profit de 70 jeunes comédiens, encadrés par quatre enseignants.

Trois conférences sur «l'apport du théâtre amateur dans le développement de la pratique théâtrale», «les textes dramatiques entre réalité et imaginaire» et «la pratique de la mise en scène» sont au programme du festival. Des expositions, des débats et représentations théâtrales dans plusieurs communes de la wilaya sont également prévues durant ce festival qui prendra fin lundi prochain avec au «menu» une journée dédiée à la poésie féminine et la remise des prix aux troupes lauréates.

TIARET

55 têtes bovines atteintes de brucellose et de tuberculose en 7 mois

Quelque 55 têtes de bovins ont été atteintes de brucellose et de tuberculose durant les sept premiers mois de l'année en cours dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris, jeudi, de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya. La même source indique que 22 cas de brucellose ont été enregistrés sur 1.100 têtes de bovins, dépistés à travers des exploitations agricoles de la wilaya. En outre, 21 cas de tuberculose ont

été dépistés sur 300 têtes dans des exploitations agricoles et 22 cas ont été détectés dans des abattoirs. Les services vétérinaires de la wilaya de Tiaret ont pris les mesures nécessaires pour contrer la propagation des maladies, notamment par l'abattage sanitaire des bovins atteints. Des mesures ont été également prises pour indemniser les éleveurs dont les troupeaux ont été touchés, en application de l'instruc-

tion ministérielle portant indemnisation des éleveurs en cas de zoonoses. Ainsi, la moitié des éleveurs ont été indemnisés à 50% de la valeur de chaque bête abattue, selon le prix du marché des viandes rouges. Le dépistage des zoonoses se poursuit dans les exploitations agricoles, surtout que les deux maladies sont contagieuses. La wilaya de Tiaret dispose de 50.000 têtes bovines, signale-t-on.

TLEMCEN

Remise de clés à 1.422 bénéficiaires de logements sociaux

Cheikh Guetbi

Après la distribution en juillet de 500 logements sociaux-locatifs et 304 logements qui rentrent dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, respectivement à Sebdou et Remchi, une opération de distribution a eu lieu mercredi dans la nouvelle cité périphérique de Oujdida dans la commune de Tlemcen. Au total, 1.422 logements LPL ont été affectés et une cérémonie symbolique présidée par le wali a été organisée sur le site même où une vingtaine de bénéficiaires ont reçu leurs avis d'affectation des mains du wali et des autres autorités civiles et militaires. La cérémonie a été animée par Djabouri, un cadre de l'OPGI Zekraoui Bouchakour lequel a rappelé les efforts considérables que les responsables de la wilaya ont consentis afin que soient levées les entraves et les embûches à la réalisation des programmes de logements et leur distribution

dans un temps record, soit un mois à peine après l'affichage des listes des bénéficiaires. Selon le directeur de l'OPGI, un travail titanique a été mené en amont pour que la cérémonie ait lieu à la date prévue et les clefs remis le plus rapidement possible.

Ceux-là affirment que la préparation du tirage au sort pour le choix des blocs et des étages et le tirage lui-même ont été faits dans un délai record. C'est un quota de logements des plus importants jamais réalisé dans la wilaya (1.422 + 178 ayant fait l'objet de recours). Celui-ci fait partie d'une première tranche de 3.100 logements dont 804 ont été déjà distribués et 700 autres le seront très prochainement à Maghnia. Selon le directeur de l'OPGI, une 2^e tranche de logements sociaux sera distribuée au second semestre 2016 dans les communes de Ghazaouet, Remchi, Hennaya, Ain Tallout, Beni Snous, Ouled Mimoun, Ain Fezza et Sidi Jilali.

RELIZANE

Le théâtre amateur revient

Mahi Ahmed

Abed Boukhabza, scénariste et réalisateur théâtral, a été révélé, jeudi dernier dans un point de presse à la maison de la culture, le retour prochain du théâtre amateur de la Mina. Ce retour initié par le groupe «El Gouala» de Relizane qui a fourni de gros efforts pour animer la scène culturelle au niveau local avec cette grande manifestation. Ainsi, on prévoit la participation de pas moins de 12 troupes théâtrales de Mostaganem, Oran,

Médéa, Sidi Bel-Abbès à partir du 28 du mois en cours jusqu'au 04 septembre prochain. Des pièces sont prévues pour les enfants et pour les adultes à compter de 4 heures de l'après-midi. Il faut noter que le théâtre amateur de la Mina a disparu de la scène culturelle depuis belle lurette faute de moyens financiers, chose qui a poussé le ministère de tutelle à le faire renaître de ses cendres. L'on espère que le public relizanais fera le plein durant ces journées et répondra à l'attente des organisateurs.

BELACEL

Les coupures d'électricité font jaser

Mahi Ahmed

Le mécontentement et l'énergie sont au paroxysme parmi la population de Belacel - dans la wilaya de Relizane - à cause de la faible intensité et des coupures intempestives et fréquentes du courant électrique.

Dans une lettre adressée au wali et au directeur de la SDO, les citoyens expriment leur ras-le-bol suite à ce phénomène des interruptions de l'électricité qui les fait jaser depuis longtemps. Les pétitionnaires disent avoir pris con-

tact avec les autorités locales pour régler le problème avant qu'ils ne soient orientés vers les services de la SDO. Ces derniers ont fait la sourde oreille à leurs doléances, ce qui les a poussés à recourir au wali afin que ce désagrément de taille soit pris en charge d'une manière effective. L'on indique aussi que bon nombre d'habitants ont vu leurs appareils électroménagers subir des dommages importants à cause de l'instabilité du courant électrique. Un poste transformateur est vivement souhaité par la population.

Le directeur de la santé de Tiaret nous écrit

Ayant appris connaissance de l'article dans votre journal le Quotidien d'Oran en date du 14 août 2016 en page 08 intitulé : Tiaret, 160 nouveaux cas de leishmaniose enregistrés où on mentionne que 160 cas ont

été dénombrés en quelque semaine dans les communes de Aïn Kermes, Medrissa, Rosfa, Madena et Sidi Abderrahmane, Je tiens à vous préciser que votre source vous a donné de fausses informations.



Une OPEP pour les travailleurs migrants ?



DUBAÏ - En septembre 1960, les représentants de l'Iran, de l'Irak, du Koweït, de l'Arabie saoudite et du Venezuela se réunissent à Bagdad pour créer l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. À mesure que va s'accentuer la dépendance du monde à l'égard du pétrole, il en ira de même pour la puissance de l'OPEP. Près d'un demi-siècle plus tard, à l'heure où de nombreux pays en voie de développement font office de principaux exportateurs mondiaux de main-d'œuvre - pays dont une majorité se situent au Moyen-Orient - le moment serait-il venu d'envisager la création d'un cartel comparable à l'OPEP en faveur des travailleurs migrants ?



PAR SAMI MAHROUM

Directeur du programme d'innovation et de politique à l'INSEAD*

L'OPEP a été un succès dans la mesure où elle est parvenue à préserver les intérêts partagés par ses membres, intérêts que ces pays n'auraient pu protéger dans leur individualité. Lorsqu'un marché connaît des distorsions structurelles, les outils politiques et mesures collectives du type de ceux employés par l'OPEP peuvent se révéler plus efficaces que les politiques publiques elles-mêmes.

Les pays aujourd'hui exportateurs de main-d'œuvre ne sont pas si différents que cela des membres fondateurs de l'OPEP dans les années 1960. En effet, ils sont eux aussi vulnérables sur un marché dont leurs clients tiennent les ficelles. Bien que les pays riches importateurs de main-d'œuvre et les pays pauvres exportateurs de travailleurs partagent une relation de dépendance mutuelle, les États importateurs de main-d'œuvre ont le pouvoir de resserrer ou d'assouplir les réglementations régissant l'immigration ou le marché du travail, plongeant ainsi ceux qui exportent des travailleurs dans une situation d'incertitude constante.

Or, ce déséquilibre peut coûter très cher aux pays exportateurs de main-d'œuvre. Les envois de fonds effectués par les travailleurs expatriés constituent une véritable bouée de survie pour de nombreux pays en voie de développement - plus essentiels que tous les autres flux financiers entrants, y compris les investissements directs étrangers et autres aides extérieures - et contribuent bien souvent à équilibrer les comptes d'un pays. En effet, d'après les estimations de la Banque mondiale, les envois de fonds depuis l'étranger ont représenté en 2013 entre 20 et 24 % du PIB aux Philippines et en Indonésie, 42 % au Tadjikistan, 32 % au Kirghizistan, 17 % au Liban, 10,8 % en Jordanie, 9,9 % au Yémen, ainsi que 6,6 % en Égypte et au Maroc.

Pour de nombreux pays en voie de développement, la main-d'œuvre constitue un facteur stratégique de production, comme c'est le cas des matières premières pour les économies riches en ressources. Lorsqu'est abordé le sujet des travailleurs migrants, nous avons le plus souvent tendance à penser à une main d'œuvre faiblement qualifiée, opérant dans les domaines de l'agriculture, du bâtiment, des services, ou encore des travaux domestiques. Or, des États tels que la

Jordanie et le Liban (entre autres) forment à l'heure actuelle des travailleurs qui se révèlent eux-aussi des expatriés hautement qualifiés. Ainsi, les pays exportateurs de main-d'œuvre ont aujourd'hui besoin de protéger leurs investissements en capital humain. Pour ce faire, une organisation politique de type cartel apparaît sans doute comme la démarche la plus efficace. Si les États énumérés ci-dessus venaient à se joindre à la Chine, au Mexique, à l'Inde et à d'autres grands pays exportateurs de main-d'œuvre, tous auraient davantage de cartes en main dans le cadre d'une négociation collective autour des salaires, des modalités de visa, et d'autres conditions - dont certaines bénéficiaient également à des pays non membres, à mesure de l'évolution des normes internationales. Il appartiendrait ainsi aux pays importateurs de main-d'œuvre de concourir pour avoir accès à un marché collectif, plutôt qu'à des marchés nationaux dans leur individualité, et ceux qui obtiendraient un tel accès bénéficieraient alors d'un important avantage comparatif par rapport à ceux qui n'y parviendraient pas.

Un tel cartel empêcherait les pays exportateurs de main-d'œuvre de cannibaliser leurs propres intérêts, ce qui est actuellement le cas dans le cadre de différents accords bilatéraux. En effet, si ces pays exportateurs de travailleurs venaient à conclure des ententes distinctes avec les États du Conseil de coopération du Golfe, les pays d'Asie du Sud-Est dans leur individualité finiraient par se livrer une concurrence destructrice, avec le risque d'aboutir à des accords encore moins favorables.

En revanche, en présence d'un cartel, les gouvernements fixeraient des salaires minimums autour de différentes professions et opérations, ainsi qu'autour de divers niveaux de qualification. À mesure que les pays exportateurs formaient leurs travailleurs migrants, la demande autour de leur main-d'œuvre ne cessera de croître, créant une concurrence entre les destinataires plutôt qu'entre les fournisseurs, et alimentant ainsi un cercle vertueux en direction de salaires plus élevés, et de formations encore plus qualifiantes. En outre, dans la mesure où toute cette évolution s'effectuerait sur les marchés mondiaux, la valeur de certaines qualifications deviendrait plus transparente à la fois pour les institutions de formation, les étudiants, les employés et les employeurs.

Dans le cadre de ce nouveau système, les pays importateurs de main-d'œuvre pourraient percevoir des taxes, sur la base du salaire minimum nouvellement fixé - tandis que les envois de fonds depuis l'étranger demeureront non taxés. En ce sens, un tel cartel jouerait un double rôle en tant que représentant des travailleurs internationaux, conférant en effet davantage de pouvoir de négociation aux employés issus de pays dans lesquels les syndicats se font rares, voire ne sont pas autorisés.

Un cartel exportateur de main-d'œuvre produirait des effets considérables sur le système actuel. Ses membres seraient en effet en capacité de récompenser certains tiers, et d'en pénaliser d'autres ayant fait preuve de mauvaise foi. Plus important encore, les travailleurs eux-mêmes seraient en mesure de recouvrer leur dignité au sein d'un système qui les en prive depuis bien longtemps. Il faudrait en effet s'attendre à ce que la xénophobie recule à travers le monde à mesure d'un accès de plus en plus privilégié aux travailleurs étrangers.

Un tel cartel pourrait faire avancer la cause de l'immigration globale ainsi que la réforme relative aux travailleurs expatriés dans de nombreux pays tels que les États-Unis, le Japon, et les États du Golfe. Dans le cadre d'un accord nouvellement négocié, les pays exportateurs de travailleurs seraient sans doute incités à lutter contre l'émigration clandestine et illégale, tandis que les États importateurs de main-d'œuvre auraient probablement intérêt à légaliser ainsi qu'à gérer le statut des immigrés illégaux d'ores et déjà présents sur leur territoire.

L'une des objections probables à cette proposition réside en ce que la main-d'œuvre faiblement qualifiée coûterait davantage, ce qui pourrait accélérer l'automatisation. Pour autant, une telle automatisation des professions se limiterait à en déplacer certaines depuis le secteur de la production vers le secteur des loisirs, la demande autour de métiers tels que travailleurs domestiques, serveurs, jardiniers et autres étant vouée à augmenter. Dans la mesure où un tel cartel rendrait plus discernables ces changements sur le marché, les pays exportateurs de main-d'œuvre seraient en mesure de réagir et d'ajuster en conséquence leur système de formation des travailleurs, favorisant ainsi la capacité des pays importateurs de main-d'œuvre à recruter des travailleurs migrants plus adaptés aux emplois disponibles.

En somme, un cartel des États exportateurs de main-d'œuvre permettrait de remettre de l'ordre au sein d'une industrie depuis longtemps sujette aux controverses, entachant probablement au passage la réputation d'un certain nombre de pays importateurs de travailleurs. Il viendrait refaçonner les dynamiques de l'offre et de la demande en la matière, au bénéfice à la fois des travailleurs - qui jouiraient de nouvelles protection - et des pays importateurs, qui pourraient ainsi accéder à des travailleurs formés leur permettant de répondre aux changements rapides - bien souvent liés aux technologies - qui caractérisent les conditions économiques.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

* Est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Black Swan Start-ups: Understanding the Rise of Successful Technology Business in Unlikely Places*.

Le manque de données sur la vie des adolescents

SEATTLE – Les données peuvent sauver des vies. Sans elles, nous ne saurions pas que la cigarette cause le cancer du poumon et entraîne des maladies cardiovasculaires, que les casques réduisent le taux de mortalité des accidents de moto et qu'une meilleure éducation pour les femmes améliore les chances de survie des nouveau-nés - et bien d'autres choses. Vu l'importance de données fiables, leur collecte doit être prioritaire.



PAR ALI H. MOKDAD

Directeur des Initiatives du Proche-Orient et professeur à l'Institut pour la mesure et l'évaluation santé de la santé (IHME) de l'Université de Washington.

La santé des adolescents est un domaine où la collecte des données est particulièrement inadéquate. Les personnes âgées de 10 à 24 ans reçoivent beaucoup moins d'attention que les autres groupes d'âge. La nouvelle Commission Lancet sur la santé et le bien-être des adolescents souligne que, généralement, les programmes mondiaux de santé et de politique sociale ignorent en grande partie l'état de santé des adolescents.

Or, de bien des façons, notre avenir dépend de leur état de santé. Dans les pays à faible et moyen revenu, il n'y a jamais eu autant d'adolescents. Et leur santé actuelle affectera leur bien-être futur, déterminant leur capacité de gagner leur vie, d'avoir des enfants et de les élever en santé, de prendre soin des aînés et de mener leurs sociétés vers la paix et la prospérité. En permettant aux

États et autres instances d'élaborer des programmes efficaces qui ciblent la santé des adolescents, les données ce sujet peuvent jouer un rôle critique pour garantir un avenir meilleur. La première étape consiste à trouver où, pourquoi et combien d'adolescents sont en train de mourir.

D'innombrables sondages des dernières décennies ont porté spécifiquement sur le calcul du taux de mortalité chez les adultes et les enfants de moins de cinq ans. Or, ceux qui se situent entre ces deux âges ne sont pas expressément étudiés, ce qui rend difficile le recensement des décès d'adolescents dans les pays qui n'ont pas de registre de l'état civil adéquat.

Pour combler cette lacune, les donateurs et les États devraient financer la mise au point de méthodes d'enquête statistique pour recenser les décès des adolescents. Les questions conçues pour obtenir les données nécessaires pourraient être intégrées aux sondages déjà effectués régulièrement dans les pays, comme les enquêtes démographiques et sanitaires et les enquêtes en grappes d'indicateurs multiples.

Evidemment, il faut aussi des données sur les adolescents lorsqu'ils vivent - idéalement, des statistiques recueillies directement auprès des adolescents. Dans l'état actuel des choses, les moins

de 15 ans sont généralement exclus des sondages sur les ménages. Et même si des enquêtes scolaires sont menées dans certains pays, les contraintes budgétaires font en sorte que la plupart du temps elles sont effectuées sporadiquement. À cette problématique s'ajoute le fait que, dans les pays à faible et moyen revenu, les enquêtes scolaires excluent typiquement ceux qui ne vont pas à l'école, soit parce qu'ils ont abandonné leurs études ou bien parce qu'ils n'ont jamais été inscrits.

Les États et les donateurs doivent donc également œuvrer à l'élaboration et à l'exécution d'enquêtes ciblées sur les adolescents. Entre autres choses, de tels sondages devraient viser à donner un portrait clair de l'exposition des adolescents aux facteurs de risques évitables, comme la consommation d'alcool et de drogues illégales, des comportements sexuels dangereux, la violence, l'obésité, l'inactivité physique et une mauvaise alimentation.

Pour faire pendant à cette initiative, nous devons également investir dans l'acquisition de connaissances pour cerner ces facteurs de risque - le plus souvent étudiés au début de l'enfance et à l'âge adulte -, mais qui affectent aussi la santé des adolescents. Selon l'Étude mondiale sur la charge de morbidité, les facteurs de risque de santé expliquent au moins 50 % des décès pré-

maturés et des infirmités des adultes de 50 ans et plus; pour les jeunes gens, le taux chute à 26 %. Il faudra davantage d'études pour éclairer adéquatement les politiques et la planification en matière de santé. Les initiatives de collecte de données devront également se préoccuper de santé mentale. L'étude mondiale sur la charge de morbidité a permis d'estimer qu'en 2013, la dépression était une des trois principales causes des pertes d'années en santé des adolescentes et l'une des sept principales causes des pertes d'années en santé des adolescents.

Pourtant les données en santé mentale des 18 ans ou moins sont insuffisantes, particulièrement dans les pays à faible revenu, et ce qui est publié n'est pas comparable de pays en pays. Il est donc impératif que les États et les donateurs investissent dans la recherche d'un consensus d'experts sur les meilleures méthodes d'évaluation de la santé mentale et les appliquent mondialement, y compris dans les milieux démunis. D'ici peu, les adolescents d'aujourd'hui mèneront le monde. Pour qu'ils le dirigent bien, ils ont besoin d'être en santé. Et nous avons besoin d'investir dans la collecte de données qui sont si essentielles à assurer qu'ils soient en bonne santé.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

Les dangers induits des données de masse



PAR CARLO RATTI* ET DIRK HELBING**

***Dirige le SENSeable City Laboratory du Massachusetts Institute of Technology, aux États-Unis; il est également responsable du Conseil de l'agenda mondial pour les villes du futur au Forum économique mondial.**

****Professeur en sciences sociales informatiques à l'Institut fédéral de technologie (ETH) de Zurich, en Suisse ; il est en outre responsable des programmes FuturICT et Nervousnet.**

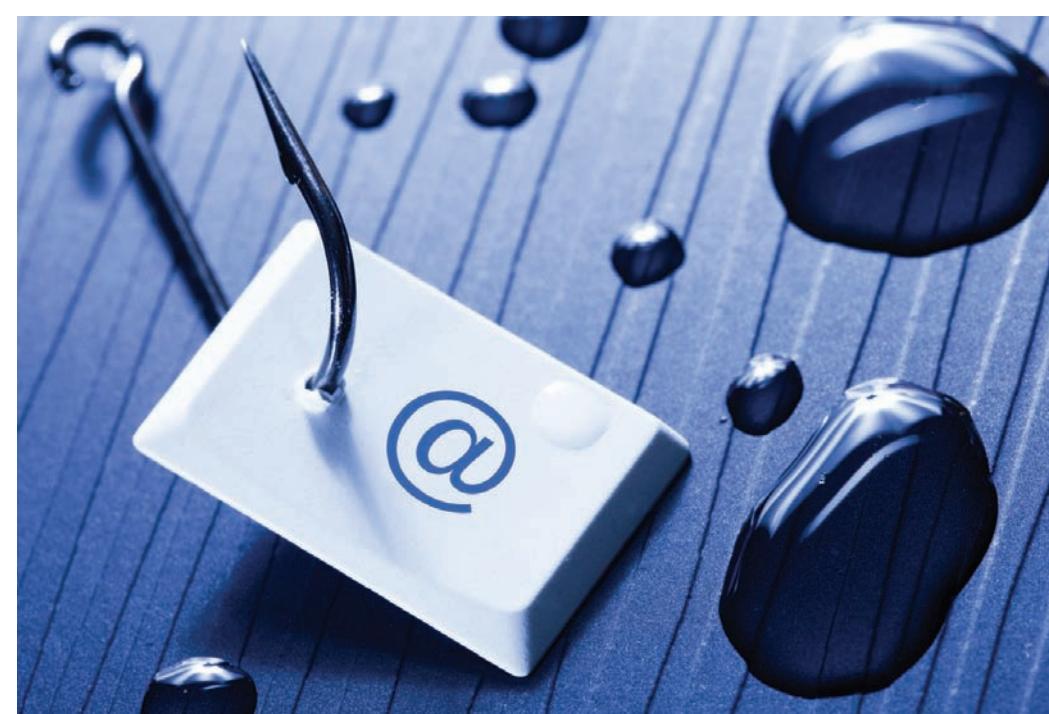
Imaginons que vous ayez en charge la gestion du trafic urbain. Vous avez deux façons de maîtriser le problème de la circulation en ville. En règle générale, c'est l'approche centralisée et hiérarchisée qui est privilégiée - une conception globale du système, identifiant les points de friction ou de congestion, au nom de laquelle sont apportées les modifications nécessaires. On considère qu'il est plus efficace d'agir ainsi que de laisser chaque conducteur faire ses propres choix en espérant que de l'ensemble de ces choix individuels naîtra un arrangement acceptable. On admet que la première solution réduit le coût de l'anarchie et permet une meilleure allocation de l'information disponible.

Le monde d'aujourd'hui croule sous les données. En 2015, l'humanité a produit plus d'information que toutes les civilisations humaines au cours de leur histoire. Chaque fois que nous envoyons un message, que nous passons un appel ou réalisons une transaction, nous laissons des traces informatiques. Nous nous approchons à grande vitesse de ce que l'écrivain italien Italo Calvino nommait, de façon prémonitoire, la « mémoire du monde » : une copie informatique exhaustive de notre univers physique.

Alors que l'Internet s'étend, grâce à l'Internet des objets, à de nouveaux territoires de la réalité physique, le prix de l'anarchie devient l'une des mesures les plus déterminantes de nos sociétés, et la tentation de l'annuler en recourant à la puissance d'analyse que fournissent les données de masse est de plus en plus forte.

Les exemples abondent. Prenons l'achat d'un livre en ligne grâce aux services d'Amazon. Quoi de plus banal ? Amazon détient des montagnes

CAMBRIDGE (Mass.) – Dans la théorie des jeux, on nomme « prix de l'anarchie » la perte d'efficacité que représentent les actions d'individus mus par leur propre intérêt pour le système plus vaste au sein duquel elles s'inscrivent. C'est un phénomène récurrent, auquel nous sommes presque tous régulièrement confrontés.



d'informations sur tous ses usagers - de leur profil à leur historique de requêtes, et jusqu'aux phrases qu'ils surlignent sur leurs e-books -, dont l'entreprise se sert pour prévoir en quoi consistera leur prochain achat. Comme dans toutes les formes d'intelligence artificielle centralisée, les événements passés servent de modèle pour prévoir les événements futurs. Amazon sait quels sont les dix derniers livres que vous avez achetés et peut, avec une pertinence toujours plus grande, vous suggérer celui que vous pourriez avoir envie de lire.

Mais nous devons aussi considérer ce qui est perdu lorsque nous réduisons le niveau d'anarchie. Le livre qui vous intéressera le plus après la lecture des dix précédents n'est pas celui qui correspond le mieux au modèle qu'ils dessinent, mais plutôt celui qui vous surprendra, provoquera votre curiosité et votre réflexion, et vous permettra de regarder différemment le monde.

Au contraire des problèmes de circulation envisagés plus haut, les suggestions optimisées - qui se résument souvent une prophétie auto-réalisatrice concernant votre prochain achat - ne fournissent pas nécessairement le meilleur modèle d'acquisition - ou de consultation - d'un livre en ligne. Les données de masse multiplient vos options en éliminant les objets que vous ne souhaitez pas consulter, mais *quid*, alors, de la pure trouvaille, hasardeuse et féconde, dont pourrait résulter le choix du onzième livre [- telle qu'elle est louée dans la célèbre aventure des *Trois Princes de Serendip*] ? Ce qui est vrai de l'achat de livres en ligne l'est

aussi de mille autres opérations informatisées dans nos villes et nos sociétés. Des systèmes municipaux centralisés utilisent désormais des algorithmes pour suivre et contrôler les infrastructures urbaines, qu'il s'agisse des feux de signalisation, des flux autoroutiers ou de l'énergie qu'on souhaite économiser. De nombreux maires, dans le monde entier, sont fascinés par l'idée d'une salle de contrôle centrale, comme le centre opérationnel de Rio de Janeiro, conçu par IBM, grâce auquel les gestionnaires de la ville peuvent répondre en temps réel à toute nouvelle information.

Mais dès lors que des algorithmes centralisés peuvent prendre en charge toutes les facettes de la vie en société, la technocratie issue du traitement des données de masse menace d'étouffer l'innovation et de submerger la vie démocratique. Une telle issue doit à tout prix être évitée. Il est essentiel pour le bien de la société que des décisions continuent d'être prises de façon décentralisée. L'optimisation qui permet la collecte de données engendre, à l'inverse, des solutions qui proviennent toutes d'un modèle pré-déterminé, lequel, sous sa forme courante, exclut le plus souvent les idées contre-intuitives mais douées d'un fort potentiel de transformation qui entraînent l'humanité dans sa marche en avant.

Un certain degré d'aléatoire dans nos vies permet aux idées nouvelles et aux modes de pensée inconnus d'émerger. Il leur est même indispensable, comme il est, à l'échelle du monde, nécessaire à la vie. Si la nature avait recours à des algorithmes prévisionnels pour empêcher les mutations aléatoires de la duplication de l'ADN, notre planète en serait encore, vraisemblablement, au stade d'un organisme unicellulaire ultra-optimisé.

La prise de décisions décentralisée peut créer des synergies entre l'intelligence humaine et celle des machines à travers des processus de coévolution naturels et artificiels. Il est possible qu'à très court terme l'intelligence distribuée réduise parfois l'efficacité, mais elle conduit *in fine* à des sociétés plus créatives, plus diversifiées et plus résilientes. Le prix de l'anarchie vaut largement d'être payé si nous voulons préserver l'innovation grâce à la « sérendipité », à l'inattendu.

Traduction François Boisivon

NEW YORK - Chaque année au mois de septembre, de nombreux présidents, chefs de gouvernements, et ministres des Affaires étrangères affluent vers New York pour quelques jours.

PAR RICHARD N. HAASS

Président du Conseil des relations étrangères, est l'auteur de l'ouvrage intitulé *A World in Disarray*, à paraître en janvier 2017.

Ils viennent participer à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies, afin d'y prononcer des discours qui bien souvent mobilisent davantage l'attention de leur propre pays que celle du hall de l'ONU, ainsi que pour intégrer à leur emploi du temps autant de rendez-vous que possible – dans le cadre d'une sorte d'équivalent diplomatique du speed dating.

La tradition veut également que soit soulevée de manière spécifique une problématique ou une question nécessitant une attention toute particulière, tradition à laquelle ne dérogera pas l'assemblée de cette année. La session du 19 septembre sera en effet consacrée à des discussions autour du sort des réfugiés (ainsi que des migrants), et des efforts supplémentaires qui peuvent et doivent être fournis pour leur venir en aide.

Comment pourrait-il en être autrement, à l'heure où les estimations font état de 21 millions de réfugiés à travers le monde. Initialement employé pour désigner les individus contraints de quitter leur pays pour fuir la persécution, le terme de réfugié inclut désormais également ceux qui n'ont d'autre choix que de traverser les frontières pour échapper aux conflits et à la violence. Le nombre de réfugiés est aujourd'hui considérablement supérieur aux chiffres d'il y a cinq ans, principalement en raison du chaos au Moyen-Orient, la Syrie représentant actuellement à elle seule le point de départ d'environ un réfugié sur quatre à l'échelle planétaire.

L'attention dont font preuve l'ONU et ses États membres autour de cette question ne constitue pas seulement le reflet d'une explosion du nombre de réfugiés, avec tout ce que ces chiffres impliquent comme souffrances pour les hommes, femmes et enfants contraints de quitter leur foyer et leur pays. Elle découle également de l'impact engendré par l'afflux de réfugiés sur les pays de destination eux-mêmes, qui l'un après l'autre voient leur univers politique bouleversé par ce nouveau défi.



En Europe, l'opposition politique croissante face à la chancelière allemande Angela Merkel, le vote en faveur du Brexit, et la popularité grimpante des partis nationalistes, sont autant d'évolutions qui peuvent être attribuées aux peurs, fondées ou imaginaires, que suscite l'afflux de réfugiés. La charge économique et sociale exercée sur des pays comme la Jordanie, la Turquie, le Liban ou le Pakistan – auxquels il est demandé d'accueillir un grand nombre de réfugiés – est absolument considérable. Interviennent par ailleurs des questions de sécurité autour de la dissimulation d'éventuels terroristes parmi les réfugiés.

Il existe en principe quatre démarches judicieuses dans la résolution de la question des réfugiés. La première, et la plus essentielle, consiste à prendre des mesures pour que les individus ne soient plus contraints de fuir leur pays, ou, lorsque cette fuite est inévitable, à créer les conditions leur permettant de regagner leur pays.

Or, il faudrait pour cela que les États accomplissent bien davantage pour mettre un terme aux combats qui dévastent un certain nombre de territoires tels que la Syrie. Il n'existe malheu-

reusement aucun consensus autour des moyens à employer. Et même lorsqu'une forme d'entente existe bel et bien, c'est alors la volonté d'engager les ressources militaires et économiques nécessaires qui fait défaut. Le nombre de réfugiés est ainsi voué à augmenter à travers le monde.

Une deuxième manière de venir en aide aux réfugiés consiste à assurer leur sécurité et leur bien-être. Les réfugiés sont particulièrement vulnérables lorsqu'ils se déplacent. Et lorsqu'ils arrivent à destination, de nombreux besoins fondamentaux – dont la santé, l'éducation et la sécurité des individus – doivent être satisfaits. C'est alors que le défi consiste pour les pays d'accueil à assurer un niveau suffisant de services essentiels.

La troisième composante de toute approche globale autour de la question des réfugiés implique l'emploi de ressources économiques contribuant à alléger la charge. Les États-Unis et l'Europe (aussi bien les États membres que l'UE elle-même) sont les premiers contributeurs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, là où de nombreux autres gouvernements se refusent à fournir leur part

de contribution. Il est nécessaire que ces gouvernements soient nommément désignés et pointés du doigt.

Le dernier pilier de toute stratégie en la matière implique de désigner des territoires vers lesquels les réfugiés peuvent se rendre. Or, la réalité politique veut que la plupart des gouvernements refusent de s'engager autour du moindre chiffre ou pourcentage précis dans l'accueil des réfugiés du monde. Ici encore, il serait bon que ceux qui honorent leur part de contribution (voire au-delà) soient reconnus et applaudis – et les autres livrés à la critique.

Tout ceci nous ramène au rassemblement de New York. Et à cet égard, rares sont malheureusement les motifs d'optimisme. Le « projet de document » de 22 pages qui devra être voté lors de la réunion de haut niveau du 19 septembre – texte qui ne légitime pas sur les généralités et les principes, mais qui fait défaut sur le plan des détails et des politiques concrètes – ne promet d'ores et déjà pas d'améliorer significativement le sort des réfugiés. Et bien qu'il soit prévu qu'une réunion tenue le lendemain par le président américain Barack Obama produise des avancées sur le

plan des financements, il ne faut pas s'attendre à un apport beaucoup plus conséquent.

Le défi des réfugiés met à nouveau en lumière une nette distorsion entre d'une part les efforts qu'exigerait une problématique globale, et d'autre par les efforts que le monde est disposé à fournir. Et ce constat est malheureusement le même pour la plupart des défis globaux, qu'il s'agisse du terrorisme, des changements climatiques, de la prolifération des armes, ou des questions de santé publique.

Dans le cadre des discussions de New York le mois prochain, nous pouvons nous attendre à de nombreux commentaires autour de la responsabilité consistant pour la communauté internationale à accomplir davantage pour venir en aide aux réfugiés actuels, et appréhender les phénomènes qui les conduisent à quitter leur pays natal. La triste réalité veut néanmoins qu'il n'existe qu'un faible degré de « communauté » au niveau international. Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'auront d'autre choix que d'affronter un présent semé de dangers, et un futur sans véritable perspective.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

La politique des taux d'intérêt négatifs



PAR YANIS VAROUFAKIS

Ancien ministre grec des Finances, est professeur d'économie à l'Université d'Athènes.

au sein des économies de marché, l'argent constitue la mesure de la valeur des biens et des services. Le taux d'intérêt représente le prix de cette mesure – c'est-à-dire le prix de l'argent lui-même. Lorsque ce prix se situe au niveau zéro, peu importe que l'argent soit prêté ou conservé sous un matelas, puisque le coût d'une telle conservation ou d'un tel emprunt est nul.

Mais comment est-il possible que le prix de l'argent – qui après tout fait tourner le monde, ou qui selon Karl Marx « transforme toutes [les] impuissances en leur contre » – se situe au niveau zéro ? Et comment expliquer qu'il puisse devenir négatif, comme c'est actuellement le cas dans la majeure partie de l'économie mondiale, à l'heure où les plus fortunés de ce monde « soudoient » les États pour leur emprunter plus de 5 500 milliards \$?

La réponse ne peut revêtir qu'une nature que les économistes ont en horreur, à savoir une nature philosophique, politique, et par conséquent irréductible à une explication positiviste et rationnelle. Autrement dit, la réponse doit avoir trait à l'essence même de l'argent.

Sur un marché agricole, les vendeurs qui se retrouvent avec de nombreuses tomates non vendues vont commencer à en baisser le prix, jusqu'à un niveau (éventuellement très bas, mais toujours positif) auquel toutes leurs tomates seront vendues. Par opposition, depuis la crise financière mondiale de 2008, chaque fois que le prix de l'argent a été abaissé, la demande s'y rattache a chuté, et l'excès d'épargne augmenté. Manifestement, l'argent a quelque chose de différent des toma-

ATHÈNES - Toutes les bonnes choses ont un prix. Seules les mauvaises, à l'instar des déchets toxiques, présentent un prix négatif, qui équivaut au montant que le protagoniste est prêt à payer pour les faire disparaître. Se pourrait-il que les taux d'intérêt négatifs signifient l'émergence d'une nouvelle vision de l'argent selon laquelle il serait devenu une «mauvaise» chose ?

tes et autres «choses» bien définies. Pour comprendre comment l'argent peut à la fois constituer le bien suprême de nos sociétés et atteindre un prix négatif, il convient tout d'abord de réaliser qu'à la différence des tomates, l'argent ne revêt pas de valeur intrinsèque privée. Son utilité découle de ce que son détenteur peut conduire d'autres individus à faire. Comme le formule Lénine dans sa définition de la politique, l'argent est une question de « qui fait quoi à qui ».

Imaginez que vous soyez entrepreneur et que vous disposiez d'argent déposé dans une banque, ou qu'une banque soit désireuse de vous prêter d'importantes sommes d'argent dans le cadre d'un investissement dans votre activité. Vos nuits sont agitées tant vous hésitez à investir dans un nouveau produit, c'est-à-dire à exploiter votre possibilité d'accéder à de l'argent pour conduire d'autres individus à travailler pour vous. Face à l'actuelle Grande déflation, votre plus grande inquiétude réside dans le futur état d'esprit et pouvoir d'achat de vos clients. Seront-ils capables et désireux d'acheter votre nouveau produit à un prix assez élevé, et en quantités suffisantes ?

Supposons que lors d'une insomnie vous allumiez la radio ou la télévision et découvriez que la présidente de la Réserve fédérale américaine Janet Yellen et le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi envisagent d'abaisser encore davantage les taux d'intérêt. Vous réjouiriez-vous à l'idée que vos coûts de financement vont diminuer ? Seriez-vous incité à investir désormais votre propre argent, maintenant qu'il s'accompagne d'un taux d'intérêt moins élevé (peut-être même négatif) ?

Certainement pas. Vous réagiriez probablement de

manière alarmée à cette nouvelle : « Mon Dieu ! Si Janet et Mario envisagent une nouvelle baisse des taux d'intérêt, c'est qu'ils doivent avoir de bonnes raisons de penser que la demande restera faible ! » Vous abandonneriez alors votre projet d'investissement. « Mieux vaut emprunter de l'argent à un prix quasi-nul, » penseriez-vous, « puis racheter davantage d'actions de ma société, booster leur valeur, engranger davantage à la bourse, et encaisser les profits en prévisions de futures périodes difficiles. »

Cest ainsi que le prix de l'argent chute, alors même que l'offre abonde en la matière. Ces mêmes banquiers centraux qui n'ont pas su prévoir la Grande déflation s'efforcent désormais de trouver une porte de sortie au moyen de modèles économiques et économétriques qui ne sont pas non plus parvenus à l'expliquer, et encore moins à proposer des solutions. Peu disposés à remettre en question le dogme politique selon lequel les banques centrales doivent demeurer apolitiques, ils refusent de considérer l'argent comme davantage qu'une simple « chose ». Ainsi poursuivent-ils leur quête d'une solution de bricolage technocratique à un problème qui réclame pourtant une solution politique philosophiquement astucieuse.

Cette quête est en effet futile. Dès lors que le prix de l'argent (les taux d'intérêt) a atteint le niveau zéro, les banques centrales ont cherché à acheter des montagnes de dettes publiques et privées auprès de banques commerciales, afin de les inciter à prêter gratuitement. La BCE est allée jusqu'à payer les banques pour que celles-ci prêtent aux entreprises, tout en sanctionnant le fait qu'elles refusent de prêter (via des taux d'intérêt négatifs concernant les réserves excédentaires). Considérant ces mesures comme

autant de réponses désespérées à des prévisions de déflation autoréalisatrices, les banquiers et les entreprises sont alors entrés en grève de l'investissement, tout en utilisant l'argent des banques centrales pour gonfler le prix de leurs propres actifs (actions, biens immobiliers, œuvres d'art, etc.). Tout ceci n'a contribué en rien à mettre un terme à la Grande déflation. Les riches sont simplement devenus plus riches encore, résultat qui a en quelque sorte renforcé la croyance des banquiers centraux dans l'indépendance des banques centrales.

Fort heureusement, tous les banquiers centraux ne se montrent pas aussi inefficaces dans la formulation de réponses inventives à la Grande déflation. Andy Haldane, économiste en chef de la Banque d'Angleterre, a courageusement suggéré que l'argent devienne totalement numérique, ce qui permettrait d'imposer à tous des taux d'intérêt négatifs en temps réel, obligeant ainsi chacun à dépenser en même temps. De son côté, John Williams, président-directeur général de la Banque de réserve fédérale de San Francisco, a récemment affirmé que la Grande déflation ne pourrait être stoppée qu'en fixant simultanément le niveau des prix et le revenu nominal national – sorte de New Deal faisant intervenir une action conjointe de la Fed et du gouvernement.

Ce qui distingue ces banquiers centraux du reste du lot, c'est qu'ils sont prêts à en finir avec le mythe d'une politique monétaire indépendante, à reconnaître que l'argent constitue le bien le plus politique qui soit, à défier la sacréité de l'argent en espèces, et à admettre que la lutte contre la Grande déflation exige un programme de mesures politiques progressives.

Simone Weil a dit un jour : « Si vous voulez vraiment connaître un homme, observez la manière dont il se comporte lorsqu'il perd de l'argent. » De même, si nous souhaitons connaître le vrai visage de nos sociétés, efforçons-nous d'observer comment elles réagissent face à des taux d'intérêt négatifs.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Réforme ou rupture de la zone euro

NEW-YORK - Dire que la zone euro ne va pas bien depuis la crise de 2008 est un euphémisme. Les performances économiques des pays qui en font partie sont inférieures à celles des autres pays de l'UE qui n'en font pas partie, et elles sont très inférieures à celles des USA qui ont été l'épicentre de la crise.



PAR JOSEPH
E. STIGLITZ

Prix Nobel d'économie *

Ies pays de la zone euro qui s'en tirent le moins bien sont soit en dépression soit en pleine récession ; ils se trouvent dans une situation pire sous de nombreux aspects (notamment la Grèce) que les pays touchés par la Grande dépression des années 1930. Même ceux qui s'en tirent le mieux, comme l'Allemagne, ne sont pas en si bonne situation. Leur modèle de croissance est basé en partie sur le "chacun pour soi" dans lequel le succès s'obtient au détriment de ses "partenaires". On peut avancer quatre d'explications à cette situation. L'Allemagne accuse les victimes en pointant du doigt les prodigalités de la Grèce, la dette et les déficits des autres pays. Mais ce faisant, elle met la charrette avant les bœufs : avant la crise de l'euro, l'Espagne et l'Irlande connaissaient un excédent budgétaire et leur taux dette/PIB était faible. C'est donc la crise qui est à l'origine des déficits et de l'endettement - non le contraire.

Faire du déficit un épouvantail est sans nul doute une partie des problèmes de l'Europe. La Finlande elle aussi s'est trouvée en difficulté face aux crises multiples auxquelles elle a été confrontée.

tée. L'année dernière son PIB était inférieur de 5,5% à son pic de 2008. Une autre manière de s'en prendre aux plus pauvres consiste à dénoncer une protection sociale supposée excessive comme cause des difficultés de la zone euro. Pourtant certains des pays européens qui réussissent le mieux (comme la Suède ou la Norvège) disposent de la meilleure protection sociale. Nombre des pays aujourd'hui en difficulté se situent au-dessus de la moyenne européenne avant l'euro. Leur déclin n'est pas dû à un changement brutal de leur code du travail ou à une épidémie de paresse, il tient à l'introduction de l'euro.

La deuxième explication consiste à déployer l'incompétence économique des dirigeants européens et leur choix politique. Une politique erronée (l'austérité et des réformes "structurelles" mal inspirées qui ont creusé les inégalités, affaiblissant la demande globale et le potentiel de croissance). On peut avancer quatre d'explications à cette situation. L'Allemagne accuse les victimes en pointant du doigt les prodigalités de la Grèce, la dette et les déficits des autres pays. Mais ce faisant, elle met la charrette avant les bœufs : avant la crise de l'euro, l'Espagne et l'Irlande connaissaient un excédent budgétaire et leur taux dette/PIB était faible. C'est donc la crise qui est à l'origine des déficits et de l'endettement - non le contraire.

Faire du déficit un épouvantail est sans nul doute une partie des problèmes de l'Europe. La Finlande elle aussi s'est trouvée en difficulté face aux crises multiples auxquelles elle a été confrontée.

déconcentrent l'innovation. Cet argument est lui aussi à coté de la plaque. Les eurocrates, de même que le code du travail ou les systèmes de protection sociale, n'ont pas brutalement changé en 1999 lors de l'adoption d'un système à taux de change fixe, ou en 2008 au début de la crise. Plus fondamentalement, c'est le niveau de vie et la qualité de vie qui comptent. Ceux qui se plaignent de la qualité de notre air ou de notre eau feraient bien d'aller voir ce qu'il en est à Pékin.

Il ne reste donc que la quatrième explication : c'est l'euro qui est en cause, bien plus que tel ou tel pays. L'euro est intrinsèquement vicié. Même le meilleur dirigeant n'aurait pu résoudre le problème. La structure de la zone euro impose le type de rigidité associé à l'étalement. La monnaie unique empêche les pays membres d'utiliser le mécanisme d'ajustement le plus important - le taux de change - et la zone euro restreint les possibilités de la politique monétaire et budgétaire.

En réaction à des chocs asymétriques et à des divergences de productivité, il aurait fallu ajuster les taux de change réels (calculés en fonction de l'inflation).

Autrement dit les prix en Allemagne et au nord de l'Europe auraient dû augmenter par rapport à la périphérie de la zone euro. Mais avec l'Allemagne inquiète de toute hausse de l'inflation - ses prix stagnaient - l'ajustement aurait supposé dans d'autres pays une déflation hors de proportion, avec une hausse du chômage difficilement supportable, l'affaiblissement des syndicats, les pays les

plus pauvres de la zone euro (notamment leurs travailleurs) supportant la plus grande partie du fardeau de l'ajustement. Aussi le projet de convergence des pays de la zone euro a-t-il misérablement échoué et les disparités ont augmenté, tant entre eux que sur le plan intérieur.

Un tel système ne peut pas et ne va pas fonctionner à long terme. Tel qu'il est, la démocratie même conduit à son échec. Sauver la monnaie unique suppose de changer les règles et de modifier le fonctionnement institutionnel de la zone euro. Il faudrait pour cela prendre sept décisions :

- renoncer aux critères de convergence qui exigent que le déficit budgétaire n'excède pas 3% du PIB ;
- substituer à l'austérité une politique de croissance financée par un fonds de solidarité pour la stabilisation ;
- recourir à des euro-obligations ou à un mécanisme analogue et démanteler un système prédisposé aux crises dans lequel les pays doivent emprunter dans une devise qu'ils ne contrôlent pas ;
- mieux répartir le fardeau durant la période d'ajustement, les pays en excédent des comptes courants s'engageant à augmenter les salaires et les dépenses publiques de manière à ce que leurs prix augmentent plus rapidement que ceux des pays en déficit ;
- modifier le mandat de la Banque centrale européenne qui ne porte que sur l'inflation, contrairement à celui de la Réserve fédérale américaine qui inclut

l'emploi, la croissance et le chômage ;

- garantir les dépôts pour éviter que l'argent sorte des pays en difficulté et bâtir une véritable union bancaire ;
- encourager plutôt qu'interdire les mesures permettant aux pays de la zone euro à la traîne de rattraper leur retard. Du point de vue économique ce sont des changements minimes, pourtant les dirigeants de la zone euro n'ont peut-être pas la volonté politique suffisante pour passer aux actes. Cela ne change rien au fait que la construction de la zone euro est inachevée. Un système supposé favoriser la prospérité et l'intégration a l'effet inverse. Un divorce à l'amiable serait préférable à l'impasse actuelle. Un divorce est toujours coûteux, mais s'enferrer dans une union intenable l'est encore plus. Comme on l'a vu cet été avec le Royaume-Uni, si les dirigeants européens ne prennent pas les décisions difficiles, les électeurs européens le feront à leur place - et le résultat ne va pas leur faire plaisir.

*Traduit de l'anglais
par Patrice Horovitz*

* Est professeur à l'université de Columbia à New-York et économiste en chef à l'Institut Roosevelt. Son dernier livre s'intitule *The Euro: How a Common Currency Threatens the Future of Europe* [L'euro : comment la monnaie commune menace l'avenir de l'Europe].

Brecht et le Brexit



PAR HOWARD DAVIES

Président de la Banque royale d'Ecosse

En pleine campagne en faveur de la sortie du pays de l'UE, Michael Gove, l'un des principaux partisans de la sortie, alors ministre de la Justice, a déclaré que la population est lasse d'entendre les experts de toutes ces organisations à sigle qui se trompent tout le temps. Il visait le FMI, l'OCDE, la LSE (London School of Economics) et d'autres coteries d'économistes qui avertissaient que la sortie de l'UE nuirait à l'économie britannique.

Malheureusement Gove avait raison - non sur ce qu'il allait advenir de l'économie, mais quant à la faible considération des électeurs quant à l'expertise économique. Bien que les économistes aient été quasi unanimes à dire que le Brexit allait pousser le Royaume-Uni dans la récession et affecter son taux de croissance à long terme, les électeurs ont voté avec leur cœur, pas avec leur porte-monnaie. Les partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'UE ont été accu-

sés d'instrumentaliser les avertissements des économistes pour faire peur aux électeurs.

On est allé jusqu'à dire que les économistes, incapables de s'exprimer dans un langage compréhensible par le commun des mortels, sont responsables du résultat du référendum. Banquiers et financiers ont fait l'objet de critiques analogues ; et perçus comme destinées avant tout à défendre leurs propres intérêts, leurs déclarations n'ont pas eu grande crédibilité auprès du plus grand nombre. Cette défiance n'est sans doute pas totalement infondée, mais le problème ne se limite pas à l'utilisation d'un jargon incompréhensible. Tous les économistes sont partis de l'idée que l'économie britannique se portait bien, avec un taux de croissance du PIB largement supérieur à la moyenne européenne et un taux de chômage largement inférieur. Il paraissait évident que l'appartenance à l'UE était bénéfique à la Grande-Bretagne, notamment parce que nous avions décidé de ne pas nous joindre à la zone euro et qu'ainsi nous n'étions pas soumis aux diktats budgétaires de Bruxelles et Francfort. Mais ce point de vue optimiste rencontrait peu d'écho au-delà de Londres et du sud-est de l'Angleterre, ceci pour des raisons expliquées très clairement par Andy Haldane, l'économiste en chef de la Banque d'Angleterre.

Les chiffres montrent que le PIB du pays a augmenté de 7% par rapport à son niveau d'avant-crise, le taux d'emploi de 6% et la richesse nationale de 30%. Mais souligne-t-il, le revenu moyen par habitant n'a pas augmenté. Le salaire médian réel (ajusté en fonction de l'inflation) a très peu augmenté depuis 2005. La population a augmenté, en partie du fait de l'immigration.

L'augmentation de la richesse nationale tient essentiellement à la hausse des prix de l'immobilier dans des zones privilégiées, en particulier à Londres, et au montant des retraites. Si vous n'avez pas la chance d'être propriétaire d'une maison dans le sud-est de l'Angleterre ou si vous n'êtes pas titulaire d'une retraite calculée sur votre dernier salaire, votre patrimoine a sans doute stagné ou baissé. Si l'on examine l'évolution du PIB non plus au niveau national mais régional, on constate que c'est seulement à Londres et dans le sud-est qu'en moyenne la population vit mieux qu'en 2009, au pire de la récession. Il est peut-être vrai que le Brexit va exacerber ces inégalités. Si l'on érigé des barrières douanières au sein de l'Europe et que les entreprises décident d'investir ailleurs pour accéder au marché unique européen, les salaires des travailleurs peu qualifiés bais-

seront encore davantage, ou plus grave encore, les emplois correspondants pourraient disparaître complètement dans les régions les plus pauvres. Mais ce discours ressemble à celui des "experts" honnés, auquel les ex-partisans du Brexit ont une réponse toute prête : les économistes tiennent ce discours pour montrer qu'ils avaient raison. S'il ne fallait pas leur faire confiance avant le référendum, il n'y a aucune raison de leur accorder le moindre crédit aujourd'hui.

Tel est le contexte dans lequel vont s'ouvrir bientôt les négociations sur les futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE. Il est très peu favorable à la City de Londres. L'accès au marché unique (à quoi tiennent beaucoup la plupart des grandes firmes financières) pourrait être accordé en échange de la libre circulation des citoyens de l'UE, accusée d'être l'une des causes de la stagnation des salaires dans le reste du Royaume-Uni. Il faut donc agir avec la plus grande prudence avant de s'engager dans un accord bénéfique à Londres (qui a voté sans surprise très majoritairement en faveur du maintien dans l'UE), pour qu'il ne soit pas considéré comme sacrifiant le bien-être de la majorité aux intérêts d'une minorité.

Il existe un argument fort en faveur du maintien du Royaume-Uni dans le marché unique : un accord qui désavantagerait la City menacerait toute l'économie du Royaume-Uni. Les services financiers ne représentent que 3% de l'emploi, mais génèrent 11% des revenus fiscaux. Tuer la poule aux œufs d'or serait de l'inconscience : en cas de ralentissement économique (le moins grave de ce que l'on peut attendre), ces revenus seraient cruellement nécessaires. Alors que le déficit de la balance des paiements britannique dépasse 5% du PIB (le second déficit par ordre d'importance au sein de l'OCDE), l'excédent commercial du secteur financier à hauteur de 3% du PIB est d'importance cruciale pour résister à une secousse externe.

Il n'est donc pas surprenant que la livre ait dévisé depuis le référendum. Certains observateurs espèrent que cela va diminuer le déficit commercial du Royaume-Uni grâce à la baisse de prix de ses exportations pour les acheteurs en devise étrangère. Mais en 2008, lorsque la livre a dégringolé, l'impact sur le déficit extérieur a été très limité. Effectivement, le pays ne dispose pas de beaucoup de produits exportables dont il peut accroître la production.

Aussi les marchés financiers font-ils preuve de nervosité à Londres. Il nous faut de nouveaux experts qui ne soient pas marqués par des sigles jugés infamants tels que "FMI" pour expliquer les réalités déplaisantes de la vie économique à une opinion publique très suspicieuse. On conviendra avec Brecht que l'on ne peut dissoudre le peuple ; il s'est prononcé. Il faut maintenant trouver le moyen de respecter sa volonté en limitant le coût économique de sa décision.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

AIR ALGERIE

SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	13h40
Oran - Alger	14h00
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h05
Oran - Annaba	14h40
Oran - Béchar	09h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Annaba - Oran	15h40
Béchar - Oran	11h50

DIMANCHE

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	20h25
Oran - Adrar	09h00
Oran - Constantine	15h15
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	08h15
Adrar - Oran	12h10
Constantine - Oran	17h35
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

INTERNATIONAL

SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Lyon	07h15
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Istanbul	14h00
Oran - Lille	14h40
Oran - Paris-CDG	14h50
Oran - Alicante	15h20

Vol

Vol	Arrivée
Lyon - Oran	12h35
Paris-Orly - Oran	14h10
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Istanbul(j+1) - Oran	22h30
Lille - Oran	21h10
Paris-CDG - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20

Dimanche

Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Lyon	13h15
Oran - (Paris-CDG)	14h50
Oran - Alicante	15h20
Oran - Djeddah	17h40

Vol

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h15
Marseille - Oran	18h45
Toulouse - Oran	13h40
Lyon - Oran	18h35
Paris (CDG) - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20
Djeddah(j+1) - Oran	07h15

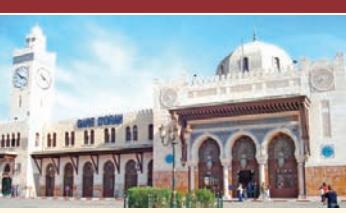
AIGLE AZUR

VOL DEP/ARR

Samedi	
Paris-Orly - Oran	09h00/ 10h20
Marseille - Oran	17h55 / 18h35
Toulouse - Oran	18h05 / 18h40
Lyon - Oran	12h50 / 13h50
Oran - Paris-Orly	11h20 / 14h40
Oran - Lyon	19h55 / 22h50
Oran - Marseille	19h30 / 22h05
Oran - Toulouse	14h50 / 17h20

Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30

TRAIN



DÉPART ARRIVÉE

ORAN - OUED TLELAT

08h15	08h36
09h30	09h51
13h20	13h41
19h15	19h36

OUED TLELAT - ORAN

08h50	09h15
10h00	10h25
13h50	14h15
19h45	20h10

-----ORAN - ALGER-----

06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h00

-----ALGER - ORAN-----

06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA

07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN

04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - BECHAR

20h30	05h46
-------	-------

BECHAR - ORAN

20h00	05h00
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h15	18h22
-------	-------

CHLEF - ORAN

06h50	09h11
-------	-------

ORAN - TÉMOUCHENT

08h10	09h40
17h02	18h32

BÉNISAF - TÉMOUCHENT

05h40	07h1
-------	------

Nigeria

Anciens captifs de Boko Haram, nouveaux parias de la société



Par Aminu Abubakar,
Stephanie Findlay
à Lagos (AFP)

Umar, 5 ans, était condamné à mourir de faim dans un camp de déplacés du nord-est du Nigeria si Fatima Salisu n'avait pas recueilli le petit garçon sous son abri. C'est un «yayan Boko Haram», un enfant d'un combattant de Boko Haram. «Quand j'ai demandé à un soldat si je pouvais adopter le petit, il a ricané et a dit qu'il valait mieux le laisser mourir et qu'ils le jetteraient ensuite aux ordures», se souvient-elle.

Fatima Salisu, veuve d'un combattant du groupe islamiste nigérian, elle-même réfugiée au camp de Dalori, à l'extérieur de Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno, n'a pas eu le coeur de laisser seul. Une nouvelle caste sociale a émergé avec le conflit et ses dizaines de milliers de jeunes hommes, femmes et enfants, kidnappés par les jihadistes: ils sont devenus les pauvres des pauvres, la caste des exclus. Fatima Salisu aussi est une paria. Cette Camerounaise de 25 ans a été tenue prisonnière pendant 16 mois, forcée à épouser un combattant du groupe, dont elle a eu une petite fille, décédée pendant sa capture. À la mort de son mari, Fatima s'est enfuie et a rejoint les 2,6 millions déplacés du conflit, dont la moitié sont des enfants, selon un rapport de l'Unicef publié jeudi. Sur ce total, 475.000 enfants souffrent de malnutrition sévère (trois fois plus qu'en janvier) et 20.000 enfants nigérians ont été séparés de leur famille par le conflit qui dure depuis 2009,

ajoute l'organisation onusienne. Quelque 50.000 personnes vivent dans le seul camp de Dalori, mais Mme Salisu et son fils adoptif restent à l'écart. «On n'a pas le droit de s'approcher, tout le monde nous regarde avec mépris», confie-t-elle. La jeune femme dit pouvoir supporter les moqueries mais elle s'inquiète pour Umar et pour les enfants du camp dans sa situation. «Ils sont frappés, ils n'ont pas le droit d'aller jouer avec les autres. Ça les blesse», raconte-t-elle. «Si on autorise ça, leur colère va les transformer en une grave menace pour la société.» Les experts aussi mettent en garde contre le fossé qui se creuse entre les anciens captifs de Boko Haram et le reste de la population. Dans les villes qu'ils capturent, les islamistes de Boko Haram ont retenu prisonniers des dizaines de milliers de personnes dans la région du lac Tchad pendant des mois, avant que l'armée ne les libèrent. Sympathisants du mouvement ou non, ceux qui n'avaient pas pu s'enfuir et qui refusaient de rejoindre le groupe étaient systématiquement abattus. Libérées, les femmes se retrouvent rejetées par la communauté et leurs enfants considérés comme de futurs combattants.

«ENFANTS DE SERPENTS»

«Ostraciser les enfants des insurgés va empêcher le processus de réconciliation et de réhabilitation et aura automatiquement des conséquences sur leur possible radicalisation», explique Hilary Matfess, chercheuse à l'Institute for Defense Analyses, près de Washington, spécialisée sur

Népal

Un bus plonge dans une rivière, 21 morts

Un bus a plongé vendredi dans une rivière du centre du Népal, faisant 21 morts, a annoncé un haut responsable local. Seize personnes ont pu être secourues après cet accident survenu dans le village de Chandi Bhanjyang, dans la province de Chiwan, a déclaré à l'AFP Bi-

nod Prakash Singh, chef de ce district. Les opérations de secours se poursuivent pour vérifier si d'autres passagers sont coincés dans le bus partiellement submergé.

Le bus reliait le district de Rautahat (sud) à la ville touristique de Pokhara. Les accidents de la route sont fréquents

la région. «Un grand nombre de femmes ont été kidnappées, les lycéennes de Chibok (enlevées en avril 2014) en sont l'exemple le plus célèbre, mais certaines ont rejoint les rangs de Boko Haram volontairement», note-t-elle.

A la libération des villes par l'armée, «faire la différence entre ceux qui ont été kidnappés ou ceux qui choisissent de rejoindre le groupe relève quasiment de l'impossible», créant un climat de méfiance et d'hostilité. «Il y a une rupture de confiance entre les communautés», dit-elle. Même dans les familles, l'ostracisme se fait sentir. «Ils pensent tous qu'on voulait se marier avec des combattants de Boko Haram», raconte Hafsa Ibrahim, une femme de 27 ans, kidnappée pendant la prise de la ville de Bama, dans l'Etat de Borno, et unie de force. «Mais ils nous ont forcés!», poursuit-elle en fondant en larmes. Le problème a fait réagir les autorités. «Nous devons montrer de l'amour aux enfants innocents et apporter notre soutien à leurs mères, innocentes elles-aussi», a imploré le gouverneur du Borno, Kashim Shettima, en mai de l'an dernier, prévenant que, sinon, ils risquaient «d'hériter de la haine de leurs pères. Mais dans le nord-est du Nigeria, on reste convaincu que le «mauvais sang» se transmet de génération en génération. L'enfant d'un serpent est un serpent», dit un adage local.

«Quand Umar se met à pleurer, les autres se moquent de lui en lui disant qu'il peut toujours aller rejoindre son père dans la brousse», raconte sa mère adoptive. «Ils ne lui montrent aucun amour.»

Mexico

Les écrivains publics font de la résistance

Par David Santa Cruz
de l'AFP

Sur la place Santo Domingo de Mexico, les machines à écrire continuent de produire leur musique. José Edith Gonzalez le démontre en frappant avec force sur les touches blanches et noires de sa Smith-Corona portable sur laquelle il rédige aussi bien des documents d'achat-vente que des lettres d'amour. Une poignée d'écrivains publics s'affaire ici sur d'anciennes machines à écrire équipées de rubans d'encre qui ne sont plus fabriqués. «Le travail n'a pas changé, seulement le volume», raconte cet écrivain-public de 78 ans, qui regrette la période faste où des files d'attente se formaient devant chacun d'eux, les obligeant à sauter les repas et à faire cracher leur machine jusqu'à la tombée du jour. Aujourd'hui, ce travail est «bon pour travailler mais pas pour vivre», constate-t-il. A l'extrême de l'allée, Romel Jaimes, 61 ans, attend le client en lisant le journal sur ce petit stand hérité de son père, qui a pratiqué cet office pendant cinquante ans. «À 10-11 ans, j'écrivais déjà à la machine», raconte-t-il fièrement. Il fréquentait alors l'école primaire située sur cette même place du centre de la capitale. Conscient que ce métier est en voie de disparition, il a diversifié son

activité en effectuant également des petits travaux d'imprimerie, comme beaucoup d'autres ici, une activité dont va hériter son fils.

CONQUISTADORES ESPAGNOIS

Le métier d'écrivain public se pratique à Mexico depuis l'arrivée des conquistadors espagnols. Officier à la plume, ces écrivains se sont établis au XIXe siècle sur cette place de Mexico, voisine de l'ancien Palais de l'Inquisition et du fameux Zocalo où flotte l'immense drapeau mexicain. De leur longue histoire reste ce décret datant du 2 septembre 1537, qui fonde la confrérie des écrivains publics de la Nouvelle Espagne. A une époque où l'analphabétisme était la norme, ce métier était indispensable. Et selon les données historiques, à la fin du XIXe siècle l'analphabétisme touchait encore 80% de la population. «Des gens provenant de tout le pays venaient à Mexico pour travailler, il y avait beaucoup de lettres à rédiger pour leurs familles», explique Romel. Autrefois, l'amoureux donnait une idée générale de la personne à laquelle il souhaitait écrire, du sérieux de sa relation avec elle, et l'écrivain public se lançait dans l'écriture d'une ardente missive.

Aujourd'hui, seuls des journalistes lui demandent

Une Vietnamienne se fait mutiler par une amie pour toucher l'assurance

Elle avait raconté à la police avoir perdu sa main alors qu'elle marchait sur les voies et avoir été sauvée par un ami, selon le quotidien Tuoi Tre. Elle avait ensuite demandé à sa compagnie d'assurances 3,5 milliards de dongs (139.000 euros) d'indemnisation.

D'après les médias officiels, cette femme de 30 ans avait été soignée en mai dans un hôpital d'Hanoï après avoir eu un tiers de la main gauche et un tiers du pied gauche amputés. Les médecins n'étaient pas parvenus à fixer les parties manquantes. Elle avait expliqué à l'époque à la police

(proche d'Hanoï), d'après le journal. Contactée, la police d'Hanoï a refusé de commenter l'affaire auprès de l'AFP. D'après la presse vietnamienne, N. aurait offert 2.000 dollars pour être mutilée. Cette dernière est toujours soignée pour ses blessures et pourrait être poursuivie pour complot dans le but d'extorquer de l'argent. «Son cas envoie un avertissement aux gens tentés de frauder l'assurance au détriment de leur propre santé», a déclaré Tung, qui confesse que c'est le premier cas de ce genre auquel il assiste.

Argentine 28 personnes condamnées à perpétuité pour des crimes sous la dictature

La justice argentine a condamné jeudi à la perpétuité 28 personnes, dont un général qui totalise déjà 12 condamnations à la peine maximale, pour des crimes commis sous la dictature entre 1976 et 1983. Le plus emblématique des condamnés, Luciano Menendez surnommé «la hyène» parce qu'il riait pendant les séances de torture, a été reconnu coupable de la disparition de 82 personnes détenues dans le centre clandestin La Perla (La Perle), dans la province de Cordoba, à 700 km au nord-ouest de Buenos Aires. En outre, 52 homicides, 260 enlèvements et 656 cas de torture lui ont été imputés. Durant ce nouveau procès, ce général de 89 ans qui comp-

te déjà 12 condamnations à perpétuité à son actif n'a jamais affiché le moindre remord, affirmant même devant la cour qu'il «n'y (avait) jamais eu une répression quelconque». «Les délinquants accusent les forces (armées) légales et se présentent devant la justice en tant que victimes», a-t-il déclaré. Au total, durant ce procès-fleuve débuté en 2012, 43 personnes étaient accusées d'enlèvement, de torture, d'assassinat et de vol de mineurs. Plus de 700 victimes étaient concernées, dont 279 sont toujours portées disparues. Depuis 2012, quelque 600 personnes ont témoigné. Certaines étaient des victimes de tortures. Des milliers d'Argentins étaient massés devant le

tribunal de Cordoba dans l'attente du verdict dans ce pays qui commémore cette année le 40e anniversaire du coup d'Etat qui avait porté au pouvoir la junte militaire. Environ 30.000 opposants sont morts ou ont disparu pendant la dictature en Argentine. Des centaines de militaires ont été jugés et emprisonnés. Le plus célèbre d'entre eux, l'ex-président Jorge Videla est mort dans sa cellule. Le retour à la démocratie en 1983 avait été accompagné d'une loi d'amnistie mais celle-ci a été annulée en 2003 par le président Néstor Kirchner (décédé en 2010), puis déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême de justice trois ans plus tard.

POSTURE DE SOLISTE

Aussi bien Romel que José Edith ont appris à taper sur une machine classique, la Remington 16. «Elle était lourde, mais résistante», se souvient José Edith. Ce dernier continue d'utiliser une machine mécanique portable. «On dirait un jouet», dit-il, même s'il avoue préférer sa vieille Remington qu'une hernie discale lui interdit désormais de transporter. Avec l'arrivée des ordinateurs s'est achevée l'époque où les étudiants leurs apportaient travaux et thèses afin de les mettre au propre et au besoin d'en améliorer le style. «Il y a des choses que les ordinateurs ne font pas, comme remplir un document imprimé», regrette Romel Jaimes, qui a opté pour une machine IBM. Quand il écrit, José Edith adopte une posture solennelle de soliste, place la feuille près du tambour, puis frappe les touches avec puissance. Tous les 65 coups, retentit la petite cloche du retour chariot.

Mais plutôt que la mélodie allégre du compositeur américain Leroy Anderson, et sa célèbre «Machine à écrire» (1950), c'est davantage la musique grave d'un requiem qui se dégage désormais de la place Santo Domingo.

Norvège

Du char au dortoir, les femmes à l'assaut de l'armée



Par Pierre-Henry Deshayes de l'AFP

On crapahute ensemble, on dort ensemble: soucieuse d'égalité des sexes, la Norvège impose désormais le service militaire aux femmes, souvent logées dans des chambres mixtes avec leurs frères d'armes. Ce n'est certes pas tout à fait la parité mais près d'un tiers des conscrits de la classe 1997 arrivés dans l'armée norvégienne cet été étaient des «conscrites».

Dans le bataillon de cavalerie blindée stationné à Setermoen, juste au-dessus du cercle polaire, de toutes fraîches recrues s'initient au maniement du fusil d'assaut pour pouvoir remplir d'éventuelles missions de combat. Ça et là, des queues de cheval dépassent des casquettes. «Ça me donne un plus gros vivier de recrutement», se félicite le commandant du bataillon, le lieutenant-colonel Pål Berglund. «Je recherche toujours les mêmes compétences mais il me semble évident que ces compétences se trouvent aussi dans une partie importante de la population féminine». Les Norvégiennes pouvaient depuis près de 40 ans déjà se porter volontaires au service militaire, contribuant à féminiser une institution qui a accueilli ses premières pilotes de chasse, pilote d'hélicoptère ou encore commandante de sous-marin au début des années 1990. En 2013, un Parlement quasi unanime a fait tomber l'un des derniers bastions de la résistance à l'égalité des sexes en adoptant la conscription pour tous, alors que le Premier ministre n'était autre que l'actuel chef de l'Otan Jens Stoltenberg.

Les policières écossaises pourront porter le hijab

Les policières écossaises sont désormais officiellement autorisées à porter le voile islamique, a annoncé mardi la police écossaise, qui souhaite ainsi encourager les femmes musulmanes à intégrer ses rangs. «Le hijab va devenir un accessoire optionnel de (notre) uniforme», a indiqué la police écossaise sur son site internet. A travers cette mesure, Police Scotland dit vouloir «encourager les femmes musulmanes, qui n'envi-

ble que de confiner dans la même chambre quatre jeunes filles et garçons en pleine force de l'âge? «On voit que la cohabitation accroît la tolérance, l'acceptation et la compréhension mutuelles», rétorque Nina Hellum, chercheuse à l'Institut de recherche de la Défense norvégienne. «Vous ne voulez pas fricoter et coucher avec quelqu'un de votre chambre ou de votre unité parce qu'après, ça plombe l'ambiance». Une étude parue en 2014 tendait à montrer que les dortoirs unisexes aident à combattre le harcèlement sexuel grâce à un phénomène de «dénigrisation». En polissant le comportement des garçons et en dissuadant les filles de badiner, ils permettent de tisser un esprit de camaraderie, voire une relation quasi fraternelle, affirmaient les auteurs. «Au début, on est un peu timides. On ne sait pas trop comment se comporter en présence de filles. Mais passée la gêne initiale, on se relâche et les filles deviennent rapidement des nôtres», témoigne un jeune appelé, Kasper Sjåvåg. La mixité, «ça fait qu'au niveau des performances physiques, je peux pousser mes limites et m'habituer à travailler davantage pour suivre le mouvement», affirme sa camarade de chambre, Gine Grimsbu. «D'un point de vue social, les garçons nous traitent avec respect. Il y en a certains qui n'ont pas trop l'habitude d'être avec des filles mais je pense que ça va aller». Selon une récente enquête de l'armée norvégienne, une immense majorité des femmes soldats sont favorables aux chambres mixtes. Mais encore 18% disaient avoir été victimes de commentaires ou gestes déplacés.

CONTRE LE HARCELEMENT, LA CHAMBRÉE MIXTE

Les besoins annuels de l'armée étant inférieurs à 10.000 conscrits sur quelque 60.000 appelés potentiels des deux sexes, seuls les plus motivés servent effectivement sous les drapeaux. Une expérience souvent vécue comme un accomplissement de soi et valorisée ultérieurement dans le monde du travail. «C'est l'occasion de couper le cordon ombilical. C'est bien que les filles et les garçons aient les mêmes opportunités», estime le soldat Marianne Westum. «J'ambitionne de devenir beaucoup plus indépendante, d'apprendre à travailler en équipe, de me faire des amis d'autres milieux, bref de devenir plus adulte».

La blonde de 18 ans partage une chambre avec une autre fille et quatre garçons. Bien rangés dans l'armoire métallique à côté des tenues de camouflage et de la gourde réglementaires, seuls un soutien-gorge et un sac à main trahissent une présence féminine. Ne serait-ce pas tenter le dia-

sageait pas jusqu'ici une carrière dans la police, à revoir leur décision». L'annonce vient officialiser une pratique déjà courante ; les policières écossaises pouvaient porter un voile islamique après avoir obtenu l'aval de leur hiérarchie. «Comme nombre d'employeurs, particulièrement dans le secteur public, nous voulons faire en sorte de représenter au mieux la population pour laquelle nous agissons», s'est félicité le chef de la police

écossaise, Phil Gormley. Les policières londoniennes sont autorisées à porter le voile islamique depuis plus d'une décennie. Une mesure également en vigueur à Manchester et dans de nombreuses autres villes du pays.

Mardi, le Canada a lui aussi

Après le séisme en Italie «La situation est pire qu'une guerre»

Par Ljubomir Milasin
de l'AFP

Amatrice, village de montagne dévasté par un puissant séisme, est coupé en deux. Les accès se font par deux routes, au nord et au sud, mais au milieu, entre les deux, c'est la zone interdite, la zone morte, où les grues, les excavateurs et les secouristes travaillent sans relâche, nuit et jour. «La situation est pire qu'une guerre. Nous n'avons plus rien. Ma mère ne méritait pas une mort pareille», pleure Rita Rosine, 63 ans, qui a perdu sa mère dans le séisme, et dont la maison n'est désormais plus que décombres. Pourtant toutes ne se sont pas effondrées et ce qui reste du village révèle des scènes apocalyptiques et insolites. Une maison semble normale, debout, trois étages entiers, mais à bien regarder, il n'y a plus de façade, le regard plonge à l'intérieur. Jeudi après-midi une nouvelle secousse, plus forte que les autres, a semé un moment d'angoisse, achevé surtout de détruire quelques maisons et soulevé la poussière dans les décombres du centre historique du village. Mais en dépit de ces dizaines de répliques, dont la plupart n'éveillent même plus

la peur, des habitants tentent de récupérer une partie de leurs biens. Un vieux monsieur, accompagné d'un jeune homme, sort d'une maison. Il pousse une valise avec des roulettes, le plus jeune porte en soufflant un grand téléviseur à écran plat.

JUSQU'AU BOUT

Plus loin les secouristes - ils sont des centaines à s'être mobilisés - fouillent encore les décombres. «Nous espérons toujours trouver des survivants, nous travaillons jusqu'au bout pour ça», explique à l'AFP Luigi D'Angelo, responsable local de la protection civile, qui coordonne les opérations de secours. Mais il y aussi ceux qui ont tout perdu et qu'il faut maintenant loger, nourrir et préserver de toute nouvelle menace de séisme. «La priorité maintenant est d'assurer un logement pour toutes les personnes sans abri, nous montons des villages de tentes dans toutes les localités touchées», assure ce responsable. «Ici, le froid vient rapidement, en septembre déjà, donc dès maintenant on est dans l'urgence. On verra ensuite avec les autorités locales comment résoudre de manière durable les problèmes des personnes dépla-

cées», dit-il.

La marche des secours est impressionnante. Des dizaines de véhicules en tout genre, dont d'énormes camions portant des engins de déblaiement, se fraient un chemin sur la petite route de montagne qui conduit à Amatrice. Des centaines de pompiers, volontaires de la protection civile, militaires, membres des forces de l'ordre, techniciens, ingénieurs, sont déjà sur place, créant parfois d'énormes embouteillages. Au milieu de cette activité fébrile trois femmes, dont une enceinte, distribuent des vêtements sur une pelouse, en plein soleil, à ceux qui n'ont rien à se mettre. Trois hommes revêtus de treillis militaires se choisissent chacun un jean. Plus loin, une cuisine de campagne prépare et distribue des repas à tous ceux qui en ont besoin, en dépit de l'absence d'électricité, toujours pas revenue.

Des cuisiniers volontaires se sont toutefois mobilisés pour préparer des «Tortiglioni all'americana», la spécialité locale à base de pâtes. Pour la soirée, ils ont l'intention d'offrir une soupe chaude, pour tous ceux qui devront passer la nuit dehors, quand la température descend sous les dix degrés.

Revenu de base

La Finlande veut faire un test à 560 euros par mois

Le gouvernement finlandais, qui souhaite tester dès 2017 le versement d'un revenu de base à chaque citoyen sans conditions, a annoncé jeudi qu'il avait fixé un montant de 560 euros par mois. Le projet faisait partie des promesses électorales du Premier ministre centriste Juha Sipilä, en fonctions depuis mai 2015. Il espère ainsi stimuler l'emploi et simplifier le système de prestations sociales. Jeudi, le ministère des Affaires sociales et de la Santé a indiqué qu'il soumettait à enquête publique jusqu'au 9 septembre un projet de loi qui permettrait de mener ce test sur 2.000 personnes en âge de travailler, choisies au hasard parmi l'ensemble de la popu-

lation. «Au moment d'évaluer les effets du revenu de base, le groupe-test serait comparé avec un groupe de contrôle composé de personnes du même type que le groupe visé mais ne recevant pas de revenu de base», a-t-il expliqué. «Le premier but de l'expérience du revenu de base est de promouvoir l'emploi», a poursuivi le ministère. Mais l'exécutif souhaite aussi «réduire la bureaucratie et simplifier le système complexe des aides sociales d'une manière viable pour les finances publiques». Le revenu de base est une réforme radicale qui a ses partisans aussi bien à gauche, chez ceux qui appellent l'Etat-providence à assurer à tous un niveau de vie décente, que parmi les libéraux,

dont certains défendent une remise à plat d'une protection sociale pouvant dans certains cas dissuader de chercher un emploi. M. Sipilä, ancien homme d'affaires, est convaincu qu'il dopera la création d'entreprises. La Finlande pourrait être le premier pays européen à tester cette réforme au niveau national.

En juin, les électeurs suisses avaient rejeté, à une large majorité (77%), une initiative populaire pour un revenu beaucoup plus élevé, de 2.500 francs suisses (près de 2.300 euros). Le gouvernement finlandais souhaite intégrer le projet à la loi de Finances 2017, permettant de verser cette prestation sociale dès le 1er janvier.

Première mondiale

Singapour teste des taxis sans chauffeur

Les premiers taxis sans chauffeur ont commencé à circuler jeudi à Singapour lors d'un essai à portée limitée, une première mondiale dans la course à l'offre de véhicules autonomes via une technologie révolutionnaire. Les six taxis de la start-up nuTonomy -des voitures électriques Renault Zoe et Mitsubishi i-MiEV- roulent dans une zone de quatre kilomètres carrés, avec des endroits désignés pour prendre et déposer des passagers. Les courses doivent être réservées sur un Smartphone via l'application de cette société basée aux Etats-Unis. «L'essai représente une opportunité extraordinaire pour recueillir des avis de passagers dans un environnement réel», a déclaré le patron et cofondateur de la start-up, Karl Iagnemma.

«Ces avis vont donner un avantage unique à nuTonomy, dans la mesure où nous préparons le déploiement d'une flotte de véhicules autonomes en 2018», a-t-il ajouté. Si la conduite de ces voitures high-tech se fait de manière auto-

nome, un ingénieur de nuTonomy se trouve cependant à bord pour chaque course, afin d'observer le fonctionnement du véhicule et de pouvoir intervenir en cas de problème, a précisé la société. D'autres initiatives dans cette nouvelle technologie sont annoncées. Le service américain de réservation de véhicules par téléphone mobile Uber avait ainsi indiqué la semaine dernière qu'il mettrait en service des voitures sans conducteur dans la ville américaine de Pittsburgh d'ici à la fin août.

Un réseau faisait entrer des Iraniens en Espagne pour 50.000 EUR

La police espagnole a annoncé jeudi l'arrestation de quatre responsables d'un réseau d'immigration clandestine qui faisait entrer des Iraniens en Espagne, au prix de 20.000 à 50.000 euros par personne. «Les principaux membres du réseau appartenaient à une famille connue, se consacrant au trafic d'êtres humains en Iran, son pays d'origine», a indiqué la police dans un communiqué. Ils utilisaient un itinéraire complexe -passant par la Turquie, Dubaï, le Brésil,

le Paraguay et la Bolivie -pour mieux «dissimuler le trafic illégal de personnes en provenance de l'Iran», selon la même source. Outre les quatre responsables, quinze personnes ont été arrêtées à Madrid ainsi qu'en Catalogne (nord-est). «Un des aspects ayant compliqué la tâche des policiers a été qu'une des personnes visées par l'enquête résidait au Royaume-Uni et ne se déplaçait en Espagne que pour de brèves périodes de temps», a précisé la police.

ARB Ghriss

Le nouveau président et l'entraîneur se retirent

Abid Djebbar

A près trois semaines seulement de son élection à la tête de l'ARBG, le président Lagueb Hichem s'est retiré des affaires du club pour diverses raisons, dont l'aspect financier qui demeure le plus grand handicap du club, mais aussi à cause de l'organisation interne de l'ARB Ghriss.

Le désormais président partant a, semble-t-il, saisi toutes les instances

de son retrait inattendu. De son côté, le nouvel entraîneur Boutaleb Hamza, installé récemment à la tête de la barre technique, s'est lui rétracté et a préféré rendre le tablier. En attendant, un staff technique provisoire a été désigné pour assurer le déroulement des entraînements. Il s'agit de deux anciens joueurs, à savoir Rami Hakim et Attou, ce dernier qui n'est autre que l'entraîneur de la catégorie «espoir».

Il va sans dire que les autorités lo-

cales de la ville de Ghriss et les instances compétentes sont appelées à réagir pour mettre en place un nouveau comité provisoire en vue de mener le club de la région de l'Émir à bon port. Il n'est certes jamais tard pour bâtir une équipe solide qui pourra relever le défi, mais le plus important est de rétablir l'équilibre au sein du club et lui assurer la continuité. Pour rappel, l'ARBG a réalisé de beaux exploits en coupe d'Algérie la saison dernière.

Lacarne Belaïd réalise un ouvrage autobiographique

Dans cet ouvrage, l'auteur nous fait revivre des souvenirs dans le mythique quartier d'El Graba. Il s'agit de passionnantes récits d'une carrière bien remplie de celui qui ne cesse de répéter « qu'il est fier d'avoir servi son pays ». Ainsi, c'est une belle histoire que nous narre Hadj Lacarne, ancien arbitre international. En dépit de cette œuvre immense, l'on ressent chez lui l'impression d'un goût d'inachevé. Et

pourtant, les nombreux et beaux souvenirs ne manquent pas, après avoir côtoyé les Rouai, Zouba, Doussas, Benbarek, Beckenbauer, Puskas, Eusebio, Di Stéfano, Platini et autres célébrités internationales. Ces grandes figures occupent une place de choix dans ce livre.

Après de loyaux services dans son club l'USMBA, il fut arbitre de 72 à 87, avec un dernier match international à titre de jubilé, Algérie-PSV

Eindhoven. Il a réussi une carrière internationale remarquable à la FIFA débuta en 1978 jusqu'en 1987, et ce parcours fut suivi par d'autres missions, de président de la LOFA à la présidence de la FAF, membre de la CAF pendant douze années 1988/2006, puis du Bureau fédéral de la FAF et président de la commission d'arbitrage nationale à deux reprises.

Kadiri M.

CA Bordj Bou Arréridj

L'accession comme principal objectif

Le CABBA (Ligue 2) va aborder la nouvelle saison 2016-2017 en se fixant comme objectif un retour parmi l'élite, a révélé le président du Conseil d'administration, Moussa Merzougui. «La direction du club a tiré les leçons de la saison dernière où les résultats n'étaient pas à la hauteur des espérances malgré les énormes dépenses, réussissant un maintien in extremis», a déclaré le même responsable. Pour cela, la direction du club a décidé de changer de politique avec comme priorité réussir un recrutement ciblé et de qualité pour éviter les erreurs de «casting» de la saison précédente, en s'attachant en premier lieu les services d'un nouvel entraîneur en la personne de l'enfant du club Azziz Abbes, selon Moussa Merzougui.

Cependant, les dirigeants du club sont toujours confrontés à une crise

financière qui mine le CABBA à chaque début de saison. «On œuvre à assurer une bonne préparation malgré le gros problème financier que vit le club à cause des dettes contractées. Les autorités locales ont été d'un grand apport dans le déroulement des préparatifs dans de bonnes conditions», précise-t-il. Le premier responsable de la barre technique a indiqué pour sa part qu'il ne pouvait pas tourner le dos à son club de toujours tout en soulignant qu'il a ressenti une grande volonté chez les dirigeants de monter «une équipe compétitive» à même de répondre aux attentes des supporters, ce qui l'a encouragé à relever le défi et à accepter la mission.

Pour l'effectif de la saison prochaine qui débutera le 9 septembre, les dirigeants ont convenu de garder l'ossature de l'exercice dernier tout en renforçant avec le recrutement

de 11 nouveaux joueurs entre «confirmés» et «talentueux» à l'image de Tedjar venu de l'ASO Chlef, Daoudi de l'US Tébessa et autres Yalaoui du MC Oran et Zeghidi du MCE Eulma qui vont donner «un plus certain à l'équipe», selon le coach.

Après une première phase consacrée au volet physique à Bordj Bou Arréridj, le groupe a pris ses quartiers dans la localité frontalière d'Aïn Draham (Tunisie) pour peaufiner sa préparation avec quatre (4) matches amicaux au menu.

«Le groupe est animé d'une grande volonté de bien faire et le plan de travail établi a été respecté. Les matches de préparation nous ont permis de statuer sur les capacités de nos joueurs, de parfaire la cohésion et de mettre en confiance le groupe pour le début du championnat», a précisé la même source.

Classement FIFA féminin

L'Algérie recule à la 82^e place

La sélection algérienne de football (dames) a reculé d'une place, soit à la 82^e position (1283 pts), au classement de la Fédération internationale de football (FIFA), publié vendredi. Sur le plan continental, les dames algériennes occupent la dixième place après le Nigeria (37^e), le Ghana (46^e), le Cameroun

(47^e), l'Afrique du Sud (48^e), la Guinée équatoriale (52^e), la Côte d'Ivoire (62^e), la Tunisie (71^e), le Maroc (73^e) et l'Egypte (80^e).

Dans le haut du classement, l'équipe canadienne a fait un bond de la 10^e à la 4^e place du classement. Le Canada atteint le meilleur classement de son histoire, selon la FIFA, qui

explique qu'en remportant cinq de ses six matches aux Jeux olympiques au Brésil, le Canada (...) s'est offert une incroyable progression de 93 points, quittant la dixième place pour pointer à présent en quatrième position». Le prochain classement féminin sera publié le vendredi 23 décembre 2016.

Athlétisme - Diamond League

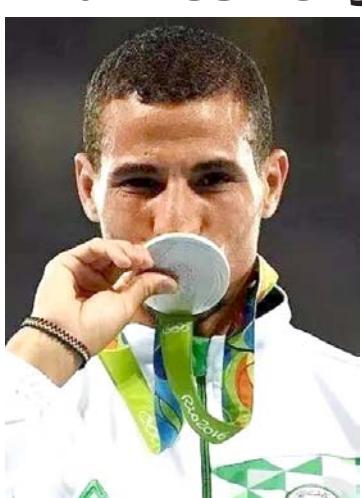
Makhloifi engagé aujourd'hui dans le 800 m

Le double médaillé d'argent du 800 et 1500 m aux Jeux Olympiques 2016 de Rio de Janeiro, l'Algérien Taoufik Makhloifi, sera engagé dans le 800 m, aujourd'hui au meeting d'athlétisme de Saint-Denis à Paris (France), comptant pour la 12e étape de l'IAAF Diamond League.

La course, dont le coup d'envoi sera donné à 19h25 (heure algérienne) verra la présence, entre autres, de cinq coureurs kenyans. Pas moins de 27 médaillés des Jeux olympiques JO-2016 de Rio seront présents au Stade de France. Parmi eux, certains des héros les plus remarqués de l'événement

olympique, dont les Américains Kerron Clement (400 m Haies) et Ryan Crouser (poids), la Jamaïcaine Elaine Thompson (200 m), la Croatie Sandra Perkovic (disque). Après Paris, Makhloifi s'engagera au meeting IAAF World challenge de Berlin qui aura lieu le 3 septembre avant de clôturer sa saison en prenant part au meeting de l'IAAF Diamond League de Bruxelles prévu le 9 septembre.

Le double vice-champion olympique algérien à Rio tentera de confirmer ses belles prestations aux Jeux où il a fait six courses, trois sur 800m et autant sur 1500 m avec à la clé deux médailles d'argent.



ARB Ghriss

Sporting Portugal La destination de Slimani se précise

Désireux de renforcer son secteur offensif, l'entraîneur de Leicester, Claudio Ranieri, a choqué le nom d'Islam Slimani (28 ans, 1 match en Liga Sagres cette saison) cet été.

Et les Foxes sont passés à l'action avec une offre de 25 millions d'euros, selon France Football. Problème, le Sporting Portugal n'a pas du tout envie de se séparer de son meilleur buteur, auteur de 27 buts en 33 matches de championnat la saison passée. Le champion d'Angleterre en titre devra se montrer très convaincant pour espérer boucler ce dossier à quelques jours de la fermeture du marché des transferts.



Bentaleb entame les entraînements avec Schalke 04



aux 19 sélections avec les Verts depuis 2014, est arrivé la veille en Allemagne pour passer la visite médicale d'usage.

Il a même débuté les entraînements avec son nouveau club. Sous contrat avec les Spurs jusqu'en 2020, le natif de Lille n'entrant plus dans les plans de son entraîneur argentin, Mauricio Pochettino, depuis l'exercice passé. Pis, il a été relégué cet été en équipe réserve. Outre Bentaleb, Schalke va engager dans les heures à venir le milieu de terrain français du Paris St-Germain, Benjamin Stambouli, un ancien coéquipier de l'Algérien à Tottenham. Par ailleurs, Bentaleb est attendu le 29 août à Alger pour participer au stage de la sélection algérienne en vue de la réception de son homologue du Lesotho dans le cadre de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017). La dernière apparition du joueur sous les couleurs des Verts remonte à novembre 2015. Depuis, il a été victime de blessures à répétition.

La direction de Schalke 04 a confirmé jeudi l'arrivée de l'international algérien, Nabil Bentaleb, qui portera le maillot de ce club de Bundesliga allemande à titre de prêt d'une saison avec option d'achat en provenance de Tottenham (Angleterre), indique le site spécialisé Goal. Le milieu de terrain de 21 ans,

West-Ham

Feghouli de retour le 10 septembre face à Watford



l'international algérien, Sofia Feghouli, blessé depuis deux semaines, devra faire son retour au sein de son nouveau club anglais West Ham, le 10 septembre prochain à l'occasion du match face à Watford, dans le cadre de la quatrième journée de la Premier League, indique vendredi la presse locale. Feghouli souffre des eschios-jambiers ce qui l'a privé des deux premières journées de la Premier League, reportant par là même son baptême du feu dans ce championnat qu'il a rejoint cet été en provenance de Valence (Liga espagnole). En son absence, West Ham, a été éliminé jeudi par les Roumains de l'Astra Giurgiu (1-0) en barrages de l'Europa League. Le joueur de 26 ans ratera également le prochain match de la sélection algérienne contre le Lesotho, le 4 septembre à Blida, pour le compte de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2017.

FIFA

Blatter plaide sa cause devant le TAS, Platini en témoin

«C'était une longue journée. Je ne peux faire aucun pronostic...». C'est en ces termes que l'ancien président de la Fifa Joseph Blatter a décrit son audience marathon devant le Tribunal arbitral du sport (TAS) de Lausanne pour contester sa suspension de toute activité liée au football pendant six ans. Et pour cause, l'ex-patron du football mondial est resté près de 14 heures devant le TAS, de 7h30 à 21h30. «Il faut être optimiste mais il faut aussi dire une chose: nous sommes dans le football et, dans le football, il y a un arbitre», avait déclaré le Suisse de 80 ans aux journalistes, le matin, à son arrivée dans une Mercedes noire, accompagné de son avocat Lorenz Erni. «J'accepterai le verdict puisque dans le football on apprend à gagner mais aussi à perdre», avait-il aussi assuré. «Je ne sais même pas s'il n'a pas déjà pris la décision avant, l'arbitre», a répondu, en écho, Michel Platini à son arrivée en fin de matinée pour témoigner. A sa sortie, le Français a décoché un petit coup de griffe à son ancien mentor, avec qui ses relations se sont depuis tendues: «M. Blatter est un peu fatigué, il a la barbe, donc je vais lui envoyer un rasoir», a-t-il glissé en référence à la barbe de trois jours qu'arbore l'octogénaire. Ancien président de l'Union européenne de football (UEFA), Platini témoigne dans ce dossier car les cas des deux hommes sont



liés. Tous deux ont été suspendus pour un paiement controversé de 1,8 million d'euros de Blatter à Platini en 2011. En première instance, les deux hommes ont écopé d'une suspension de 8 ans par la justice interne de la Fifa, instance secouée depuis mai 2015 par un vaste scandale de corruption. Ils ont été jugés coupables d'«abus de position», «conflit d'intérêts» et «gestion déloyale». Dans un deuxième temps, leur sanction a été réduite à six ans en appel par la Commission des recours de la Fifa. Platini a ensuite fait appel devant le TAS, qui a ramené en mai la durée de sa sanction à 4 ans.

Ligue des champions - Du nouveau à partir de 2018

Quatre places garanties à chacun des quatre pays les mieux classés

Quatre places garanties en phase de groupes de Ligue des champions seront attribuées à chacun des quatre pays les mieux classés à l'indice UEFA pour la période 2018/21, soit actuellement Espagne, Angleterre, Allemagne et Italie, ont annoncé vendredi les dirigeants de l'Union européenne du football (UEFA) à Monaco. Les quatre premiers de ces championnats accéderont à la plus prestigieuse compétition européenne. Actuellement, pour l'Espagne, l'Angleterre et l'Allemagne, les trois premiers du championnat écoulé sont qualifiés directement et le 4e doit passer par les barrages. Pour l'Italie,

jusqu'à présent, le champion de la saison passée et son dauphin sont directement qualifiés tandis que le 3e doit passer par l'épreuve des barrages.

Cela sera en revanche un statu quo pour les pays classés 5e et 6e: le champion de la saison écoulée et son dauphin seront directement qualifiés et le 3e devra passer par un barrage, comme cette saison. La nouvelle formule aura tout de même un avantage pour ces deux pays: le 3e sera assuré entre 2018 et 2021 de ne pas avoir à croiser un club allemand, espagnol, anglais ou italien, qui eux n'auront plus à passer par les barrages.

Cyclisme - Tour d'Espagne

Simon Yates s'impose dans les tout derniers kilomètres

Le Britannique Simon Yates (Orica) a remporté la 6e étape du Tour d'Espagne, en sortant du peloton dans les tout derniers kilomètres de cette étape de 163,25 km courue entre Monforte de Luemos et Luintra jeudi. Simon Yates, 24 ans, s'offre ainsi sa première victoire sur un grand tour, lui qui avait été suspendu 4 mois cette saison pour manquement à un contrôle antidopage, ce qui l'avait privé de Tour de France. Le Britannique a décroché Daniel Moreno (Movistar) puis Mathias Frank (IAM) dans les trois derniers kilomètres pour s'imposer dans cette étape dessinée pour les puncheurs. Le Co-

un baroud d'honneur pour celui qui vient de perdre son père spirituel et prédécesseur à la tête de la Fifa, le Brésilien Joao Havelange, mort le 16 août à l'âge de 100 ans. Blatter, jusque-là personnage omnipotent de la planète football, avait dû renoncer à son mandat de président de la Fifa le 2 juin 2015, juste après sa réélection, à cause du scandale de corruption qui venait d'éclater au sein de l'instance. Son successeur, l'Italo-Suisse Gianni Infantino, a été élu le 26 février. La décision du TAS de réduire de deux ans la suspension de Platini préjuge-t-elle de ce qui attend Blatter? En mai, le Tribunal arbitral avait «constaté l'existence d'un contrat valable» liant Platini et la Fifa (donc Blatter). Mais n'avait pas pour autant été «convaincu de la légitimité de ce versement». Les deux hommes plaident la thèse d'un arriéré de salaire versé sur la base d'un contrat oral (forme reconnue par le droit suisse). Blatter est également visé par la justice suisse dans cette affaire, ainsi que pour un contrat de droits TV présumé très en-dessous des prix du marché au détriment de la Fifa. Dans un dernier dossier, la Fifa a dénoncé début juillet l'existence d'un système «d'enrichissement personnel» qui a selon elle permis à son ancien patron de se partager avec deux ex-bras droits 80 millions de dollars, à travers primes et bonus. Blatter a vigoureusement démenti tout enrichissement personnel.

Cillessen s'engage pour cinq ans au FC Barcelone



Le gardien international néerlandais Jasper Cillessen, qui évoluait depuis 2011 à l'Ajax Amsterdam, s'est engagé pour cinq ans avec le FC Barcelone, a annoncé le champion d'Espagne jeudi sur son site internet. Lindeminent de transfert versée à l'Ajax est de 13 millions d'euros plus deux millions de bonus éventuels, selon Barcelone qui a fixé la clause libératoire du gardien de 27 ans à 60 millions d'euros. Arrivé à Barcelone jeudi matin pour la traditionnelle visite médicale, Cillessen a ensuite signé son contrat et sera officiellement

présenté vendredi au Camp Nou, selon le communiqué du club catalan. «Les rêves deviennent vraiment réalité!», s'est réjoui le natif de Nimègue sur son compte Instagram. Cillessen compte 27 sélections avec les Pays-Bas et a notamment réalisé un beau parcours lors de la Coupe du Monde 2014 où il avait terminé 3e comme gardien titulaire. À Barcelone, il sera chargé de faire oublier le portier chilien Claudio Bravo, en partance pour le club anglais de Manchester City, entraîné depuis cet été par l'ancien entraîneur du Barça, Pep Guardiola.

Leicester Drinkwater prolonge jusqu'en 2021

Le milieu de terrain anglais Danny Drinkwater a signé un nouveau contrat de cinq ans avec Leicester, qui s'étend jusqu'en 2021, a annoncé le champion d'Angleterre en titre jeudi. «J'aime jouer pour ce club.

C'était parfait pour moi et ma carrière et je veux être ici encore pour longtemps. Je ne pourrais être plus heureux», a déclaré le joueur de 26 ans dans un communiqué publié sur le site officiel du club.

Drinkwater, qui a rejoint les Foxes en 2012, est le quatrième artisan de la consécration historique du club en Premier League à avoir prolongé récemment son contrat, après le milieu algérien Riyad Mahrez, l'attaquant anglais Jamie Vardy et le gardien danois Kasper Schmeichel.

Championnats européens

Espagne - 2e journée

Samedi

(17h15) Eibar - Valence
Osasuna Pamplone - Real Sociedad

(19h15) Real Madrid - Celta Vigo

(21h15) Leganes - Atletico Madrid

Dimanche

(17h15) Deportivo Alaves - Gijon

Las Palmas - Grenade

(19h15) Athletic Bilbao - FC Barcelone

(21h15) Villarreal - Séville FC

France - 3e journée

Samedi

(16h00) Dijon - Lyon

(19h00) Caen - Bastia

Metz - Angers

Montpellier - Rennes

Nancy - Guingamp

Nice - Lille

Dimanche

(14h00) Bordeaux - Nantes

(16h00) Saint-Etienne - Toulouse

(19h45) Monaco - Paris SG

Angleterre - 3^e journée

Samedi

(12h30) Tottenham - Liverpool

(15h00) Chelsea - Burnley

Crystal Palace - Bournemouth

Everton - Stoke City

Leicester City - Swansea City

Southampton - Sunderland

Watford - Arsenal

(17h30) Hull City - Manchester United

Dimanche

(13h30) West Bromwich - Middlesbrough

(16h00) Manchester City - West Ham United

Italie - 2e journée

Samedi

(17h00) Lazio - Juventus

(19h45) Naples - Milan

Dimanche

(17h00) Inter Milan - Palerme

(19h45) Cagliari - Rome

Crotone - Genoa

Fiorentina - Chievo

Sampdoria - Atalanta

Sassuolo - Pescara

Torino - Bologne

Udinese - Empoli

Allemagne - 1^{re} journée

Samedi

(14h30) Borussia Dortmund - FSV Mayence

Cologne - Darmstadt 98

Hambourg - Ingolstadt

Augsbourg - Wolfsburg

Eintracht Francfort - Schalke 04

(17h30) Borussia M'gladbach - Bayer Leverkusen

Dimanche

(14h30) Hertha BSC - Fribourg

(16h30) Hoffenheim - RB Leipzig

Portugal - 3^e journée

Samedi

(20h30) Nacional Madeira - Benfica

Dimanche

(18h00) Sporting CP - FC Porto

Ligue des champions

**Les clubs espagnols pas vernis,
à part les Madrilènes**

Manchester City pour Barcelone, la Juventus pour Séville, le Bayern pour l'Atlético Madrid... Les clubs espagnols, qui forment la délégation la plus importante au premier tour de la Ligue des Champions (ex aequo avec les clubs anglais) n'ont pas été gâtés par le tirage au sort, à l'exception du Real Madrid, le tenant du titre. A chacun son épouvantail: Barcelone, champion d'Espagne, disputera son premier match de Ligue des Champions contre Manchester City, demi-finaliste la saison dernière et renforcé à grand coups de millions par de nombreux joueurs (Claudio Bravo, John Stones, Carlos Moreno, Gabriel Jesus, Leroy Sané...) et par l'ancienne icône du Camp Nou, l'entraîneur Pep Guardiola. Les autres pensionnaires du groupe C sont le Borussia Mönchengladbach et le Celtic Glasgow. Séville, triple tenant du titre de la petite coupe d'Europe, l'Europa League, défiera, comme la saison dernière en Ligue des Champions, la Juventus Turin lors de son premier match, programmé le 13 ou 14 septembre. Depuis la saison dernière, Séville, qui affrontera aussi Lyon et le Dinamo Zagreb, a perdu son entraîneur Unai Emery, aux commandes du PSG, et son capitaine, Coke, parti à Schalke. Dans le même temps, la 'Juve' a perdu le joueur le plus cher du monde, Paul Pogba, parti jouer l'Europa League avec Manchester United, mais a enregistré l'arrivée du joueur le plus cher d'Italie, le goleador argentin Gonzalo Higuain. L'Atlético Madrid, finaliste de la dernière édition de la Ligue des Champions et seulement battu aux tirs au but par le Real, retrouvera quant à lui le Bayern Munich, qu'il avait brillamment éliminé lors d'une demi-finale étouffante la saison dernière. Ce, avant de se frotter dans son groupe D au PSV Eindhoven et à Rostov. Et le tenant du titre? Le Real Madrid a lui été plutôt épargné, avec comme premier adversaire le Borussia Dort-



mund, qui a perdu cet été son meilleur défenseur, Mats Hummels, parti renforcer le Bayern. D'autant moins effrayant pour le Real que son bourreau en 2013, Robert Lewandowski, qui avait inscrit un quadruplé en demi-finale de Ligue des Champions pour éliminer les Merengue, a lui aussi rejoint le Bayern. Les autres adversaires du Real dans le groupe F, le Sporting Portugal et le Legia Varsovie, ne semblent pas non plus de nature à inquiéter les hommes de Zinedine Zidane. La phase de groupe madrilène pourrait même revêtir un aspect festif puisqu'elle occasionnera les retrouvailles entre la superstar du Real Cristiano Ronaldo, champion d'Europe cet été et élu meilleur joueur UEFA jeudi, et son ancien club du Sporting. Sera-ce suffisant pour que les Madrilènes gagnent la C1 pour la 12e fois de leur histoire? Personne depuis l'AC Milan en 1990 n'a réussi à garder son titre de champion d'Europe d'une année

à l'autre, et les différents prétendants, au premier rang desquels le grand rival barcelonais et saMSN (Messi, Suarez, Neymar), se sont activés pour remporter à leur tour la lucrative C1 cette année. C'est toutefois un club anglais qui sort grand gagnant, sur le papier, de ce tirage au sort. Champion surprise dans une Première League ultra concurrentielle, le petit club de Leicester paraît mal armé pour disputer la compétition reine. Versé dans le groupe G, il affrontera des formations a priori moins fortes que lui, les Portugais de Porto, 3e de leur championnat la saison dernière, Bruges et Copenhague. Mais les a priori ne se vérifient pas toujours en Ligue des Champions, et il faudra attendre les 6 et 7 décembre, date de la fin de la phase de poules, pour savoir combien de clubs espagnols auront réussi à rester en lice. En attendant de savoir combien d'entre eux disputeront la finale au Millennium stadium de Cardiff le 3 juin 2017.

Groupe A:	Paris SG (FRA), Arsenal (ENG), FC Bâle (SUI) et Ludogorets (BUL)
Groupe B:	Benfica Lisbonne (POR), Naples (ITA), Dynamo Kiev (UKR), Besiktas (TUR)
Groupe C:	FC Barcelone (ESP), Manchester City (ENG), Mönchengladbach (GER), Celtic (SCO)
Groupe D:	Bayern Munich (ALL), Atlético Madrid (ESP), PSV Eindhoven (NED), Rostov (RUS)
Groupe E:	CSKA Moscou (RUS), Leverkusen (GER), Tottenham (ENG), Monaco (FRA)
Groupe F:	Real Madrid (ESP), Borussia Dortmund (ALL), Sporting Portugal (POR), Legia Varsovie (POL)
Groupe G:	Leicester (ENG), FC Porto (POR), Club Bruges (BEL), Copenhague (DEN)
Groupe H:	Juventus Turin (ITA), Séville FC (ESP), Lyon (FRA), Dinamo Zagreb (CRO)

Argentine

Maradona tacle encore Messi

C'est devenu une mauvaise habitude chez Diego Maradona: l'ancien champion du monde a en effet glissé un nouveau tacle à Lionel Messi, cette fois pour son vrai faux-départ de la sélection.

Diego Maradona souffle le chaud et le froid au sujet de Lionel Messi.

revirement, quelques semaines plus tard. «Je ne sais pas si c'était un stratagème pour nous faire comprendre qu'ils avaient perdu trois finales, mon c..., ce n'est pas ce qui lui fera marquer cinq buts la prochaine fois», s'est ainsi emporté Maradona au micro de la radio La Red. «Il s'est excité pour rien.

Car ce n'était pas de sa faute, mais plutôt celle des autres. Pourquoi a-t-il ainsi annoncé sa retraite? Il a parlé trop vite et il a ensuite tenu le pays en haleine et a fait pleurer beaucoup de gamins en Argentine. J'espère au moins qu'il se rend compte qu'il a fait souffrir les Argentins, en plus de la douleur de perdre en finale.»

En verve, l'ancien Napolitain n'a pas oublié de taper sur le voisin brésilien après avoir critiqué l'état du football argentin.

«Avec le système de formation qui est le nôtre, personne ne peut, réussir quelque chose. Nous sommes aujourd'hui aussi décadents que le football brésilien. Eux, on peut leur donner la médaille d'or, le football d'aujourd'hui est horrible...»

Equipe de France

Deschamps toujours pas pressé pour Benzema

Ce n'est pas le moment pour qu'il revienne», a expliqué le sélectionneur de l'équipe de France Didier Deschamps à propos de l'attaquant du Real Madrid Karim Benzema, redevenu sélectionnable en Bleu mais non-appelé jeudi dans la première liste post-Euro.

«Pour être sincère, même s'il avait été disponible aujourd'hui, je ne l'aurais pas pris dans cette sélection parce que je pense que ce n'est pas le moment pour qu'il revienne», a déclaré Didier Deschamps, qui a rendu publique jeudi la liste de 23 joueurs qu'il a convoquée pour affronter l'Italie en match amical (1er septembre) et le Bélarus en qualifications pour le Mondial-2018 (6 septembre). Le sélec-

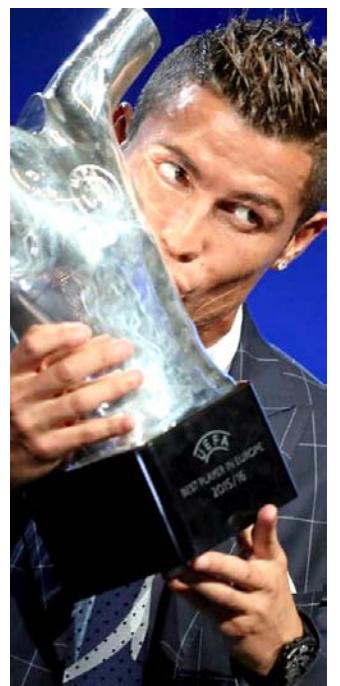
tionneur français, qui avait été accusé par Benzema avant l'Euro d'avoir «cédé à une partie raciste de la France» en ne le retenant pas dans sa liste de joueurs pour disputer l'Euro, a expliqué jeudi à ce propos que Benzema avait «dit certaines choses où il est un peu hors sujet.»

«C'est arrivé à d'autres par le passé et ça n'a pas empêché que je puise les rappeler», a-t-il ajouté. La Fédération française avait décidé mi-avril d'éjecter Karim Benzema, au nom de «l'exemplarité» et de «la préservation du groupe» après sa mise en examen pour «complicité de tentative de chantage» sur Mathieu Valbuena et «participation à une association de malfaiteurs».

Joueur UEFA

Ronaldo sacré, un avant-goût du Ballon d'Or

Qui d'autre? Cristiano Ronaldo, vainqueur de la Ligue des champions avec le Real Madrid et de l'Euro-2016 avec le Portugal, a été logiquement sacré meilleur joueur UEFA de la saison écoulée, jeudi à Monaco, et fait figure de grand favori pour le prochain Ballon d'Or. CR7 a recueilli plus de voix que son partenaire au Real, Gareth Bale, et qu'Antoine Griezmann, l'étoile française de l'Atlético Madrid, les deux autres finalistes de ce prix honorifique décerné depuis 2011 par la presse sportive européenne, en marge du tirage au sort des groupes de la Ligue des champions. Ronaldo - vainqueur pour la deuxième fois de prix UEFA et qui succède au palmarès à Lionel Messi - a donc battu fois Griezmann en finale pour la troisième fois en trois mois: en C1, à l'Euro et pour cette récompense individuelle. A 31 ans, la mégastar du Real vise maintenant un quatrième Ballon d'Or, trophée individuel suprême qui sera décerné en début d'année prochaine, sous l'égide de la Fifa. Les moments forts de la saison écoulée du Portugais ? On peut en retenir quatre.



le terrain», a déploré le gardien, cette semaine dans L'Équipe, pour sa première sortie médiatique depuis cette finale. Griezmann, 25 ans, avait été désigné meilleur joueur et avait terminé meilleur buteur (6 réalisations) de l'Euro-2016. Mais, finaliste battu, il ne faisait pas le poids face à l'ancien joueur de Manchester United. Bale, 27 ans, avait lui aussi remporté la C1 aux côtés de Ronaldo mais s'était arrêté en demi-finale de l'Euro avec le pays de Galles, face à CR7, comme l'a rappelé jeudi ce dernier dans son discours. L'ennemi juré de Ronaldo, Lionel Messi, double lauréat du trophée UEFA (2011 et 2015) et quintuple Ballon d'Or, n'était pas parmi les trois finalistes, pour une fois, après avoir échoué avec le Barça en quart de finale de la Ligue des champions. Chez les filles, c'est l'attaquante Ada Hegerberg, Norvégienne de l'Olympique lyonnais, qui a été élue meilleure joueuse UEFA de la saison écoulée par la presse sportive européenne.

Etaient finalistes la Française Amélie Henry, qui a réussi avec l'Olympique lyonnais un triplé (championnat de France, Coupe de France, Ligue des Champions) avant de s'engager avec le club américain des Portland Thorns, et l'Allemande Jennifer Marozsan, qui évoluait à Francfort lors de la saison 2015-16 mais porte maintenant le maillot de l'OL.



09.00 Bonjour d'Algérie (Best of)
10.00 Dar Oum Hani
10.25 Bihar e'sabaa
10.50 Djinane oua kinane
11.20 Tahta el mouraqaba
12.00 Journal télévisé en français
12.25 El aahd e'tamine
13.30 Bi'atouna e'sahira

14.20 Doumou'e el qalb
15.00 Ciné thématique
16.50 Troupe El Haouasse
17.15 Azrae yarbet
17.45 MCO/OM en direct
18.30 Journal télévisé en français «Saber Rebai»
18.45 MCO/OM 2ème mi-temps
20.00 Journal télévisé en arabe

20.45 Tahta el mouraqaba



PAR LE STUDIO A L'ORIGINE DE HARRY POTTER
PAN

CANAL+ family 19.50

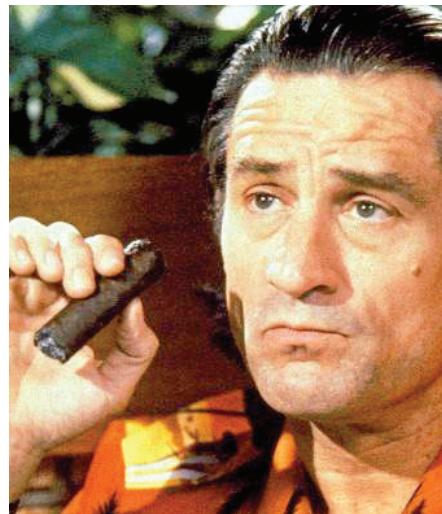
PAN

Avec Hugh Jackman, Levi Miller, Rooney Mara, Garrett Hedlund

Orphelin, le petit Peter constate que des camarades disparaissent étrangement. Faisant le guet une nuit, il est enlevé par des pirates venus en bateaux volants. Ces derniers l'emmènent sur une île flottant dans les airs. Là, Peter découvre qu'il doit travailler à la mine pour le terrible Barbe-Noire et extraire de la poussière de fées. Accusé de mensonge, Peter est jeté par dessus bord. Il se met alors à voler...

CINE + FRISSON 19.45

LES NERFS À VIF



Avec Robert De Niro, Nick Nolte, Jessica Lange, Juliette Lewis

Max Cady, un psychopathe, a purgé une peine de quatorze ans de prison pour le viol et l'agression d'une mineure. Libéré, il entend se venger de son avocat, Sam Bowden. Cady l'accuse d'avoir sciemment laissé sous silence, lors du procès, un témoignage qui aurait pu changer la donne et atténuer sa condamnation. L'ex-détenu s'installe dans la même ville que les Bowden et commence un petit jeu d'intimidation.

RTL9 19.40

HOLLOW MAN : L'HOMME SANS OMBRE

ELISABETH SHUE KEVIN BACON

HOLLOW MAN



Avec Kevin Bacon, Elisabeth Shue, Josh Brolin, Kim Dickens

Dans son laboratoire, Sebastian Caine, scientifique doué et vaniteux, travaille sur l'invisibilité depuis des années. Après de nombreux échecs, Caine et son équipe découvrent enfin une formule. Mais Caine prétend le contraire à l'armée, son employeur, pour pouvoir tester lui-même son sérum. Son invisibilité le libère de toutes ses inhibitions et il laisse alors libre court à toutes ses pulsions, même les plus violentes.

19.55 Fort Boyard



Présenté par Olivier Minne
Ce soir, une bande de jeunes chanteurs part à l'assaut du fort pour s'emparer du trésor du Père Fouras. Parmi les candidats : Gabriel, 14 ans, Esteban et Nilusi, 16 ans, Gloria, 9 ans, et Erza, 11 ans, du groupe Kids United, formé l'an dernier pour une campagne de l'Unicef. A leurs côtés : les comédiens Gérard Vives et Fabienne Carat. Les participants auront à affronter, entre autres, Moundir dans la « Cage » et répondre aux arcanes des frères Bogdanov de la Boyard Academy dans « La Vigie ». **22.05** On n'est pas couché **01.15** Envoyé spécial l'été

19.55 Le vagabond de la Baie de Somme



Avec Sonia Rolland, Jérôme Robart, François Feroleto, Charlotte Kady
Le corps sans vie d'un sans-domicile-fixe est retrouvé sur une dune de la baie de Somme. L'homme a été tué d'une balle de fusil de chasse, tirée dans son dos. La brigade locale de gendarmerie est en charge de l'affaire, sous la direction de la substitut Aurore Debac. Pour enquêter, la magistrate du parquet s'appuie sur Paul Beaujour, un major de la gendarmerie aux méthodes hors norme, en poste depuis peu. **21.40** Soir 3 **22.00** Toi que j'aimais tant **23.35** Acis et Galatée **01.10** Thalassa

arte

TV5MONDE

12.15 360°-GEO
13.55 Paysages d'ici et d'ailleurs
14.20 A tire d'aile
15.50 Terres sauvages en danger
16.35 Les éléphants du désert
17.50 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.00 Congo
19.40 La minute vieille
19.45 La France entre ciel et mer
21.20 Yéyé Revolution
22.10 Wacken Open Air 2016
23.15 Hurricane Festival 2016
00.15 Berlin Live
01.15 Meurtres à Sandhamn : la reine de la Baltique le journal

12.00 Échappées belles
13.55 #versionfrançaise
14.20 Les carnets du boulingueur
14.55 Football : Dijon FCO / Olympique Lyonnais
17.02 64' le monde en français
17.55 64' l'essentiel
18.00 Acoustic
18.30 Le journal de France 2

19.00 Comment j'ai détesté les maths
21.00 TV5Monde le journal Afrique

21.25 Le journal de la RTS
22.00 Il faut marier maman
00.00 TV5Monde le journal

TÉLÉVISION

TF1

19.55 The Voice Kids



11.00 Les douze coups de midi

11.45 Météo

11.48 Trafic info

12.00 Journal

12.30 Grands reportages

13.45 Reportages découverte

15.00 Super Nanny

16.55 50mn Inside

18.55 Petits plats en équilibre été

18.55 Météo

19.00 Journal

19.35 Du côté de chez vous

19.42 Météo

19.45 Petits plats en équilibre été

Saison 3 - Episode 1
Présenté par Nikos Aliagas, Karine Ferri, Jenifer, Patrick Fiori, M Pokora

Le concours, qui met en avant les talents de 6 à 15 ans, est de retour pour une nouvelle saison. Côté coachs, Jenifer et Patrick Fiori s'entourent d'un petit nouveau en la personne de M. Pokora, qui prend le fauteuil laissé vacant par Louis Bertignac. Il est bien décidé à imprimer sa patte et à accueillir le jeune qui remportera la victoire.

22.20 New York Unité Spéciale

6

20.00 Blue Bloods



09.35 D&CO, une semaine pour tout changer



11.45 Le 12.45
12.05 Scènes de ménages
12.40 Chasseurs d'appart'
17.35 Commissariat central
18.45 Le 19.45
19.25 Scènes de ménages

Saison 4 - Episode 11

- Les illusions perdues
Avec Donnie Wahlberg, Bridget Moynahan, Tom Selleck, Marisa Ramirez, Will Estes

La loyauté de Danny est mise à rude épreuve lorsqu'il doit s'occuper d'une affaire concernant un ami d'enfance soupçonné d'avoir des liens avec une famille de la mafia.

CANAL+

19.55 Diamond League 2016



11.15 L'oeil de Links
11.49 Jamel Comedy Club
12.20 Sorties prévues cet été
12.45 Formule 1



14.15 Amour sur place ou à emporter
15.40 Vive les vacances
17.20 Sorties prévues cet été
17.59 L'émission d'Antoine

- Meeting de Paris

Quelques jours seulement après Rio, juste le temps de se remettre du décalage horaire, les athlètes renouent déjà avec la compétition. Place à la douzième manche de la Diamond League, à Saint-Denis. L'un des rendez-vous préférés des athlètes français. Pour les décls des Jeux Olympiques, ce sera l'occasion de glaner une breloque de consolation.

21.00 Enragés

22.30 Orage

23.50 Coup de chaud

01.40 Conversation secrète

4

NT1

12.40

Les aventures

du jeune Indiana Jones

17.55

Un gars,

une fille

20.00

Arn,

chevalier du Temple

21.55

A la poursuite

de la chambre d'ambre

23.50

Monte le son,

le live ! Spécial Rock

en Seine 2015

01.20

L'attaque des titans

13.45

Independence

Daysaster

15.25

Danger

en altitude

17.05

24 heures

aux urgences

19.45

N.T.1 infos

19.55

Chroniques

criminelles

W9

11.40 Mortelles retrouvailles
13.35 Une vie à recommencer
15.25 Les dommages du passé
17.10 Journal intime d'un prince charmant
19.00 Soda
19.55 Jamel et ses amis au Marrakech du rire 2016



22.00 Jamel et ses amis au Marrakech du rire 2016

Bélier 21-03 au 20-04

Malgré une atmosphère assez pesante au travail, vous parvenez à garder la tête froide et à communiquer avec brio. Les résultats ne se feront pas attendre !

Taureau 21-04 au 21-05
Vous pouvez exploiter vos dons créatifs avec beaucoup de succès aujourd'hui ! Cela pourrait même vous rapporter quelque chose, tout au moins des compliments.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous n'êtes pas de très bonne humeur, aujourd'hui, et cela risque de contaminer les membres de votre famille. Exprimez-vous sans vous énerver et tout s'apaisera...

Cancer 22-06 au 22-07

Même si vous avez décidé d'aller jusqu'au bout dans vos démarches ou vos études, vous commencez sans doute à ressentir une certaine fatigue. Faites une pause et soufflez...

Lion 23-07 au 23-08

Même si vos projets n'avancent guère et que vos amis vous critiquent, ne perdez pas de vue vos objectifs et changez simplement ce qui vous semble devenu obsolète avec le temps...

Vierge 24-08 au 23-09

Si vous savez vous y prendre, vous pouvez gravir un échelon dans les jours qui viennent dans votre secteur professionnel ou social. Bien entendu, il vous faut avant tout... oser !

Balance 24-09 au 23-10

Ce n'est certes pas en restant chez vous que vous parviendrez à entreprendre ce que vous avez prévu de mettre en place récemment. Sortez de votre tour d'ivoire !

Scorpion 24-10 au 22-11

Votre libido vous chahouille ou vous gratouille ? Rejoignez le cercle de vos connaissances, vous pourrez ainsi vous donner plus de chance de faire la rencontre espérée...

Sagittaire 23-11 au 21-12

Ne vous laissez pas influencer par l'avis de vos collaborateurs, ou de votre partenaire, sur vos buts socioprofessionnels. Faites comme vous le souffle votre intuition.

Capricorne 22-12 au 20-01

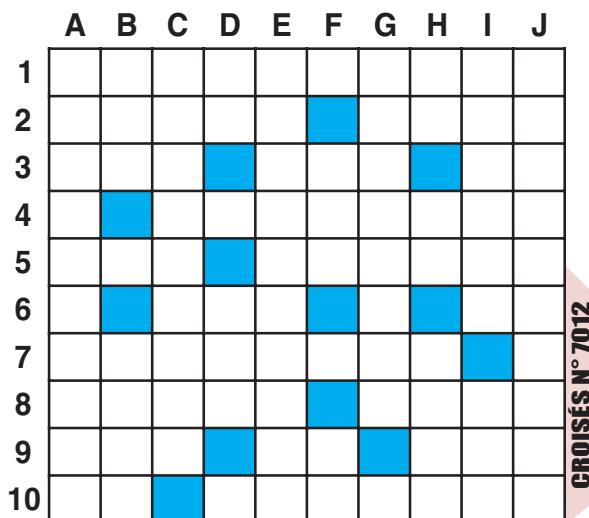
On vous demande, dans le cadre professionnel, de participer à un stage, une formation ou un colloque. Si c'est le cas, saisissez cette opportunité d'ouvrir vos horizons...

Verseau 21-01 au 18-02

Votre attrait pour plaisirs et les jeux n'a d'égal que votre sexualité bouillonnante ! Si vous êtes en couple, pas besoin d'un dessin. Célibataire, faites baisser la pression !

Poissons 19-02 au 20-03

L'un des membres de votre famille vous cause des soucis et vous vous assombrissez. Et si vous demandiez conseil à votre partenaire ou à l'un de vos collaborateurs ?



Horizontalement:

- Elément moteur.
- Bon pour.
- Creux dans les côtes.
- Basque. Service d'ordre.
- Conventions collectives.
- Calme.
- Voie trouble. Talon.
- Coupe de métal. Note.
- Réduites à néant.
- Poisson.
- Entre elle se dilate dans la joie
- Etre en forme.
- Certain. Courrier
- Réfléchi. On peut dire qu'elles n'en mènent pas large.

Verticalement:

- Fêtes romaines.
- Tira dans le tas. Relève.
- Nombre.
- A volonté. Bouche trou.
- Fait bien dans le détail.
- Eléments de réponse.
- Monte dans le vent.
- Malaxer.
- A chaque un, sa case.
- Quand on parle du loup...
- Roues de secours
- Culte pas clair, le moins qu'on puisse dire.
- Compagnon de club.
- Capitaux.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7011												
Q	U	O	T	I	D	I	E	N	S			
U	N	I	O	N		N	U	I	T			
A	S	I	T	E	S	T	E					
R	U	E	L	L	E	S	R					
T	O	U	E	E	P	R	I	S				
I	S	V	S	E	Q	I						
L	I	E	G	E	R	O	U	E				
A	U	A	R	P	E	G	E					
G	L	O	U	S	S	E	R	T				
E	N	R	O	S	E	M	E					

FLECHES N°7011												
P	R	E	M	I	E	R	E					
F	L	E	M	M	A	R	D					
A	A	I	P	G	E		A					
C	A	N	O	N	S	O	L					
I	E	R	A	I	L							
L	A	T	A	N	N	E	E					
E	M	B	E	T	E	R	G					
M	I	E	T	S	S	E						
E	U	S	E	L	U	E						
N	O	N	L	A	P	S						
T	U	P	E	R	C	E						
F	E	T	E	A	R	E						

FOUILLES N°7011 SAMBA (Sang - Bah !)

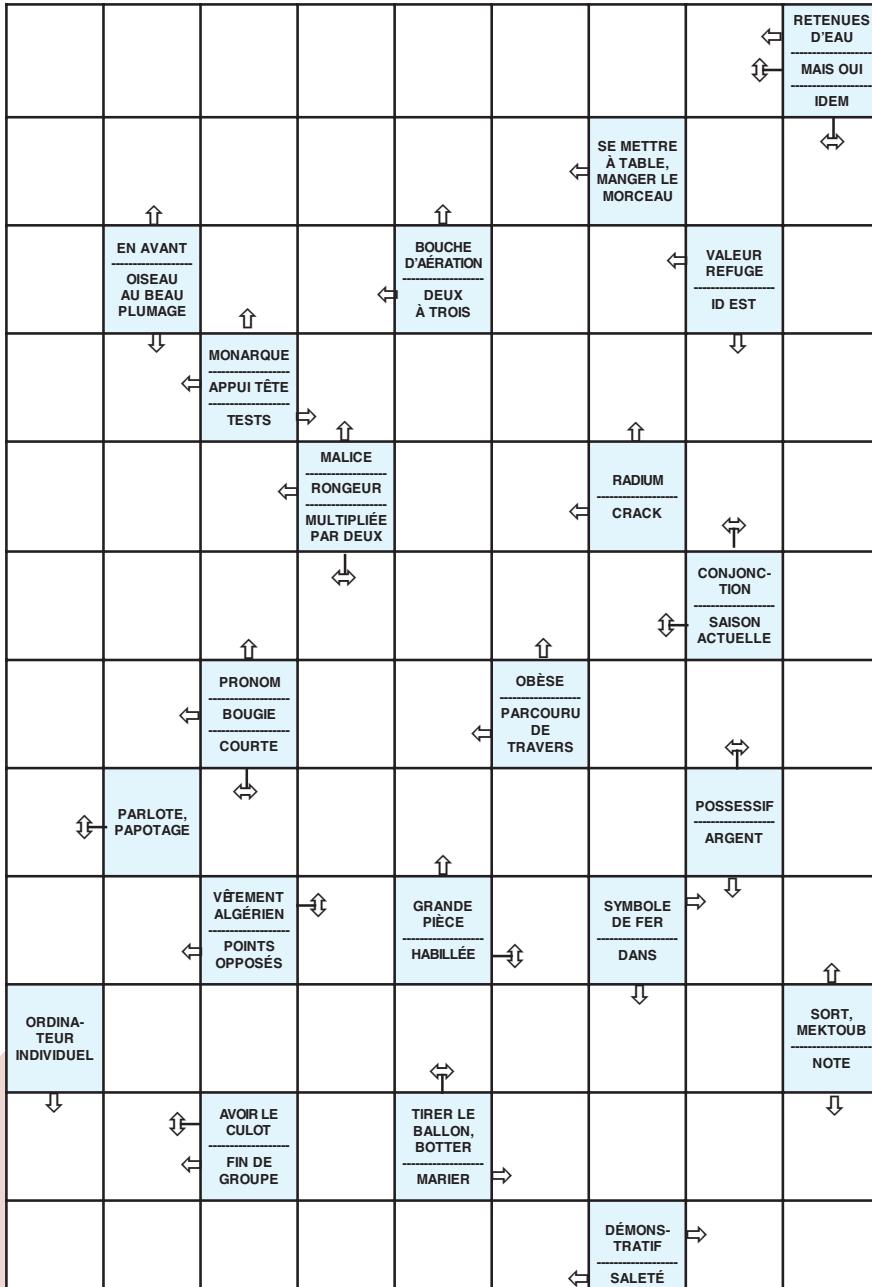
CODÉS N°7011

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	R	L	E	S	T	I	U	N	O	D	M	C
G	P	V	X	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	5	7	1	6	10	16	4		7			
5	9	2	10	11	11	4		1	1			
13		14	4	7	12		3	2	6			
9	8	2	11	4		14	10	4	5			
2		11		1	9	2	7	4	12			
1	6	7	9	5		11	4	12	6			
16	9	2	7	6		4	2		7			
10		4		7	11		12	9	11			
12	9	2	3	10	4	1	4		6			
12	10	17		8		6	14	4	5			
4	12		1	4	12	7	4	5	7			
14	10	5	10	14	6		5		10			
4	18		16	4	3	9	7		15			
5		14	4	5	4	12		9	2			
7	1	2	12	7		4	7	1	4			

CODÉS N°7012

Jeux proposés par Chérifa Benghani



AMEN - ANALYSER -
ANNEE -
ASSISTANCE -
AVARICE - BALLON -
BOUSSOLE -
CHANSON - DALLE -
DEFINITION -
DETENTION -
DORMIR -
ECLAIRCISSEMENT -
EMBARCATION -
ENCRIER - ETUI -
FLEUR - FLUOR -
FOIE - GALOP -
GOUTER - LIER -
LUEUR - MELANGE -
MUNIR - NOTIFIER -
NURSE - OUTIL -
OUTRE -
PRECIPITER -
RECITER - REGENT -
RESIDU - RETOUR -
REVE - SOIN -
SOURIS - STARTER -
SYSTEME -
TEST - TRIO.

FOUILLES N°7012

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
 - Mon 1er n'entend pas.
 - Mon 2e, c'est couper en va-et-vient.
 Mon tout est un type auquel on attribue l'art de découvrir l'eau sous terre.



7 ERREURS



France: la justice donne un coup d'arrêt aux interdictions du burkini



La plus haute juridiction administrative française a suspendu vendredi un arrêté municipal anti-burkini, avertissant les maires ayant pris une décision similaire que toute interdiction de ces tenues de bain islamiques couvrantes devait s'appuyer sur des "risques avérés" pour l'ordre public. Cette décision du Conseil d'Etat concernant une station balnéaire de la Côte d'Azur, qui fera autorité pour toute la France, a été saluée comme une "victoire du droit" et "de la sagesse" par les représentants du culte musulman. Le débat autour du bannissement de cette tenue de bain couvrante portée par certaines musulmanes avait suscité d'intenses débats politiques en France et à l'étranger.

Le Conseil d'Etat rappelle à tous les maires qui ont invoqué le principe de laïcité qu'ils ne peuvent se fonder sur "d'autres considérations" que l'ordre public, "le bon accès au rivage, la sécurité de la baignade ainsi que l'hygiène et la décence" pour interdire l'accès aux plages. "Cette décision de bon sens va permettre de décrisper la situation, qui était marquée par une tension très forte parmi nos compatriotes musulmans, notamment chez les femmes", a réagi auprès de l'AFP le secrétaire général du Conseil français du culte musulman (CFCM), Abdallah Zekri, au sein duquel il préside l'Observatoire national contre l'islamophobie. Cette décision "aura vocation à faire jurisprudence", s'est félicité Me Patrice Spinosi, avocat de la Ligue des droits de l'homme, qui avait saisi la plus haute juridiction administrative.

Un ministre égyptien démissionne après un scandale de corruption



Le ministre de l'Approvisionnement égyptien a démissionné jeudi alors qu'un scandale de corruption secoue son ministère concernant des achats de blé, faisant perdre des millions de dollars à l'Etat. Khaled Hanafy, nommé en février 2014, a toutefois expliqué qu'il démissionnait pour une toute autre raison: un député l'a accusé de résider depuis plusieurs mois dans un hôtel de luxe pour un coût de près de 700.000 euros. «Je quitte mon poste (...) L'expérience a montré qu'être ministre n'est pas une tâche facile mais bien un fardeau», a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision. Dans un entretien publié jeudi par le quotidien indépendant Al-Masri al-Youm, le ministre a reconnu vivre dans un hôtel de luxe, tout en assurant que ce logement ne lui avait coûté que 50.000 euros, qu'il a payé de sa propre poche. Durant la conférence de presse. Mais une enquête a mis à jour un scandale concernant l'approvisionnement en blé, un secteur clé alors que l'Egypte est le plus grand importateur de cette céréale au monde. Pour empêcher des subventions, des fournisseurs ont vendu du blé importé en le présentant comme étant du blé domestique - bien plus onéreux -, tout en exagérant le niveau de la récolte annuelle. Ce scandale aurait coûté à l'Etat près de 55 millions de dollars, selon le parquet.

Le Quotidien d'ORAN

Colombie : un accord de paix historique



La fin d'un demi-siècle de conflit entre gouvernement colombien et la guérilla des Farc est désormais seulement suspendue au succès d'un référendum. Au terme de près de quatre ans de pourparlers menés à La Havane, les parties ont annoncé mercredi avoir conclu un accord de paix final et définitif qui sera soumis au vote des Colombiens le 2 octobre prochain. Cette guerre interne, la plus ancienne d'Amérique latine, a impliqué au fil des décennies guérillas d'extrême gauche, paramilitaires d'extrême droite et armée, et officiellement fait quelque 260.000 morts, 45.000 disparus et 6,9 millions de déplacés. L'accord de paix, complexe et technique, encadre le désarmement des quelque 7.000 combattants de la guérilla et la transformation du mouvement en parti politique, processus qui seront engagés seulement en cas de succès du prochain référendum. Conclu sous l'égide de Cuba et de la Norvège, pays garants, du Venezuela et du Chili, accompagnateurs, et avec l'appui des Nations unies, des Etats-Unis et du pape

</